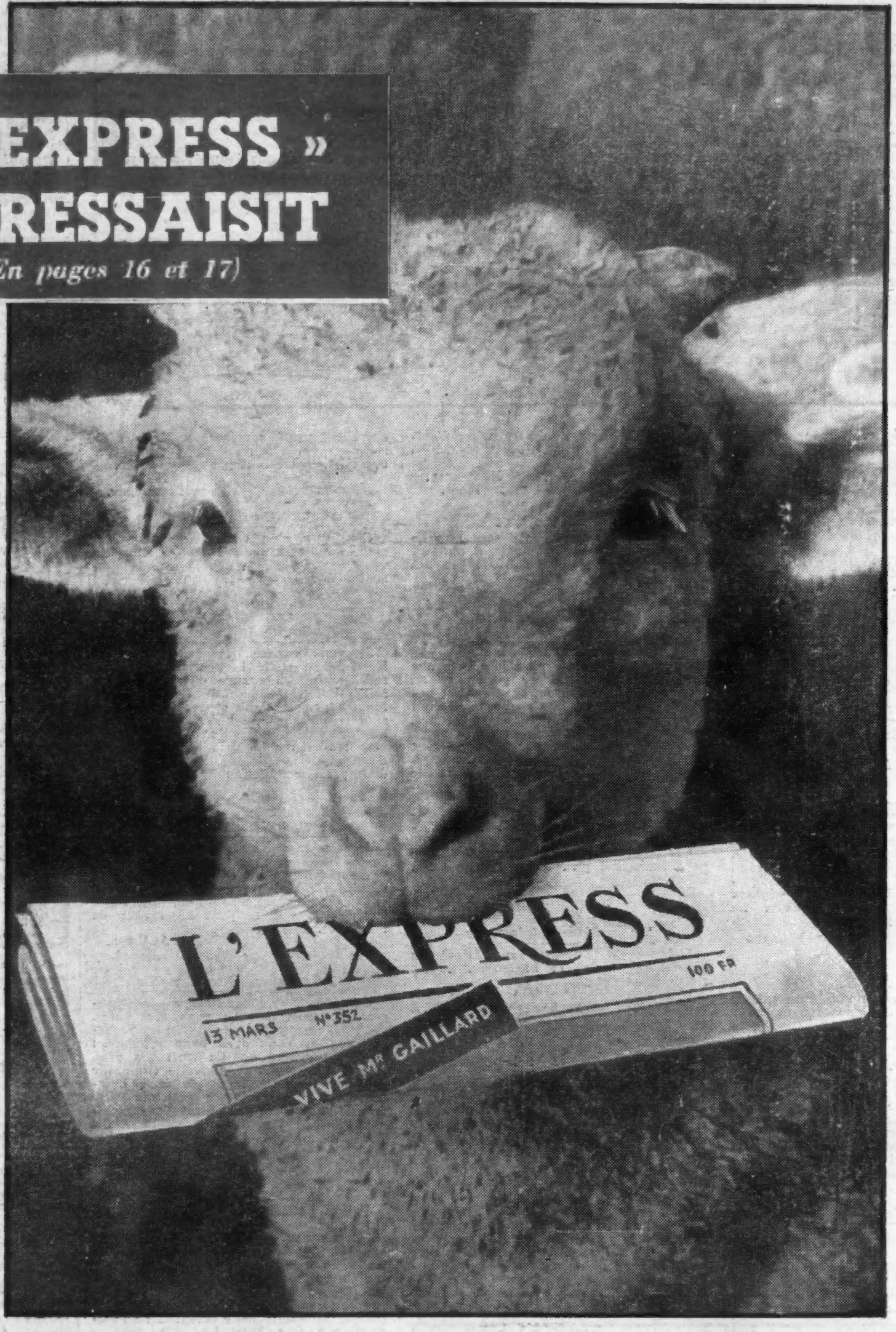
L'EXPRESS

13 MARS 1958. — N° 352 100 FR.

« L'EXPRESS » SE RESSAISIT

(En pages 16 et 17)



(Zalewski.)

« L'EXPRESS » « AUX ORDRES »

« Pourvu que je ne parle ni de l'autorité... ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place... je puis tout imprimer librement, sous la direction, néanmoins, de deux ou trois censeurs... »

(Beaumarchais)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

– VOUS voyez ce monsieur assis à la table voisine ? Regardez ses mains...

— Qu'ont-elles de particulier ces mains ?...

— Elles tenaient, un jour de 1943, une barre de fer pour défoncer la poitrine d'un jeune homme. Puis pour battre un prêtre agenouillé, les mains liées derrière le dos. Puis pour soulever la jupe d'une jeune fille de 16 ans devant une assemblée qui rit beaucoup de cette excellente plaisanterie. Alors la jeune fille s'est précipitée vers la fenêtre, elle s'est jetée dans le vide et elle s'est écrasée dans la cour de la rue des Saussaies.

— Où allez-vous ?

— Je vais dire un mot à cet homme...

— Est-ce bien utile ?

— Jugez-en. Je lui dois des excuses. Car ce jour-là je l'ai insulté jusqu'à ce qu'il me fasse rentrer la voix dans la gorge. Or, je vous le demande, qu'avait-il fait dont un homme aussi éminemment respectable que M. Rémy Roure, déporté chroniqueur du « Figaro », ne nous conseille cette semaine de l'absoudre sinon de le féliciter ? Cette poitrine défoncée était une poitrine communiste. Le prêtre martyrisé abritait peut-être des communistes... Cette jeune fille aurait pu le devenir...

— M. Roure n'a pas tort en un sens. Les communistes qui n'ont pas protesté contre les massacres commandés au nom de leur idéologie sont mal venus de se plaindre aujourd'hui.

— Je ne vous le fais pas dire. Les Français qui ne protestent pas contre les tortures infligées au nom de leur idéologie sont mal venus de se plaindre, fût-ce rétrospectivement, et de se parer de leur costume de douleur pour moraliser.

— Vous m'ennuyez. Right or wrong, mon pays est mon pays.

— C'est aussi ce que disait cet Allemand.

— Si nous parlions d'autre chose ?

— C'est cela. Parlons d'autre chose.

— Je tiens à vous le dire, cette saisie m'a indigné.

— Moi pas.

— Vous vous y attendiez ?

— Non. Oui. Pourquoi, mais pourquoi pas ?

— Que disent-ils, au gouvernement, quand on leur en parle ?

— Tout dépend de qui leur en parle.

— Enfin quelqu'un est responsable. Gaillard ? Bourgès ? Lacoste ?... Pourquoi riez-vous ?

— Excusez-moi. C'est l'idée que quelqu'un puisse être responsable. Un ministre français d'aujourd'hui n'est jamais responsable. Il obéit.

— A qui ?

— C'est selon. Aux tristes nécessités. Il ne faut pas leur en vouloir...

— Que d'indulgence !

— Indulgence n'est pas le mot que j'aurais employé.

— Indifférence ?

— Certes pas.

— Découragement ?

— Moins encore.

— Alors quoi ?

— Je vais vous le dire à l'oreille.

— ...Oh !

— Vous saisissez ?

Françoise Giroud.

Ce geste est grave

Le geste est grave qui souligne l'affolement des dirigeants, en même temps qu'il nous rappelle qu'aucune loi d'exception ne sera nécessaire pour en terminer avec la république et nos libertés.

Pierre HAAS.
Paris.

A qui cela profite-t-il ?

Le gouvernement et les gens de sa majorité trahissent la république ; ils la trahissent par lâcheté, par bêtise, et sans doute par intérêt personnel. Car on ne peut s'expliquer une suite aussi spectaculaire d'actes insensés depuis l'Indochine en passant par Suez et l'Afrique du Nord sans se poser la question : à qui cela profite-t-il ? (...)

Nous assistons vraiment à la démission d'une classe, à son impuissance évidente en face d'un monde en révolution.

M. CHOLTUS,
Maire de Saint-Max
Nancy.

La crétinisation triomphe

Les mots n'ont pas de sens : le fascisme est déjà là. J'ai appris hier la saisie de la brochure de Sartre. Dans la solitude, la révolte est épuisante. C'est un grand découragement qui m'envahit. Que faut-il faire ?... La voix du plus prestigieux penseur contemporain est étouffée. La crétinisation triomphe.

GEORGES PARRAUD
Lyon

Un comble

Je tiens à vous assurer de mon entière solidarité au sujet de vos campagnes pour la liberté de la presse et de pensée, le respect de la personne humaine et contre l'ineptie de la politique étrangère, et surtout nord-africaine, du gouvernement.

Si par hasard vous décidiez de publier cette lettre dans votre courrier, je vous demanderais de ne mentionner ni mon nom, ni mon adresse. Car il est lamentable qu'en France on ait maintenant peur d'exprimer ouvertement ses opinions. Ce qui, il n'y a pas si longtemps, aurait pu passer pour un comble !

Y. C.

Indignée, mais pas mécontente

Je viens d'apprendre la saisie de votre journal. Bien entendu, je suis, comme tant d'autres, indignée du procédé. Indignée, mais pas mécontente au fond, car « ils » en feront tellement qu' « ils » finiront par secouer, alerter même l'opinion la plus apathique. Un peu tard, bien sûr...

M. PORTAL.
Paris.

Après les livres, les hommes...

...Mon mépris pour les « fossoyeurs » qui brûlent les livres; d'autres, qui ont ainsi commencé, ont ensuite brûlé des hommes.

RALPH FEIGELSON,
déporté résistant évadé d'Auschwitz.

Qu'ils ne se découragent pas

Je sais et apprécie tous les efforts que vous faites pour faire comprendre au monde que le peuple de France n'est pas solidaire de cette poignée d'imbéciles qui a comme devise « Perdons la France, mais sauvons l'Algérie ».

Ce dont la France a besoin, ce sont des gouvernants aux idées larges, modernes, ayant remplacé le vieil esprit de conquête, images d'Epinal à la Bournazel ou à la Psichari, par celui de la recherche des conquêtes sociales, scientifiques, qui sont maintenant les seules véritables.

Ces hommes, nous les avons. Qu'ils ne se découragent pas, qu'ils continuent à lutter. (...)

H. PONS.
Isère.

Les meilleures intentions

Si beaucoup de Français ne lisaient pas encore « L'Express » ni Sartre, ils les liront désormais.

Ce n'est pas, on s'en doute, ce que désirait l'équipe gouvernementale ; voilà à quoi peuvent mener les meilleures intentions !

M. T. GRAVIER.
Seine-et-Marne.

Une chance pour la gauche

Que « L'Express » sache qu'il n'est pas seul dans la lutte qu'il mène contre la déchéance... lutte qui est peut-être une chance pour la Gauche de se grouper.

JEAN-JACQUES QUARANTE.
Paris.

Pas de politique

J'approuverai toujours toute lutte pour faire jaillir la vérité, pour tirer de sa torpeur le Français, pour faire divulguer la manière dont on s'y prend pour limiter la liberté des Français. Ici, les soldats n'attendent que « la quille » et ne cherchent pas à savoir ce qu'ils font où sont appelés à faire. Comme on le leur conseille, ils ne font pas de politique.

N. D.
Allemagne.

Continuez

Continuez, c'est vous qui avez raison et de nombreux anciens combattants, des vrais, sont à vos côtés et répondront « présent » à vos appels.

JEAN-FRANÇOIS NOYER.
Paris.

Au-dessus de toutes voix...

Je vous signale que la censure de M. Gaillard a été bernée mercredi dernier par un hommage d'Henri Mondor à l'émission télévisée de *Lectures pour tous*, à propos d'une expression qui est, sauf erreur, de Paul Valéry : « Une voix au-dessus de toutes voix. » Voici le passage textuel : « La voix qui est aujourd'hui au-dessus de toutes voix est celle d'un presque aphone : Mauriac. »

LE PÈRE L.
Paris.

Seul, le Front populaire

Je crois inutile de vous assurer de ma solidarité et de ma sympathie, bien que votre campagne de 1956 pour le Front républicain m'ait profondément irrité (j'étais et je suis toujours convaincu que le Front populaire peut nous tirer de l'ornière).

J. VITAL.
Rouen.

Du nouveau chaque matin

On se sent fier d'être Français à l'étranger. Les gens disent : vous êtes gâtés, vous autres Français : du nouveau chaque matin. Vous avez beau répondre : bah ! on a tout vu. Ce n'est pas vrai. Il y a toujours une nouvelle trouvaille en réserve. Ainsi, la saisie de « L'Express » et autres organes de la mauvaise presse, et puis le triumvirat Georges Bidault-André Morice-Jacques Soustelle. Qui dira mieux ?

LOUIS MULLER.
Genève.

Une belle occasion

J'ai lu l'article de Sartre, pour lequel « L'Express » a été saisi, dans un journal... anglais ! Ça m'a rappelé le temps où il fallait écouter la B.B.C. pour entendre la voix de la France libre.

Mais comment l'ensemble de la presse française n'a-t-il pas eu, pour sa propre sauvegarde, le réflexe de publier ce texte ? Et quelle belle occasion de montrer son indépendance !

M. LESCALE,
Paris.

[*Un journal l'a fait,* « Le Canard Enchaîné », *en usant d'un subterfuge : l'emploi de tous petits caractères. A notre connaissance, le gouvernement n'a pas encore fait saisir les loupes.*]

Et des protestations collectives :

De la rédaction de la revue « Saturne »:

● Ce sont ces atteintes aux libertés démocratiques élémentaires qui portent, en vérité, le plus grave préjudice aux intérêts essentiels de la France.

THÉO BERNARD
LOUIS-MARTIN CHAUFFIER
DAVID ROUSSET

De vingt-huit élèves de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris, 11, rue Pierre-Curie, qui s'adressent au président de la République « pour exprimer leur inquiétude et leur indignation devant la saisie des hebdomadaires « France-Nouvelle », « L'Express » et « France-Observateur ».

« Cette saisie, *écrivent-ils,* après les atteintes répétées à la liberté d'expression, constitue une violation flagrante de la Constitution dont vous êtes le gardien. »

De l'Association des Etudiants radicaux-socialistes d'Aix-en-Provence, qui « demande à tous les libéraux et aux démocrates de concerter toutes formes d'action et en particulier une démarche solennelle auprès du chef de l'Etat, gardien constitutionnel des libertés, pour faire cesser de tels attentats contre le droit, l'intelligence et le courage politique. »

Du Comité National des Ecrivains « qui s'est fait une règle de ne pas intervenir dans les affaires de presse, où les divergences politiques de ses membres risqueraient de les opposer les uns aux autres », *mais* « il est impossible au comité directeur du Comité National des Ecrivains de laisser passer sans protester la saisie qui vient d'avoir lieu, saisie suivie de la destruction du plomb de composition, d'une brochure de l'un de ses membres, Jean-Paul Sartre. La destruction *préventive* des livres ne lui semble pas plus tolérable que les autodafés qui ont sinistrement éclairé un régime dans la lutte contre lequel notre organisation est née par l'union des écrivains français. »

LES PROCHAINS FORUMS RÉGIONAUX

Le Secrétariat des Forums régionaux (3, rue des Pyramides, Paris) nous communique la liste des prochains Forums organisés par les centres de province.

Vendredi 14 mars. — MARSEILLE (21 h. 15), J.-M. Domenach, Roger Barberot : « La conscience française devant le drame algérien ».

Samedi 15 mars. — MONTLUÇON, salle du Vieux Château, André Philip : « L'idée socialiste en France ».

Mercredi 19 mars. — SAINT-ETIENNE, Claude Bourdet, Pierre Avril : « La France et le Maghreb après Sakiet ».

Jeudi 20 mars. — MULHOUSE, Georges Suffert, J.-J. Grubert : « Permanence du fascisme ».

Vendredi 21 mars. — STRASBOURG (20 h. 30), Georges Suffert, J.-J. Grubert, Louis Vallon : « L'Algérie peut-elle être le départ d'un régime fasciste ».

LES PETITES ANNONCES DE
L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

DIRECTION GENERALE
Importante Société commerciale recherche
3 JEUNES CADRES
25-35 ans, domiciliés :
1e Région METZ-NANCY
2e — REIMS ou VALENCIENNES
3e — MELUN ou PARISIENNE
Références exigées. Sélection sévère
Début 80.000 francs + avantages
Env. C. V. manuscrit détaillé à M. Leudissez, 8, rue Denfert-Rochereau, ASNIERES (Seine) qui transmettra

Importante Société cherche pour un de ses Laboratoires banlieue Nord INGENIEUR ayant quelques années de pratique CHIMIQUE. Ecrire no 96.031 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er) qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

Excellente SECRETAIRE très efficace, capable abattre grand travail pour collaboration étroite domaine politique. Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo. Référence 1030 I.W.O., 3, rue Saint-Philippe-du-Roule - PARIS

CONSTRUCTIONS CRÉDIT

En PLEIN SOLEIL, à une minute de la future AUTOROUTE-SUD
LIGNE DE SCEAUX
Appts 3, 4, 5 p., tt cft, asc. parc 100.000 m2. Prêt CRED. FONC. obtenu, 1re tr., primes max. cond. spéc. av. 300 compt. livr. déb., mi-59
S.O.C. 92, rue Richelieu (2e) - RIC. 40-33

REPRÉSENTATION

Firme française recherche réseau de REPRESENTANTS SPECIALISES dans la vente directe d'installations de magasins de détail, pour lancement immédiat en France d'un produit ANTI-SOLAIRE pour vitrines, parfaitement au point. Ecr. no 1559 L'EXPRESS, 29, rue de Marignan, Paris

PROPRIÉTÉS

Recherche urgent PAVILLONS - VILLAS PROPRIETES - de rapport ou agrément
LAGRANGE 34, rue Pasquier PARIS - ANJ. 77-45

AUTOS (Occasions)

DAUPHINE NOIRE
Toit ouvrant - Fin janvier 57, 21.000 kms. Parfait état - Cause double emploi - LITtré 79-50

DIVERS

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
*Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

CETTE SEMAINE :

- PAGE 4 — La vie politique
- PAGE 5 — Le dessin de Jean Effel
- PAGE 6 — Au Forum : P. Mendès France et D. Mayer
- PAGE 7 — Histoire d'un litre de vin
- PAGES 8-9 — Eglise : Une deuxième leçon
- PAGE 10 — Les mémoires de Léon BLUM
- PAGE 11 — Tunisie : Le câble de Jean Daniel
- PAGES 12-13 — SUR LA CRISE AMERICAINE: l'article de A. Bevan et un grand reportage
- PAGE 14 — Le monde en dessins
- PAGE 15 — Université Radio Dictée
- PAGES 16-17 — « L'EXPRESS » SE RESSAISIT
- PAGES 18-19 — Témoignage : « Si mon fils est malade il ira à l'hôpital. »
- PAGE 20 — En justice Publicité Mots croisés
- PAGE 21 — Spectacles : L'embarras du choix
- PAGE 22 — Théâtre et cinéma : Les critiques
- PAGE 23 — Miller répond à Kazan
- PAGE 24 — Disques
- PAGE 25 — Lettres : la critique de M. Chapsal
- PAGES 26-27 — Un entretien avec : CLAUDE LEVI-STRAUSS
- PAGE 28 — Médecine : L'article du Dr Knock
- PAGES 29-30-31 — MADAME EXPRESS
- PAGE 32 — FRANÇOIS MAURIAC

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

Une grande initiative « française »

VENDREDI 7 mars 1958, M. Félix Gaillard, président du Conseil français, annonce une grande initiative diplomatique française en ces termes :

« Il est temps d'organiser, avec les pays qui bordent la Méditerranée occidentale, cet axe Nord-Sud de défense commune qui est le complément naturel et nécessaire du pacte de l'Atlantique. »

Cette déclaration est accueillie avec indifférence par l'ensemble de l'Assemblée. La plupart des députés n'en saisissent pas les implications au premier abord. Seuls quelques initiés des affaires internationales ont compris.

Le gouvernement français, dont la politique constante était jusque-là de repousser sans hésitation toute ingérence étrangère dans le problème de ses relations avec les pays d'Afrique du Nord, vient d'accepter l'internationalisation totale de ce problème, donc par voie de conséquence, l'internationalisation du conflit algérien.

Et il ne s'agit plus seulement d'une internationalisation de la procédure mais d'un engagement global de tout l'avenir franco-nord-africain dans un système où la France ne sera plus qu'un membre — sans privilèges particuliers — parmi sept, huit ou neuf autres pays.

Les deux étapes

Comment en sommes-nous arrivés là ? En deux étapes : Suez, Sakiet.

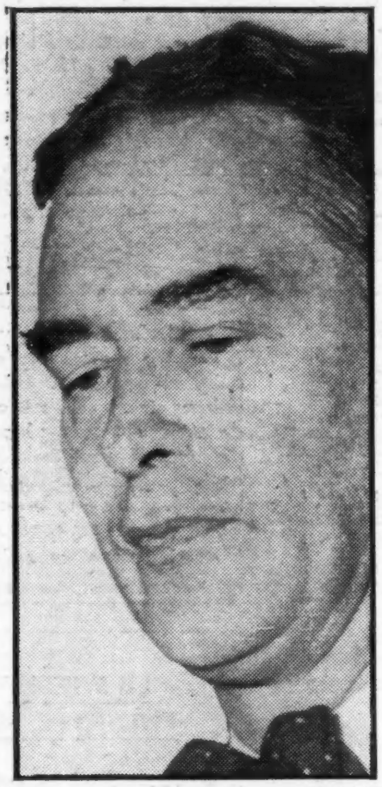
NOVEMBRE 1956 : (15 *jours après Suez*) : M. Christian Herter, secrétaire d'Etat adjoint, reçoit à Washington, un diplomate étranger venu l'entretenir des problèmes du Moyen-Orient. M. Herter est chargé au Département d'Etat de la planification à long terme. Il prévoit déjà les conséquences inévitables de l'expédition franco-anglaise contre l'Egypte : la pénétration soviétique au Moyen-Orient va s'accélérer : l'Occident ne dispose que d'un bouclier — extrêmement faible : le pacte de Bagdad (1), alliance disparate de pays qui n'ont que peu d'intérêts communs, peu de moyens d'action. M. Herter voit encore plus loin :

C'est la situation en Algérie qui a incité la France à se lancer — et à entraîner la Grande-Bretagne dans l'aventure égyptienne. C'est là — en Algérie — que le problème le plus urgent est posé. Le conflit algérien est un combat de retardement, sans issue. M. Herter est convaincu que la France ne peut continuer à assumer, seule, la responsabilité de l'Afrique du Nord, région vitale pour l'Occident.

— *Alors ?* demande le visiteur.

(1) Sont membres du pacte de Bagdad : Turquie, Irak, Iran, Pakistan, Grande-Bretagne.

(A.P.) M. MARTIN ARTAJO



(A.D.P.) M. CHRISTIAN HERTER

Trois pères pour le même enfant

Le plan Herter-Artajo

M. Herter expose « son » plan. Il s'agit en fait d'un vieux projet espagnol : un pacte méditerranéen présenté par M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères d'Espagne, au cours d'une grande tournée au Moyen-Orient, en 1952 ; l'Espagne franquiste y voyait le moyen de jouer un rôle de puissance charnière « entre la Croix et le Croissant ». Présenté à Washington en 1954 par son auteur, le plan Artajo ne suscita guère d'enthousiasme.

Mais M. Herter découvre aujourd'hui tout l'intérêt du projet : englober dans un même système militaire, économique et politique les pays riverains de la Méditerranée occidentale : Espagne, Italie, France au nord et au sud Maroc, Algérie, Tunisie, Libye.

Les problèmes politiques qui se poseront au sein de l'alliance seront résolus en commun. Une organisation solide, appuyée par les Etats-Unis, peut se développer et servir de digue contre toute tentative d'infiltration soviétique en Méditerranée occidentale.

Dans les mois qui suivent cet entretien, M. Herter gagne un certain nombre de hauts fonctionnaires du Département d'Etat à ses vues. Mais M. Foster Dulles demeure sceptique. Il sait que la France n'acceptera aucune immixtion étrangère en Afrique du Nord. Il croit encore à une solution *française* du problème.

Le message Dulles

FÉVRIER 1958 (15 *jours après Sakiet*). M. Selwyn Lloyd, secrétaire au Foreign Office, reçoit, à Londres, un message de M. Foster Dulles :

Que penserait l'Angleterre d'un projet de pacte méditerranéen dont seraient membres : l'Espagne, l'Italie, la France, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Grande-Bretagne et, éventuellement, les Etats-Unis ?

M. Dulles déclare s'être fait des illusions sur les chances d'un règlement pacifique en Algérie, notamment grâce à la loi-cadre. Il établit un parallèle entre la situation en Algérie et la situation en Indochine quelques mois avant Dien-Bien-Phu. Il rappelle la gravité de la crise de Dien-Bien-Phu pour l'alliance atlantique. Il affirme sa résolution de ne pas se laisser à nouveau surprendre dans une situation analogue. Il entend, cependant, éviter toute initiative risquant de mettre le gouvernement français en difficultés. Mais, poursuit-il, il est de notre devoir d'éviter une crise générale avec le monde arabe et de mettre un terme à l'épuisement de la France. C'est pourquoi il demande au gouvernement britannique d'étudier l'idée d'un « commonwealth de la Méditerranée occidentale ».

A la suite d'une « fuite » dans les services diplomatiques britanniques plusieurs journaux firent allusion à ce message de M. Foster Dulles.

Le Foreign Office publia aussitôt un démenti : il n'y avait pas de message Dulles, affirmait le porte-parole du ministre anglais des Affaires étrangères.

Il était important, en effet, que le plan Dulles, ci-devant plan Herter, ci-devant plan Artajo, ne soit pas attribué au secrétaire d'Etat américain.

Un acte « historique »

Aux yeux du monde — et surtout du Parlement — c'est la France qui prend l'initiative — une initiative historique, comme dira M. Pierre-Henri Teitgen le dimanche suivant — le gouvernement de M. Gaillard ne s'est rien laissé « arracher ». Comment pourrait-on parler d'une politique d'abandon (ce qui est pourtant le cas, d'une manière éclatante), quand le Conseil des ministres, réuni au début de cette semaine, ratifie le projet « Gaillard » *à l'unanimité ?*

Ce sont pourtant ces mêmes hommes qui, en juillet 1957, refusaient de prêter la moindre attention à la proposition de M. Mendès France demandant la réunion d'une conférence franco-tuniso-marocaine pour régler tous conflits et litiges, entre la France et les pays d'Afrique du Nord et étudier les moyens propres à créer une

(*Suite en page 5.*)

GENTLEY
TAILLEUR
NOUVELLE COLLECTION
TISSUS ANGLAIS
COMPLETS
sur mesures
46.000 f.
20, AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
ELY. 46-58

CORRESPONDANCES EXPRESS

La plate-forme électorale de M. Alexis Thomas (1)
Les non-communistes ont le choix

2e SECTEUR : UNE LEGERE DIFFERENCE

● Au premier tour des trois élections législatives partielles qui viennent de se dérouler, personne ne s'est demandé : « Qui arrivera en tête ? » Mais : « Qui arrivera second ? »

Il est instructif qu'un an après Budapest, il paraisse inéluctable aux « observateurs » comme aux profanes que le candidat communiste obtienne plus de voix que chacun de ses concurrents.

Par rapport aux élections de 1956, le P.C. est en progression (2,6 % des voix dans les Bouches-du-Rhône, 2,4 % dans la Nièvre, 3,2 % dans le Nord).

Dans le deuxième secteur de la Seine, qui vote dimanche pour remplacer Marcel Cachin, le P.C. ne peut pas compter cependant sur ce succès du premier tour.

Sur 490.000 votants, il a eu, en 1956, 102.000 suffrages.

Les électeurs parisiens non communistes, s'ils se conduisent comme les autres, se partageront sur la politique algérienne, qui semble avoir pris le pas, dans l'opinion, sur toutes autres préoccupations.

ALGERIE : DANS CHAQUE DEBAT UN INTERPELLATEUR

● Une vingtaine de députés, appartenant au parti radical et à l'U.D.S.R., et groupés autour de M. Pierre Mendès France et de M. François Mitterrand, se sont réunis le 6 mars. Ils ont examiné les moyens d'action dont ils disposent, sur le plan parlementaire, pour alerter l'opinion sur le problème algérien. Ils ont pris la décision de ne plus laisser passer un débat, quel qu'il soit, sans que l'un d'entre eux prenne la parole.

LA JUSTICE FRANÇAISE INTERPRETE UN DAHIR

● M. Soulet, juge d'instruction au tribunal de la Seine, a entendu cette semaine M. Melro, ancien policier français au Maroc, soupçonné d'avoir participé le 11 juin 1955 à l'assassinat à Casablanca de J. Lemaigre-Dubreuil.

Ce jour-là, une bande de tueurs, venus dans deux voitures, mitraillaient le directeur de « Maroc-Presse » qui s'était montré hostile à la déposition de Mohamed V, et travaillait en faveur d'une réconciliation franco-marocaine.

L'enquête ne donna rien. Mais en octobre 1957, M. Gabey, ex-directeur du journal casablancais « Zadig », faisait des révélations à la famille de M. Lemaigre-Dubreuil : une plainte fut déposée à Paris.

C'est dans le cadre de cette plainte que M. Soulet lançait il y a trois semaines un mandat d'amener contre M. Melro : ce dernier se présentait trois semaines plus tard accompagné de son avocat, Me Biaggi, devant le magistrat. M. Melro nie sa participation au meurtre de M. Lemaigre-Dubreuil. Inculpé, il a fait état d'un dahir du sultan amnistiant tous les crimes politiques antérieurs au 7 décembre 1955, et il a été laissé en liberté provisoire.

Du point de vue français, l'article V du Code d'instruction criminelle précise bien qu'aucune poursuite ne saurait avoir lieu en France si le délit, accompli à l'étranger, a été jugé ou a fait l'objet d'une amnistie à l'étranger. Peut-on dire que les assassins français de M. Lemaigre-Dubreuil ont été amnistiés par le sultan ? Le dahir du 19 décembre 1955 déclarait :

« Vu l'intérêt que notre gouvernement attache au sort de nos sujets condamnés... Notre Majesté chérifienne a prescrit en leur faveur une amnistie générale. »

L'esprit du dahir était clair : couvrir les activités des Marocains « résistants », condamnés ou poursuivis pour leurs activités sous le protectorat.

La chambre des mises en accusation française doit interpréter le dahir : elle dira si les meurtriers de M. Lemaigre-Dubreuil, qui ont bénéficié jusqu'à ce jour de complicités puissantes, rendront compte à la justice française de leur forfait.

M. MURPHY, GAULLISTE

● M. Robert Murphy a profité de son séjour à Paris pour reprendre contact avec les Français qui l'aidèrent en 1944 à préparer en Algérie le débarquement allié : il conserve un souvenir ému de cette « grande période » de sa carrière pendant laquelle il eut maintes occasions de manifester, contre le général de Gaulle, sa prévention, sinon son hostilité.

Au cours de ses conversations parisiennes, M. Robert Murphy a cependant déclaré qu'un seul homme politique français pouvait aujourd'hui régler l'ensemble du problème nord-africain : de Gaulle.

LE PREFET DE POLICE PRESENTE SES EXCUSES...

● Un étudiant marocain à Paris passait l'autre soir, rue des Acacias, près de l'Etoile, avec quelques amis français. Deux agents intervinrent : négligeant les Français, ils emmenèrent le Marocain au commissariat.

Au poste, l'étudiant se nomme : il est le fils de Si Bekkai, président du Conseil marocain. On lui administre une paire de claques, assortie de l'observation suivante : « Sans nous, tu serais encore dans ton gourbi... » Quelques heures plus tard, remis en liberté, il informait l'ambassade du Maroc qui adressait une protestation au gouvernement français.

M. Lahilonne, préfet de police, a présenté les excuses de ses services à l'ambassadeur marocain.

PREMIER PROCES : CLAUDE DUBOIS CONTRE LE GENERAL SPEIDEL

● Quinze jeunes Français, incarcérés dans différentes prisons militaires, attendent le verdict que rendra le tribunal militaire siégeant à la caserne de Reuilly, mardi prochain à Paris.

L'un d'eux, Claude Dubois, sera le premier à comparaître devant ses juges. Jeune ouvrier de la région de Lille, son père est mort en déportation ; comme ses camarades, il refuse — dans le cadre d'une campagne organisée par le parti communiste — d'accomplir son service militaire « sous les ordres du général Speidel ». Il est incarcéré depuis juillet 1957 à Fresnes. Claude Dubois avait signé il y a un an, avec 150 Français dont les parents ont été tués par les Allemands, une lettre au président de la République, l'informant de leur détermination.

Ce ne sont pas des objecteurs de conscience ; ils demandent un sursis couvrant la période de commandement à l'O.T.A.N. du général Speidel.

M. DUPRAZ : DEUXIEME OFFRE DEUXIEME REFUS

● M. Félix Gaillard veut à tout prix confier un portefeuille à M. Joannès Dupraz, député M.R.P. d'Indre-et-Loire. Il lui proposait la semaine dernière le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. En vain. Cette semaine le président du Conseil a « amélioré » son offre : « Ministre adjoint aux Affaires étrangères ».

M. Joannès Dupraz en informa aussitôt ses amis politiques. M. Pierre-Henri Teitgen, président du M.R.P. par intérim, soumit l'affaire au bureau de son parti en ces termes :

« Estimez-vous opportun de vous saisir de nouveau de cette question ? »

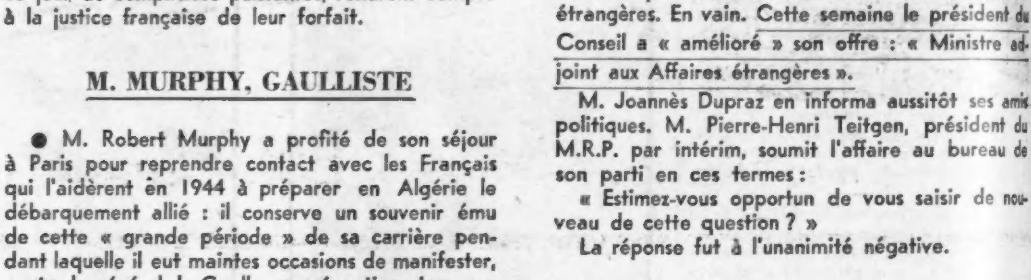
La réponse fut à l'unanimité négative.

M. PAUL REYNAUD MAUVAIS EUROPEEN

● Les groupes désignent actuellement leurs représentants à l'Assemblée commune des institutions européennes : C.E.C.A., Euratom et Marché commun. Les modérés ont élu six des leurs : MM. Pinay, Crouzier, Laborde, Mutter, Coulon et Raingeard.

Ils ont en revanche éliminé M. Paul Reynaud, qui n'a obtenu que 17 voix, alors que M. Pinay en a récolté 51. M. Paul Reynaud, un des rares hommes qui, dans leur groupe, connaissent à fond les questions économiques et les questions internationales, a le tort, aux yeux des modérés, d'être resté profondément libéral. Il exprime ses convictions avec force, à l'intérieur du groupe, même quand elles vont à l'encontre de l'opinion générale.

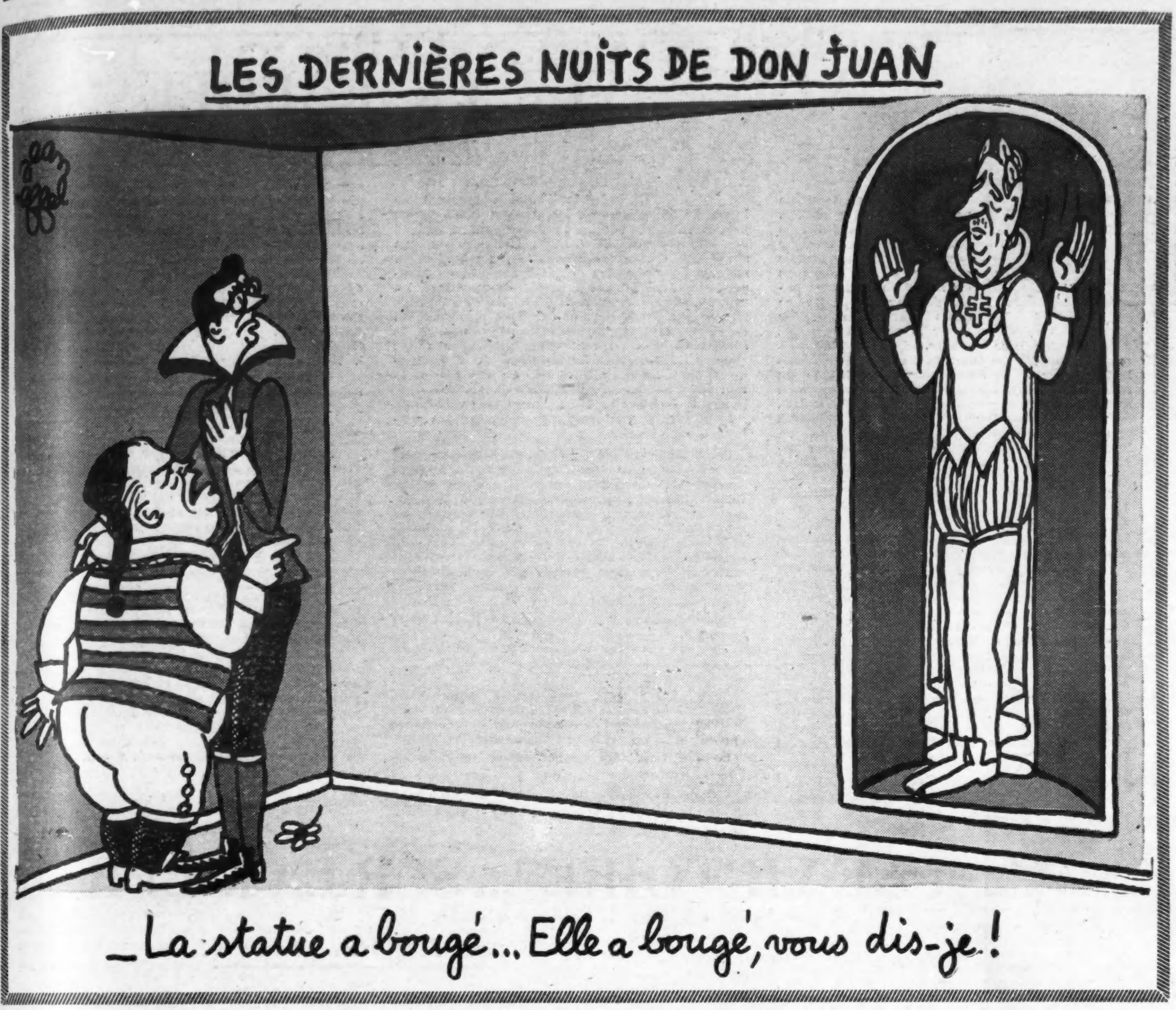
Le président de la Commission des Finances envisage, à la suite de ce vote, de démissionner du groupe des indépendants et paysans.



(A.D.P.)

MM. Paul Reynaud et Antoine Pinay
Le non-conformiste perd des voix

(1) On reconnaît le candidat (à la tribune), M. Pinay, M. Frédéric-Dupont, M. Soustelle, M. Laffargue, etc.



(*Suite de la page* 3.)

grande communauté franco-nord-africaine..

« Il s'agit là d'une tentative d'internationalisation du problème algérien », affirmaient alors les membres de la majorité gouvernementale.

Pour avoir refusé hier une communauté franco-nord-africaine dirigée par la France, les voici aujourd'hui contraints d'accepter une sorte de pacte de Bagdad à huit où la France ne trouvera aucune compensation à ses lourds sacrifices en Afrique.

Il y a plus grave.

Peut-être la lassitude de nos alliés, la faiblesse de nos gouvernements imposeront-elles une internationalisation plus ou moins avouée du problème algérien.

Peut-être sera-ce demain — après tant d'erreurs et d'occasions manquées — le seul moyen de rétablir la paix.

Mais quelle paix ?

La presse soviétique a déjà pris position, avec violence, contre le plan Gaillard, baptisé *plan américain.* Si Moscou considère que l'accord tacite de non-ingérence est rompu par Washington, voici une nouvelle région promise à la guerre froide active pour de longues années. Les difficultés économiques inévitables que rencontreront les hommes d'Etat africains, seront exploitées par des partis communistes chaque jour plus forts.

La Tunisie, l'Algérie, le Maroc deviendront, d'un coup, des Syries en puissance.

Déjà, le jour où il faudra discuter, sérieusement, de l'avenir de l'Algérie, les extrémistes du F.L.N. se trouveront valorisés à Washington car ils seront les seuls à bénéficier d'un droit de veto absolu, pouvant remettre en cause l'ensemble du système. Et le Maroc, et la Tunisie, éléments modérateurs, seront dévalorisés d'autant, donc incapables de calmer, comme ils s'y proposaient, ce jeune voisin turbulent.

La condition

Et la France ?

La France, le jour où ce plan « Gaillard » aura été ratifié, aura signé son abdication.

Un homme d'Etat étranger disait un jour, après s'être entretenu avec M. Guy Mollet, alors président du Conseil :

— J'ai enfin compris la politique algérienne de M. Guy Mollet. Il est disposé à donner l'indépendance à l'Algérie, à condition que cela ne se sache pas.

La politique de M. Félix Gaillard, aujourd'hui, est tout aussi compréhensible. Il est disposé à l'internationalisation du problème algérien ; il est disposé à ce que la France renonce à toute politique indépendante dans l'ensemble du Maghreb, A CONDITION QUE CELA NE SE SACHE PAS.

PARTIS

L'opération « Croque-mitaine »

Faut-il quitter le gouvernement ? Dans trois partis de la majorité on se pose la question.

TROIS formations politiques, toutes trois représentées au gouvernement, vont tenir à la fin de la semaine d'importantes assises : Conseil national socialiste à Puteaux, Comité national du M.R.P. dans le quartier de l'Opéra, Congrès du Centre national des indépendants et paysans au Palais d'Orsay.

La cohésion de la majorité ne sortira pas renforcée de ces épreuves. M. Félix Gaillard se trouvera écartelé entre les exigences des modérés et les revendications des socialistes, les uns et les autres excités à l'approche des élections cantonales.

Seule la peur panique de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et l'exploitation qui en est faite et qu'un journaliste a plaisamment appelée « l'opération Croque-mitaine », peuvent empêcher les forces centrifuges de faire éclater la majorité.

Les « minoritaires » socialistes pensaient que le prochain Conseil national ne présenterait pas grand intérêt. Ni l'ordre du jour, ni les projets de motions ne laissaient prévoir une de ces grandes batailles qui éclatent parfois à la S.F.I.O. Mais on a senti, lors des dernières réunions du groupe parlementaire, une évolution dont M. Guy Mollet parut impressionné. C'est seulement à une majorité de 40 % des voix que les députés socialistes décidèrent de voter la confiance dans le débat sur les crédits militaires, et M. Albert Gazier lui-même déclara :

— S'il ne s'agissait que du budget de la Défense nationale, je serais le premier à voter contre. Mais la question de confiance est posée. Il y a un risque de crise. Il faut apporter nos voix.

Ce jour-là, M. Robert Lacoste resta silencieux. Et un député, M. Marguerite, commentait ainsi ce silence :

— Il exaspère tellement nos amis que, s'il était intervenu, le groupe était capable de refuser la confiance au gouvernement.

La minorité observa la plus grande prudence, constatant que l'offensive était menée par des députés jusque-là très attachés à la politique officielle du parti, comme MM. Auban, Mao, Notebart surtout, élu de la fédération-clef du Nord.

Un coup de semonce

— Si nous renversons le gouvernement, que mettrons-nous à la place ? demanda M. Guy Mol-

(*Suite en page* 7.)

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

FORUM

PIERRE MENDÈS FRANCE

VOUS AVEZ LA PAROLE

par PIERRE MENDÈS FRANCE

IL ne se passe pas de jour que je ne sois interrogé par des Français révoltés par le lamentable spectacle de notre politique et de ses échecs dans tous les domaines de la vie nationale. Ils se demandent ce qu'ils peuvent faire pour sortir le pays de l'ornière.

Je m'excuse de ne répondre, ici, aujourd'hui, qu'à quelques-uns d'entre eux : ceux qui, électeurs dans le 2e secteur de la Seine, peuvent contribuer au redressement en accomplissant dimanche prochain un geste simple, le geste par lequel, en démocratie, les hommes et les femmes expriment leur volonté.

Après les électeurs des Bouches-du-Rhône, du Nord, de la Nièvre, l'occasion est donnée aux Parisiens de dire ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas.

Si les électeurs du 2e secteur sont satisfaits de ce qui s'est passé depuis le 2 janvier 1956, ils ont le devoir de manifester leur approbation, en votant, soit pour M. Alexis Thomas, candidat de tous les partis de droite, soit pour M. P. Parpais, candidat du parti socialiste. Ces partis, constamment associés au Parlement comme au gouvernement depuis deux ans, ont pris en commun toutes les décisions et toutes les responsabilités, tant à l'égard de notre politique en Afrique du Nord que de notre politique financière et économique. Ils ont eu largement l'occasion de faire la preuve de leur clairvoyance et de leur compétence.

Si ces partis ont bien servi la nation au-dedans et au dehors, que Paris leur accorde une juste récompense et les encourage à continuer en votant pour leurs candidats, MM. Alexis Thomas et Paul Parpais.

MAIS si les électeurs observent que la guerre d'Algérie s'est aggravée au point qu'une prolongation du service militaire sera demandée par le gouvernement (...mais, bien entendu, pas avant les élections cantonales !), s'ils voient la menace de dislocation qui pèse sur l'Union française, le franc amputé de 20 % de sa valeur, les prix en hausse constante, les libertés élémentaires foulées aux pieds, les plus éminents représentants de la pensée française censurés et inculpés ; s'ils constatent que, de toutes les promesses faites (logement, réforme démocratique de l'enseignement, etc.), aucune n'a été tenue ; s'ils se ressentent citoyens d'une France isolée et humiliée dans le monde — alors qu'ils expriment leur volonté de ne pas tolérer plus longtemps une véritable politique de déchéance.

Parce qu'ils ont été trahis depuis 1956, parce que les actes des gouvernements issus de la dernière consultation électorale ont été contraires aux volontés du suffrage universel, beaucoup de Français sont aujourd'hui écœurés et dégoûtés. Je les comprends. Je comprends que, devant la désinvolture avec laquelle ils ont été bafoués, beaucoup soient tentés de s'abstenir. Ils seraient impardonnables et perdraient en tout cas le droit de se plaindre dans l'avenir car, en matière électorale plus qu'en toute autre, qui ne dit mot consent.

Consentez-vous à ce qui se passe ? Voilà tout le problème.

VOUS vous croyez impuissants. Vous avez tort. C'est sur votre lassitude, sur votre découragement que l'on compte pour éliminer notre opposition à une politique incohérente et stérile.

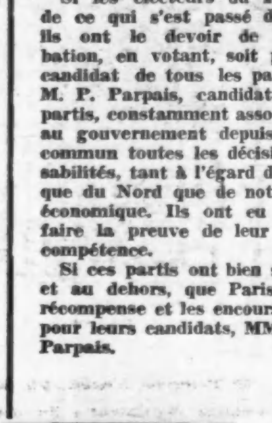
Ce que vous détiendrez dimanche, c'est précisément une chance de manifester loyalement, hautement, votre force et votre mécontentement en apportant vos voix à un homme courageux, Philippe Dechartre, candidat de la protestation nationale contre l'aveuglement et la faiblesse.

Philippe Dechartre se présente sous l'égide des députés pour lesquels une parole donnée engage dans la vie publique comme dans la vie privée. Contre vents et marées, ceux-là sont demeurés fidèles à leur programme de 1956 et défendent inlassablement, malgré le déferlement de démagogie et de haine, la seule politique susceptible de rétablir la paix dans la sauvegarde des vrais intérêts de la France, et d'aboutir à la constitution d'une grande communauté franco-nord-africaine.

CETTE politique, conforme au génie et à l'intérêt de notre pays, aucun gouvernement n'a voulu seulement la tenter ! Tous ont préféré laisser la France glisser dans l'engrenage de la violence où conduit une politique fondée sur la force seule et la seule répression. Le pays atterré en voit aujourd'hui les tragiques résultats : nous sommes à la veille de l'internationalisation de toutes les affaires nord-africaines.

Coup sur coup, dans les Bouches-du-Rhône, dans le Nord et dans la Nièvre, les électeurs ont refusé leur confiance aux candidats qui se recommandaient du gouvernement et de sa politique.

Paris doit à son tour faire entendre sa voix en chargeant Philippe Dechartre, ancien combattant authentique et magnifique résistant, d'être l'interprète de sa vigilance et de sa colère. Paris doit rappeler à l'ordre ceux qui ont failli à leur devoir en nous menant d'humiliations en échecs. Paris doit exiger que soit enfin entreprise la politique de la paix et du redressement national.



DANIEL MAYER

"UNE VICTOIRE"... SUR LA LIBERTÉ

par DANIEL MAYER

Président de la Ligue des Droits de l'Homme

QUE faut-il comprendre de la saisie de la brochure de Jean-Paul Sartre par les services de police ? En quoi ce commentaire du philosophe sur un livre qui est en vente — et en vente de plus en plus importante — dans toutes les librairies peut-il être de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat ?

Certes, comme au temps de l'affaire Dreyfus, on a tendance, dans les milieux officiels, à mêler la sûreté, c'est-à-dire la sécurité de la nation, à l'honneur de quelques hommes qui s'intitulent eux-mêmes l'armée, ou qui entendent s'identifier à elle, ou plutôt encore qui entendent qu'on identifie l'armée à leurs personnes.

Je crois, au contraire, que l'honneur collectif de l'armée, c'est la conscience nette de ceux qui, accomplissant leur service ou faisant la guerre, ne sont point amenés à ternir leur action par quelque geste honteux que ce soit : la gloire de nos armes ou les couleurs de notre drapeau ne doivent être assorties d'aucun mélange ; elles ne doivent être ni frelatées ni ternies par des essences de mauvaise qualité.

Mais voici que, justement, dans l'écrit de J.-P. Sartre, intitulé « Une victoire », un passage, selon moi essentiel, lave l'armée de tout soupçon collectif. Lisez donc : « ...Qu'est-ce que l'armée vient foutre ici ? On torture dans l'armée, c'est certain ; la Commission de Sauvegarde, dans un rapport pourtant bénin, n'a pas cru devoir le cacher. Et après ? Est-ce l'Armée qui torture ? Quelle sottise ! Croit-on que les civils, etc... » Les passages soulignés le sont par Sartre lui-même.

LAISSONS de côté, pour quelques instants, la guerre d'Algérie, son principe, son bien-fondé, la liste des occasions perdues, son coût et les discussions autour de ce coût, son but officiel, son but réel, son but avoué, les buts inavouables de quelques racistes impénitents. Tenons-la pour un moment comme licite, saine et juste. Si je me plaçais sur l'un de ces plans, je serais sans doute plus sévère contre les sévices que ne justifient pas la colère de la lutte immédiate, le besoin, hélas ! humain de riposte (et non de représailles), le réflexe du guerrier (et non la réflexion des bureaux). Car nul n'a le droit, de ce point de vue là même, de permettre qu'on en soupçonne l'équité et, pour certains, la sainteté. Que ce soit au nom de l'honneur national, au nom des intérêts français les plus légitimes, au nom de la mission éducatrice de la France, ou au nom de la lutte de la Croix contre le Croissant, dans tous ces cas qui, pour quelques-uns, s'additionnent, la pureté est de mise : nul ne doit la mettre en doute ; nul ne doit la laisser mettre en doute.

Or, le livre d'Henri Alleg, si émouvant par sa concision, par sa sobriété, par la sécheresse volontaire du récit qu'il fait des tortures qu'il a subies (et dont il donne le détail, on le sait, avec description et adresses des lieux, jours et heures, initiales et description des tortionnaires), ne nuirait pas à cette foi nécessaire si l'on avait l'assurance qu'il ne s'agit pas d'une forme désormais licite du combat que nous menons là-bas, et que désavouent sans doute des circulaires, non des sanctions.

Quant à l'analyse que Sartre en fait, que dit-il ? En gros ceci : qu'à la base de la torture, il y a le racisme. Avant de torturer, et pour pouvoir le faire, il faut être convaincu que celui qui vous est livré n'est pas de la même espèce que vous, qu'il est d'une race inférieure. A y bien réfléchir, ces propos seraient plutôt une sorte d'hommage aux tortionnaires puisque, dans cette hypothèse, ils conserveraient la volonté de se prouver à eux-mêmes qu'ils sont des hommes et ainsi tout ne serait pas perdu en eux.

...MAIS je m'aperçois que je ne traite nullement mon sujet : la saisie des réflexions de l'auteur de « Huis clos ». Ou plutôt que je viens de le traiter par prétérition.

Car enfin, dans une démocratie — et une démocratie qui n'est pas en guerre, mais qui se contente de « pacifier » quelques rebelles sur son territoire — c'est de la discussion, de la libre discussion publique que jaillissent les décisions collectives salvatrices pour le pays. Et c'est cet exercice de la liberté qui, en étant un des traits essentiels de nos institutions, nous différencie de ceux que, justement, et au nom, paraît-il, de cette liberté, nous entendons combattre. Si on le supprime, n'est-ce pas une victoire de nos adversaires ? Au surplus, au pays de Descartes, mais plus encore au pays de Gavroche, les saisies, les excommunications majeures ne servent qu'à aiguiser le désir de connaître les écrits subversifs, de se les passer sous le manteau, de se les raconter, peut-être même en les déformant, tout cela au détriment de la force publique, force d'un bref moment qui montre sa faiblesse permanente en agissant ainsi.

Car elle n'a rien résolu, ni même rien traité en saisissant des textes (et, du même coup, l'opinion publique, aurait dit Rochefort). Elle a peut-être prêté un espoir plus grand aux factieux qui se croient revenus aux jours de décembre 1933 ou de janvier 1934, préparant les assauts contre la République et oubliant décidément qu'après le 6 février il y a eu le 12 et que les ripostes populaires se façonnent sous les menaces directes.

Si ce n'est pas de cela qu'il s'agit, alors ou risque de laisser croire que les faits incriminés sont généraux, que vraiment ils sont un ensemble cohérent et accepté. Et ceux qui, par cette attitude, nuisent au moral de la nation, devraient être poursuivis comme devraient l'être ceux qui, au sein de l'armée et sans en être l'expression, exception maladroite et criminelle à la fois, portent, par leur geste, atteinte à l'honneur et au moral de l'armée. Qu'attend-on pour se livrer à cette double poursuite ?

Elle réconcilierait les Français ; elle leur rendrait confiance dans les institutions de leur pays ; elle laverait de soupçons tous ceux qui ne sont pas coupables ; elle rendrait à la France aux yeux du monde le visage qu'elle perd chaque jour davantage ; elle lui permettrait, par un de ces miracles dont elle a le secret quand on croit tout perdu, de reprendre son rôle de guide d'hommes et de peuples.

Mais ce miracle, le voici qui, déjà, apparaît : une victime des sévices, de sa prison, et pour s'en plaindre à la justice française, écrit : « Ceux qui m'ont torturée n'avaient pas le droit d'humilier l'être humain comme ils l'ont fait, physiquement, sur ma personne, et moralement sur eux-mêmes. »

Celle qui trouve ces accents s'appelle Djamila Bouhired. Elle a vingt ans. Elle a ensuite été condamnée à mort. Si elle emploie ce ton, elle qui nous combat aujourd'hui, c'est à la France qu'elle le doit, à la France des Droits de l'Homme, à son éducation, à ses traditions.

Vous voyez bien que notre culture porte partout ses fruits et qu'il ne faut jamais désespérer de la France.

(Suite de la page 5.)

let après M. Paul Ramadier.
— *L'arithmétique est là.*

Le secrétaire général doit également tenir compte du coup de semonce du Nord. A l'élection partielle de ce département, les communistes ont progressé et les socialistes ont perdu des voix. La fédération du Nord sait qu'elle doit cet échec à la politique algérienne de ses ministres. Son « gouvernementalisme » s'en trouvera sans aucun doute affecté.

Les rapports, d'autre part, s'aigrissent entre les partis de la majorité. Les socialistes, qui, jusqu'à présent, avaient réservé leurs brocards aux modérés, s'en prennent maintenant au M.R.P.

« Nos petits gars »

Le M.R.P. a assez mal pris la chose. Des représentations « affectueusement peinées » ont été faites par les « socialisants » du parti, comme MM. Robert Lecourt et Maurice Schumann, à M. Guy Mollet.

Mais, plus que les rapports avec la S.F.I.O., c'est la politique algérienne qui inquiète le M.R.P. Si M. Pierre-Henri Teitgen a vu dans la proposition Gaillard de communauté méditerranéenne un « acte historique », les autres dirigeants du parti se montrent plus réservés. Aux dernières réunions de la commission exécutive, les ministres ont dû enregistrer des remontrances.

Le récent rapport de la Mission de France sur la situation en Algérie (1) a produit au M.R.P. une profonde impression. Mme Francine Lefebvre, qui défendit longtemps la politique de M. Lacoste, intervint fréquemment :

— *On fait tuer nos petits gars,* dit-elle. *On les oblige à tuer. Quand tout cela finira-t-il ?*

Les dirigeants du parti s'attendent à une offensive de certaines fédérations ouvrières au Comité national de samedi. Mais on ne pense pas qu'elle se développera au point d'envisager un retrait des ministres.

Il n'en est pas de même chez les modérés, dont le congrès s'annonce très « dur ». Les secrétaires départementaux des indépendants et paysans se sont réunis récemment. Ils ont vivement reproché aux leaders de leur parti la « timidité » de leur politique nord-africaine. M. Roger Duchet a décidé de tenir le plus grand compte de ces avis, et il entend lancer une offensive de grand style.

Comme les socialistes, les modérés peuvent dimanche soulever le problème de la participation au gouvernement. Bon nombre de militants sont saisis par la tentation de l'opposition ou par celle de la majorité de centre-droit. A ces désirs, M. Duchet répondra ce que M. Guy Mollet répond aux opposants de son parti, ce que M. Teitgen répond aux protestations du M.R.P. :

— *Préférez-vous de Gaulle ?*

Cette menace, en revanche, ne devrait pas faire hésiter les républicains-sociaux, qui se réclament officiellement du général, et qui semblent depuis que M. Gaillard a fait sa proposition de communauté méditerranéenne, décidés à renverser le gouvernement s'ils trouvent des alliés pour cela. Leur groupe s'est réuni mardi et M. Michel Debré a incontinent adressé un télégramme de « mise en garde » à MM. Coty, Chaban-Delmas, Le Troquer et Monnerville. Le comité directeur est convoqué pour jeudi, et M. Chaban-Delmas s'attend à être mis en demeure de quitter le gouvernement.

JEAN FERNIOT.

(1) Lire en page 8 : Eglise : la deuxième leçon.

Ateliers de Gravure et d'Impressions
TIMBRAGE et TAILLE-DOUCE
sur Machines Modernes
Société des Anciens Etablissements
JARROT & DUBOIS
34, FAUBOURG-SAINT-MARTIN
PARIS - 10e
Tél. : NOR. 66-16
Travaux à façon exclusivement pour papeteries et imprimeurs

MM. CHABAN-DELMAS LECOURT RIBEYRE GAZIER
Qui partira le premier ?
(Keystone - Agip - U.P. - A.P.)

ÉCONOMIE

Histoire d'un litre de vin

● ***En un an, le vin courant a augmenté de 100 %. La soudure s'annonce difficile. Pourquoi? Que font les pouvoirs publics?* L'Express *a posé ces questions à un spécialiste.***

● Pourquoi le consommateur s'inquiète-t-il des prix du vin ?

Les dépenses en vin représentent de 4 à 5 % du budget de consommation familiale français. Le prix du vin rouge a subi sept hausses depuis le mois de juin 1957, dont trois depuis le début de l'année : le 2 février, hausse de 8 à 14 fr. ; le 3 février, de 8 fr. ; le 26 février, de 7 à 10 fr. Le 11°5, vin de consommation courante, coûtait 85 fr. le litre en février 1957. En février 1958, il coûte 153 fr.

● Quelle est l'origine de cette flambée des prix ?

Les deux récoltes de 1956 et de 1957 ont été très mauvaises à la suite des gelées. Alors qu'une récolte normale est de 55 à 60 millions d'hectolitres, on a produit 50 millions d'hectolitres en 1956 et 32 millions seulement en 1957. Cette récolte est la plus basse depuis le début du siècle.

Or les Français métropolitains consomment chaque année 60 millions d'hectolitres de vin environ et les dernières statistiques accusaient une augmentation de ce chiffre.

Avec l'appoint de la production algérienne — 12 à 13 millions importés chaque année en métropole — on ne peut dire qu'il y ait vraiment en France pénurie de vin. Mais il y a eu stockage à la production, au stade du commerçant et même chez le consommateur.

● Qu'a fait le gouvernement ?

Le gouvernement a décidé, le 22 décembre dernier, de limiter le prix de vente à la production du vin rouge de consommation courante à 700 fr. le degré-hecto, c'est-à-dire 70 fr. le litre à 10°. Il décidait également d'instituer un double secteur du vin : un secteur à prix bloqués pour tous les vins jusqu'à 10° bouché et du 11° à la tireuse. Le 10° bouché et le 11° à la tireuse coûtent de 103 à 109 fr. le litre. Tous les autres vins font partie du secteur libre.

● Quelles ont été les conséquences de ces décisions ?

Les producteurs ont été amenés, soit à stocker dans l'espoir de nouvelles hausses officielles, soit à livrer leur production au « marché noir » (les cours atteignent jusqu'à 900 fr. le degré-hecto).

Actuellement, les détaillants en vin sont pratiquement approvisionnés par des grossistes qui s'étaient fournis auprès des producteurs avant la taxation.

Les grossistes, de leur côté, sont tenus, en principe, de céder aux détaillants 35 à 40 % du volume de leurs livraisons en vin « taxé ». En fait, ce pourcentage atteint à peine 15 % au moment même où la demande de ces vins s'accroît, puisque le prix des vins « libres » augmente.

C'est dire que le rôle essentiel du double secteur est d'éviter la hausse de l'indice du coût de la vie, car ce sont les vins « taxés » qui figurent dans la liste des 179 articles auxquels est indexé le S.M.I.G.

● Peut-on évaluer les stocks actuels ?

D'après les statistiques des Contributions indirectes, il y avait, fin janvier, dans les caves des négociants en gros, 17 millions d'hectolitres de vin. Mais plus de la moitié de ce chiffre est composée de vins d'appellation d'origine et de champagnes qui sont au vieillissement, sans compter ce que l'on appelle le stock-outil indispensable aux négociants.

Le stock utilisable est donc estimé à 7 millions d'hectolitres, soit environ un mois et demi à deux mois de consommation. Les consommateurs, de leur côté, auraient stocké de 30 à 40 millions de litres de vin par crainte des hausses à venir.

● Pourquoi le gouvernement ne décide-t-il pas de réquisitionner les stocks à la production et chez le négociant pour éviter la spéculation ?

Il faudrait pour cela faire voter par l'Assemblée une loi spéciale qu'elle refuserait certainement d'accepter actuellement : aucun texte ne permet au gouvernement de se saisir des stocks existants en temps de paix.

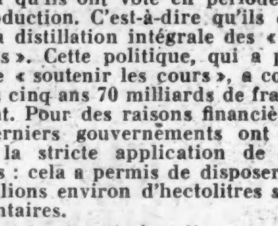
● Pourquoi n'existe-t-il pas de « centre régulateur » du marché du vin ?

Tous les parlementaires de l'extrême-gauche à l'extrême-droite réclament la stricte application du statut du vin qu'ils ont voté en période de surproduction. C'est-à-dire qu'ils exigent la distillation intégrale des « excédents ». Cette politique, qui a permis de « soutenir les cours », a coûté depuis cinq ans 70 milliards de francs à l'Etat. Pour des raisons financières, les derniers gouvernements ont retardé la stricte application de ces clauses : cela a permis de disposer de 15 millions environ d'hectolitres supplémentaires.

Un projet de création d'un « centre régulateur » du marché du vin a été déposé par deux parlementaires socialistes, MM. Guille et Gourdon. Ce projet qui permettrait d'éviter les crises en année de surproduction et la spéculation en période de pénurie n'a jamais dépassé le stade de l'examen en commission.

● Pourquoi a-t-on recommandé aux viticulteurs de certains départements l'arrachage des vignes ?

En année ordinaire, la production française est largement excédentaire. Certains vins sont de mauvaise qualité. D'autres cultures enfin seraient plus rentables sur le plan européen. C'est pourquoi, de 1954 à 1957, 47.000 hectares de vignes ont été arrachés et, au 1er janvier 1958, 16 milliards de primes avaient été versées aux viticulteurs pour leur permettre de reconvertir leurs terres. Cette politique est

Vacances en
ISRAEL

Un pays neuf
Des hommes nouveaux
Office National Israélien de Tourisme, 2, rue Meyerbeer
PARIS-IXe - Tél. PRO. 65-15

tribune libre
PLON
Vous permettra de prendre parti

GUY MOLLET
BILAN ET PERSPECTIVES SOCIALISTES
Une explication précise de la politique des socialistes au gouvernement. Un exposé complet de la situation française actuelle. L'avenir de la S. F. I. O.

ALFRED FABRE LUCE
DEMAIN EN ALGÉRIE
Ce livre plein de vigueur polémique, formule avec éclat une solution positive du drame qui divise aujourd'hui les Français.

KARL JASPERS
LA BOMBE ATOMIQUE ET L'AVENIR DE L'HOMME
L'un des maîtres actuels de l'existentialisme exprime en termes simples le défi jeté à l'homme par l'existence de la bombe. Nous pouvons encore dire " non " et agir.

THIERRY MAULNIER
LA RÉVOLUTION DU XX° SIÈCLE
Le capitalisme et le collectivisme sont aujourd'hui dépassés. La vraie " révolution " du XX° siècle commence.

JEAN PLANCHAIS
LE MALAISE DE L'ARMÉE
A l'ordre du jour, une crise de plus en plus grave analysée par le chroniqueur militaire du MONDE.

EDMOND MICHELET
CONTRE LA GUERRE CIVILE
Pour une transformation totale des relations franco-algériennes une prise de position nette et non-conformiste, dans le sens du réalisme et de la paix.

FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSENCE FRANÇAISE ET ABANDON
Hanoï, Saïgon, Rabat, Tunis sont aujourd'hui des capitales d'états indépendants. Quelles chances restent à la France de conserver l'Afrique ? Ces chances comment les utiliser ?

Dans la même collection :
RAYMOND ARON - MICHEL DEBRÉ
ANDRÉ PHILIP - MAURICE SCHUMANN
JACQUES SOUSTELLE et
MILOVAN DJILAS et IMRE NAGY

tribune libre
PLON

bonne, mais elle n'a de sens que si on organise parallèlement le marché du vin.

● **Pourquoi le gouvernement ne maintient-il pas les cours en faisant des importations de choc ?**

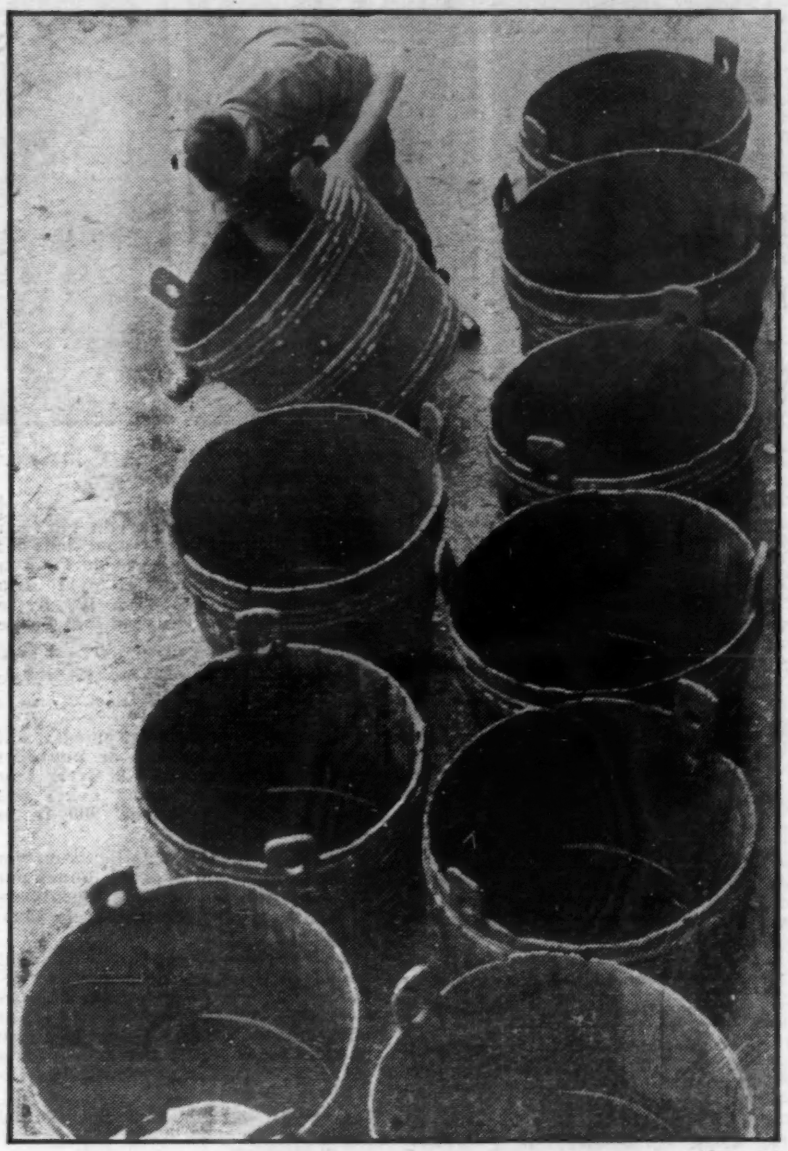
Le gouvernement a décidé d'importer avant le mois de juillet 2 millions d'hectolitres de Tunisie et du Maroc et un million 800 mille hectolitres d'Espagne. On ne peut importer davantage, car l'état de la balance des échanges français ne le permet pas. Le Chili et la Grèce, par exemple, devraient être payés en dollars. De plus, l'Espagne et l'Italie viennent de connaître également des récoltes déficitaires. Le vin italien, qui était à 280 lires le degré-hecto il y a un an, est aujourd'hui à 650 lires. De même en Espagne, le prix du vin est passé de 14 à 28 pesetas.

● **Que va-t-il se passer maintenant ?**

Le ministère de l'Agriculture pense que si la récolte de 1958 s'annonce bonne, les producteurs se hâteront d'écouler leurs stocks, ce qui peut entraîner une baisse des cours. Mais un délai de trois mois s'écoule entre la vendange (1er octobre) et l'arrivée du vin chez le détaillant. Le problème de la soudure reste donc posé. Le gouvernement devra contrôler sévèrement les transactions pour qu'elles ne s'effectuent pas au-dessus de 700 fr. le degré-hecto : des poursuites sont déjà engagées contre des viticulteurs et des négociants en vin de la région de Nîmes. Mais rien n'oblige encore les producteurs et les négociants à livrer au moins un pourcentage de leurs stocks.

● **Et si la récolte de 1958 était aussi mauvaise ?**

Il est rare que trois années de suite voient de mauvaises récoltes. Si c'était le cas, il faudrait sans doute rétablir le rationnement. L'impopularité d'une telle mesure peut amener le gouvernement à organiser d'une manière plus rationnelle le marché du vin.



(Magnum.)

UN VITICULTEUR AU TRAVAIL
On attend l'année prochaine

ÉGLISE

Une deuxième leçon

● ***Cinq cardinaux et quinze archevêques, réunis en fin de semaine, lancent un cri d'alarme. C'est le deuxième en un an...***

PENDANT qu'en Italie l'on faisait sonner le glas parce que l'évêque de Prato venait d'être condamné à une légère peine d'amende avec sursis, et que l'intéressé comparait son *calvaire* à celui de Jésus-Christ, à l'archevêché de Paris, vingt hommes — cinq cardinaux et quinze archevêques français — délibéraient sur des problèmes autrement sérieux. C'est un des bienfaits de la séparation de l'Eglise et de l'Etat que de permettre à l'épiscopat français de réfléchir sur des questions fondamentales, au lieu d'être obligé, comme l'épiscopat italien, de tenir sans cesse les fidèles en haleine, à seule fin de conserver et d'étendre son influence sur le pouvoir civil.

Une tradition d'honneur

Les cardinaux et archevêques de France sont des hommes prudents ; ils ne prennent pas de risques inutiles. Surtout, lorsqu'ils élèvent la voix, ils veulent que ce soit en pleine connaissance de cause. Il y a un an, ils publiaient une déclaration condamnant les *excès* de la répression en Algérie, ce qui permit à Pierre Mendès France de dire, à l'occasion d'un congrès radical, que, jadis, les gouvernants de la République n'auraient pas eu besoin de recevoir des leçons, méritées, de la part des cardinaux et archevêques. C'est une deuxième leçon que ces prélats ont voulu donner, en publiant, fait inaccoutumé, dès avant la fin de leur session de printemps 1958, une nouvelle déclaration sur l'Algérie. Ce texte, en dépit des circonlocutions qui l'enveloppent, est d'une clarté aveuglante dans ses allusions à l'actualité la plus récente.

« La France a une tradition d'honneur à maintenir dans la sauvegarde de la morale internationale. »

« Tous ceux dont la mission est de protéger les biens et les personnes, de quelque race qu'elles soient, ont le devoir de respecter et de faire respecter la dignité humaine, d'éviter les excès contraires au droit naturel et à la loi de Dieu. Il n'est jamais permis de mettre au service d'une cause, même bonne, des moyens intrinsèquement mauvais. »

C'est la deuxième fois, depuis un an, que les plus hauts prélats de l'Eglise de France parlent ce langage. Peut-on penser qu'ils agiraient ainsi s'ils n'avaient pas la *certitude absolue* que « ceux dont la mission est de protéger les biens et les personnes » commettent des *excès* ? Si les cardinaux et archevêques de France avaient eu des raisons de penser que l'emploi de la torture a été effectivement réprimé et prohibé par les autorités responsables, ils n'auraient pas songé à aborder une fois de plus un sujet dont ils savent qu'il divise les catholiques français, et qui leur vaudra, ils n'en doutent point, de nouvelles attaques.

Une documentation irréfutable

La documentation dont disposent aujourd'hui les cardinaux et archevêques de France au sujet des méthodes de la « pacification » en Algérie, est irréfutable au point que des prélats tels que l'archevêque d'Alger — qui craint de se trouver dans une situation intenable — ou le cardinal Grente — qui a un tempérament d'homme de droite — n'ont pu refuser leur approbation à la déclaration commune. Dans tous les diocèses, des prêtres ont reçu des confidences de rappelés (ou appelés) ayant servi en Algérie. Tous les évêques ont été saisis de récits montrant la profonde dégradation humaine que la participation à la *pacification* a provoquée chez la plupart de ces jeunes gens, comme ils ont pu admirer le courage des quelques-uns — militants catholiques, le plus souvent — qui refusaient de s'y laisser entraîner, et qui jugeaient lucidement la situation.

Le « dossier Jean Muller », publié par « Témoignage chrétien » ; le livre «Contre la torture », de P.-H.Simon; la « déclaration des quarante-neuf avocats à la Cour d'appel de Paris », l'enquête publiéepar « La Croix », la publication, enfin, du rapport de synthèse de la « Commission de sauvegarde » et la démission, de ladite commission, du gouverneur général Delavignette, que l'épiscopat de France tient en haute estime, tout cela a convaincu les plus sceptiques, et les plus timorés, que l'Eglise n'avait pas le droit de se taire dans une affaire aussi grave. Car les non-chrétiens, et un certain nombre de militants catholiques, n'auraient pas manqué d'opposer ce silence aux deux

FOIRE
internationale
de
BORDEAUX
15 AU 30 JUIN
★
GRANDE SEMAINE
DE LA
MACHINE AGRICOLE
DU 22 AU 30 JUIN

(A.D.P.)

UNE RÉUNION DES PRÉLATS FRANÇAIS
La documentation est irréfutable

encycliques que Pie XII avait publiées, coup sur coup, sur les événements de Hongrie.

Depuis quelques semaines, les interventions auprès des évêques se faisaient plus pressantes, accompagnées de témoignages de plus en plus précis. Tel archevêque qui, il y a quelque temps encore, estimait ne pas disposer de suffisamment d'éléments de preuve, a été bouleversé par la lecture de « La Question », d'Henri Alleg.

Quand ils se réunirent à l'archevêché de Paris, les cardinaux et archevêques de France n'ignoraient pas non plus les travaux de la dernière session pastorale de la « Mission de France » qui s'était tenue du 20 au 22 janvier 1958, et dont le compte rendu a été publié dans la « Lettre aux communautés de la Mission de France », datée de mars 1958. Les conclusions de ce document, explicitement approuvées par le cardinal Liénart, évêque de Lille, prélat de la Mission de France, et qui préside aussi, en sa qualité de doyen des cardinaux français, les assemblées des cardinaux et archevêques, ont produit une profonde impression.

> *« S'il est avéré qu'en Algérie un peuple existe et veut exister comme distinct du peuple français, nous pouvons donc nettement déclarer que l'Eglise n'est pas davantage opposée là qu'ailleurs à l'accession de ce peuple à l'indépendance. »*
>
> *« Il n'est pas traître à sa patrie, le chrétien qui exige le respect des droits des autres. Il ne démoralise ni l'armée, ni la nation, le chrétien qui condamne certaines méthodes inhumaines. Il est au contraire fidèle à sa patrie en essayant de promouvoir sa vraie grandeur, qui n'est pas que de puissance et de force matérielle, mais de maintien et d'accroissement de son authentique patrimoine spirituel. »*
>
> *« Des informations dignes de foi,* lit-on encore dans ce document, *que nous donnent des soldats de nos secteurs revenus d'Algérie et confirmées par des témoignages nombreux et autorisés, font apparaître l'emploi en Algérie d'un ensemble de méthodes inhumaines : arrestations arbitraires, torture physique et torture psychique, exécutions sans jugement, massacres de populations civiles, ratissages, exécutions de prisonniers, achèvement des blessés. »*

Dans la « Lettre aux Communautés », les prêtres de la Mission de France constatent que des centaines de déclarations recueillies auprès de jeunes gens ayant servi en Algérie montrent la dégradation morale dans laquelle ceux-ci se trouvent le plus souvent entraînés. Ils en donnent des exemples. Voici, telle qu'elle est publiée par la « Lettre aux Communautés », la déclaration faite par un jeune militaire :

> *« On demandait des volontaires pour descendre les gars qu'on avait torturés (comme ça, il ne restait pas de trace et on ne risquait pas d'histoires). Moi, je n'aimais pas ça. C'est vrai, vous savez : descendre un gars à 100 mètres dans le combat, ça ne me faisait rien, parce que le gars était loin, on ne le voit pas trop. Il est armé, et puis il peut se défendre ou se barrer au besoin... Mais descendre un gars comme ça, sans défense, froidement... non ! Alors, je n'étais jamais volontaire et il est arrivé que j'étais devenu le seul dans la section qui n'avait pas descendu « son » gars. On m'appelait la « p'tite fille ». Un jour, le capitaine m'a appelé en me disant : « Je n'aime pas les p'tites filles... Prépare-toi, le prochain, ça sera pour toi ! » Alors, quelques jours après, on avait huit prisonniers qu'on a torturés, à descendre. On m'a appelé, et, devant tous les copains, on m'a dit : « A toi, la p'tite fille ! Vas-y ! » Je me suis approché du gars : il me regardait. Je vois encore ses yeux qui me regardaient... Ça me dégoûtait... J'ai tiré... Les copains ont descendu les autres. Après ça me faisait moins drôle, mais, la première fois, je vous assure que ça m'a fait quelque chose... C'est peut-être du boulot très propre ; mais, au fond, tous ces gars-là, ce sont des criminels quand on y réfléchit. Si on les relâche, ils recommencent, ils tuent les vieillards, les femmes, les enfants. On ne peut quand même pas les laisser faire cela... Alors, au fond, on nettoie le pays de toute la racaille... Et puis, ces gars-là, ils veulent le communisme, alors, vous comprenez ? »*

L'épiscopat et la droite catholique

Bouleversés par de tels témoignages, l'épiscopat est unanime à condamner les tortures. Il l'est moins sur l'opportunité de prises de position publiques. Certes, on a cessé d'assimiler les victoires militaires à des victoires de la « chrétienté », encore qu'un évêque auxiliaire de Paris, l'un des rares prélats d'extrême-droite, ait écrit, il y a quelque temps, qu'il fallait cesser de brandir l'Evangile contre une armée « grâce à laquelle Saigon est encore en chrétienté ». Il est peu probable que l'archevêque de Paris eût fait chanter un *Te Deum* à Notre-Dame au cas où M. Guy Mollet serait entré victorieusement au Caire, pas plus qu'il ne prescrirait des actions de grâces pour féliciter M. Félix Gaillard de coucher, tout botté, dans le lit de M. Bourguiba. La droite catholique, si prompte à accuser les autres de ne pas tenir suffisamment compte des positions de la Hiérarchie, ne semble pas encore avoir remarqué que, pour l'Eglise, le colonialisme est une page définitivement tournée. Aussi les attaques contre l'épiscopat français se multiplient-elles dans les feuilles d'extrême-droite qui s'étaient toujours présentées comme les défenseurs attitrés de l'Eglise. Parce que le cardinal Feltin a reçu M. Masmoudi, on demande qu'il soit « démissionné » de sa charge de *vicaire aux armées.* Parce que la Mission de France, approuvée par le cardinal Liénart, publie un document sévère pour les méthodes de *pacification,* « L'Aurore » demande à l'Assemblée des cardinaux et archevêques (présidée précisément par le cardinal Liénart) de prendre des mesures contre elle. Et les dénonciations à Rome de se multiplier. Mais le Vatican a montré, depuis plusieurs années, qu'il n'entendait nullement s'opposer au mouvement d'émancipation des peuples sous tutelle européenne, bien au contraire.

Un langage clair

> *« C'est dans un climat d'amitié que les problèmes les plus difficiles* — disent encore les cardinaux et archevêques de France — *pourront être résolus. Les orientations pacifiques seront le fruit de contacts fraternels permettant à tous les droits de s'exprimer librement. »*
>
> Enfin, *« ils supplient le Seigneur d'éclairer ceux qui portent la responsabilité du pouvoir, afin qu'ils puissent établir au plus tôt sur la terre africaine, dans la loyauté, la justice et la charité, cette paix si ardemment désirée. »*

Ce langage est clair. Quand on demande à Dieu d'éclairer quelqu'un, c'est que l'on pense que le personnage en question n'est pas « *éclairé* ». Et quand on appelle de ses vœux « *la loyauté, la charité et la justice* », c'est qu'on estime que la politique menée actuellement en est loin.

La déclaration des cardinaux et archevêques n'est peut-être pas aussi énergique que certains prélats l'eussent souhaitée. Elle est d'une clarté suffisante pour faire réfléchir au moins ceux qui s'affirment au Parlement les défenseurs des valeurs chrétiennes.

RJ

les journaux anglais et allemands jugent

LIEUTENANT EN ALGÉRIE

de

J.-J. SERVAN-SCHREIBER

Cette critique franche et énergique ... est l'un des titres de gloire de la France et probablement la meilleure garantie pour son avenir. D'autant qu'elle ne se manifeste pas seulement en paroles, mais également par des actions, que ce livre relate.
FRANKFURTER ALLGEMEINE - FRANCFORT

"Lieutenant en Algérie" permet de comprendre les difficultés françaises, et le caractère tragique d'une situation qui nous touche de près, car en Algérie ce n'est pas seulement la France, mais l'Europe qui doit faire ses preuves.
KATHOLISCHER KIRCHENANZEIGER - ROSENHEIM

C'est une chose très importante qu'un Français ait écrit un tel livre.
THE OBSERVER

M. Servan-Schreiber nous montre avec une vigueur passionnée que ce qui se passe en Algérie n'est plus une guerre coloniale. C'est tout le contenu politique de la France, et son avenir, qui sont en jeu. C'est une question de conscience et d'honneur.
THE TIMES

C'est l'histoire d'une tentative passionnée - les Commandos Noirs - menée par une petite section de l'armée d'Algérie dans l'espoir de changer le cours de cette guerre.
(G. Myers) DAILY TELEGRAPH

"Lieutenant en Algérie" est un livre terrible mais plein d'espoir.
SCOTS PICTORIAL

Pour des hommes comme Servan-Schreiber, ce combat - ou plutôt la façon dont il est mené - se présente d'abord comme un combat pour l'âme de la France.
YORKSHIRE POST

Dans toutes les librairies Un vol. 690 Frs

JULLIARD

COMMENT ON DÉMORALISE UN PAYS *par LÉON BLUM*

LE troisième volume de l'œuvre de Léon Blum sortira dans quelques jours (1). Il couvre la période de la Libération (1945-1947). De cet épais volume, souvent bouleversant, tant par la vision politique de l'auteur que par la sincérité dont témoigne chaque ligne, nous sommes heureux de pouvoir donner à nos lecteurs, en prépublication exclusive réservée à « L'Express », quelques extraits auxquels l'actualité politique donne une résonance particulière.

Les passages de l'œuvre de Léon Blum que nous avons reproduits la semaine dernière concernaient le général de Gaulle.

Voici, cette semaine, le jugement du grand leader socialiste sur les rapports entre les hommes et les institutions. Voici ce qu'il pensait de la moralité politique.

(1) Aux Editions Albin Michel. Premier tome : 1891-1905. Critique littéraire. Ecarts de jeunesse. **Deuxième tome :** 1940-1945. Mémoires, la Prison et le Procès. A l'échelle humaine. **Troisième tome:** 1945-1947.

QUE la réfection des mœurs politiques représente un élément plus important encore que le renouvellement des institutions, ce n'est assurément pas moi qui en disconviendrai. J'ai exprimé spontanément cette conviction chaque fois que l'occasion m'en a été fournie. Oui, les plus belles institutions du monde demeureraient œuvre vaine et lettre morte si des individus ou des partis affectés des mêmes faiblesses, des mêmes ambitions que sous l'ancienne République continuaient à s'y loger.

Mais le point est de savoir si le renouvellement des institutions, qui n'est pas à coup sûr la condition suffisante, ne reste pas une condition nécessaire.

Il est de savoir si le retour à d'anciennes institutions qui, sans nul doute, ont leur part de responsabilité dans la démoralisation d'hier, ne formerait pas le plus grave obstacle à la réfection morale de demain.

Un exemple historique éclairera ma pensée. On a beaucoup parlé de la Révolution de 48, à laquelle Paul Bastid vient de consacrer une étude probe et forte. Si la dictature napoléonienne en est issue, est-ce parce qu'une Assemblée unique avait préparé la Constitution, ou même parce que cette Constitution ne comportait qu'une Chambre unique ? Non pas ; si la Révolution de 48 s'est résolue en dictature, c'est parce qu'elle avait avorté, c'est parce qu'elle avait développé chez ceux mêmes qui l'avaient faite — chefs républicains et masse du peuple ouvrier — un sentiment général de déception, de déconvenue, de désaffection.

Livrée par la panique bourgeoise, quelques semaines après sa victoire, aux tenants du régime qu'elle venait d'abattre, c'est-à-dire aux Vichyssois de l'époque, elle a été victime de sa trahison spirituelle ; elle s'est trouvée sans défenseurs au moment de l'assaut parce qu'elle s'était progressivement vidée de son esprit.

Si l'on veut bien y réfléchir de bonne foi, on discernera la véritable leçon qu'il faut tirer de ce précédent historique. L'agent qui altère le plus dangereusement les mœurs politiques qui, par là-même, livre à leurs ennemis les sociétés décomposées, c'est la déception des masses, c'est le sentiment que la bataille a été livrée et même la victoire remportée pour rien, que les sacrifices ont été consentis en pure perte, que le passé renaît comme de lui-même sous les formes qu'on avait voulu précisément abolir, que les voies de l'avenir sont bouchées.

Le même sentiment régnait en France sous le Directoire à la veille de Brumaire ; une chanson du temps, devenue populaire, l'a exprimé en termes familiers : « *C'était pas la peine, c'était pas la peine, non pas la peine assurément...* » ; on le retrouve après juillet 1830, au moment du boulangisme, chaque fois qu'une grande désillusion collective a exercé son effet corrodant sur les mœurs publiques.

Chez quelques individus, les meilleurs, la désillusion suscite la révolte ; pour le plus grand nombre, elle engendre l'indifférence, puis un scepticisme qui s'attaque aux vertus civiques essentielles — foi dans un idéal, abnégation, capacité de sacrifice — comme à autant de duperies, puis une sorte de cynisme égoïste.

« *Puisqu'il n'y a décidément rien à faire, ne nous occupons que de nous-mêmes ; débrouillons-nous...* »

Regardons autour de nous ; soyons sincères avec nous-mêmes. Est-ce que cette dépravation de l'esprit public ne commence pas à se manifester par bien des signes ? La cause la plus directe n'en est-elle pas qu'il y a déjà, dans le pays, de la déception ? Si l'idée de la Constituante garde sur le peuple tant d'empire, c'est qu'il voit en elle un des moyens qui subsistent de réaliser les espérances déjà trompées à bien des égards, qui pourtant restent vivaces. Si le retour aux anciennes formules constitutionnelles lui inspire un si puissant réflexe d'éloignement et d'opposition, c'est qu'il comprend d'instinct que ce retour fermerait devant lui, d'une façon peut-être irréparable, les routes de l'avenir.

Prenons garde : la déception constitutionnelle deviendrait ainsi, à tort ou à raison, le symbole et la somme de toutes les autres. Chez quelques individus apparaîtrait la révolte qui, elle du moins, reste parfois — pas toujours — un signe de santé. Dans la masse se développerait l'indifférence, le scepticisme, le cynisme, tous ces virus qui attaquent l'âme collective et la laissent sans défense devant tous les ordres de périls, y compris la dictature.

On démoralise un pays quand on le déçoit. La première condition de la moralité publique est la confiance du peuple dans l'efficacité possible de son effort, dans le « rendement » de ses sacrifices. Sans cette confiance solidement installée, les vertus essentielles de toute démocratie — probité civique, courage civique — n'existent pas, ou ne durent pas.

Il n'y a pas de démocratie sans luttes. Mais la moralité d'un pays se dégrade encore quand les luttes dont il est à la fois le spectateur, l'arbitre et le prix manquent à la loyauté du jeu. En matière politique, loyauté signifie avant tout clarté. Clarté dans la consistance des partis et des groupements de toute nature, clarté dans les programmes, clarté dans les alliances, clarté dans la définition des problèmes, clarté dans les solutions qu'on y propose. Chaque fois qu'on manque à cette loyauté sportive, chaque fois que, par la confusion et l'équivoque, on obscurcit l'aspect des positions et le sens des conflits, on introduit du même coup dans la vie collective un agent de trouble et de décomposition (...).

Le mot « patriotisme »

JE voudrais dire, pour couper court à toute équivoque, ce que signifie ce grand mot de patriotisme, non seulement pour moi, ce qui compterait peu, mais, j'en suis sûr, pour mes amis socialistes. Nous avons prêché le patriotisme et nous le prêchons encore. Le patriotisme implique la subordination de tous les intérêts particuliers à ceux de la patrie commune, et il impose tous les sacrifices que le salut de la patrie peut comporter. Mais si le patriotisme n'est pas lui-même subordonné au devoir de solidarité humaine, je tiens qu'il n'en est pas séparable.

L'homme qui meurt pour la liberté de son pays est réellement mort pour la liberté de tous les hommes : l'intérêt d'un peuple, quand il est conçu en profondeur et sous l'aspect de la durée, concorde, converge nécessairement avec l'intérêt des autres peuples. Aucune nation n'aurait pu vaincre seule et aucune ne pourra vivre seule. Aucune nation isolée, et même aucun groupe de nations, ne pourront à eux seuls ordonner le monde et régler la paix.

Si l'on veut bien y réfléchir, on se rendra compte qu'il n'existe pas d'attitude intermédiaire, pas d'attitude tenable, entre ce patriotisme internationaliste et humaniste qui fut invariablement celui de Jaurès, et le nationalisme maurassien. Devant cette alternative, le socialiste a franchement choisi (...).

La vocation de la France

LA défense du pays a toujours été à nos yeux un devoir. Aussi longtemps que la puissance militaire reste le moyen ou l'un des moyens indispensables d'assurer cette défense, nous en acceptons la nécessité, à ce titre et dans cette mesure. Mais elle n'est pas pour nous un but, un idéal, car elle n'est pas un élément permanent, organique, de la grandeur de notre pays. Ce qui est et ce qui demeure notre but, notre idéal, c'est d'assurer la défense de la France conjointement avec celle de toutes les autres nations, par d'autres moyens que la puissance des armées nationales, je veux dire par une organisation vraiment efficace de la sécurité collective.

Notre but, notre idéal est et demeure de substituer, en tant que garantie de la paix, une souveraineté internationale aux armements nationaux. La forme la plus élevée du patriotisme, à nos yeux, est et demeure, non pas de pousser notre pays à porter au plus haut point sa puissance militaire, mais d'en faire l'interprète, l'agent, le précurseur des idées qui répondent à sa vocation particulière dans le monde et sur lesquelles finira bien par se fixer tôt ou tard la conscience universelle.

(World Copyright by Editions Albin Michel.)

ETS PYRENEX
SANDALETTES
« CONCHITA »
CAOUTCHOUC
CUIR ET CHROME
CALIFORNIA
VULCANISÉ
★
SALIES - DE - BEARN
(Basses-Pyrénées)
TELEPHONE : 169

REVETEMENT MURAL PLASTIQUE
« POLYESSEF »
LESSIVABLE
SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-65

Pour tous vos problèmes
CAOUTCHOUC
(NATUREL ET SYNTHETIQUE)
AMCO
7, avenue Emile-Massard
Tél. GAL. 85-65 PARIS (17e)
TUYAUX - JOINTS
PIÈCES MOULÉES
ARTICLES
DE PROTECTION

SOCIETE DES LAITERIES
de la VALLEE de la VIRE
ET DU COTENTIN
CAPITAL 360 MILLIONS
◆
H. CLAUDEL
PONT-HEBERT (Manche)
TELEPHONE 25
◆
Les meilleurs beurres et fromages de Normandie

(A.P.)

MM. MURPHY ET BOURGUIBA

(Intercontinentale.)

MM. GAILLARD ET MURPHY

Entre le chat et la souris

TUNISIE

Des objectifs limités

● ***Pendant qu'à Tunis MM. Murphy et Beeley poursuivent leur mission, les militaires français posent des questions graves.***

DANS le hall de l'aérodrome d'El Aouina, à Tunis, deux diplomates, un français et un américain, discutaient mardi dernier en attendant M. Murphy qu'accompagnait cette fois M. Harold Beeley, chargé britannique des bons offices.

« Tous les signes favorables sont réunis aujourd'hui, dit l'Américain. *D'abord, M. Murphy revient, donc il est porteur de nouvelles propositions du gouvernement français.*

Cette nuit, nous avons failli retirer nos bons offices. Le second signe c'est que l'Anglais a accepté enfin de se compromettre. Dans ce cas, croyez-moi, vous allez bientôt reprendre votre « cher tête-à-tête » avec les Tunisiens. »

A quoi le diplomate français répondit :

« Il se peut que nous nous dirigions vers une détente provisoire, mais je ne crois pas que ce soit encore l'heure du tête-à-tête. Un collaborateur du président Bourguiba a bien résumé la position tunisienne en me disant : « Jusqu'à maintenant, la souris tunisienne était enfermée avec le chat français dans une boîte. Sakiet nous en a fait sortir. Pourquoi voudriez-vous que nous soyons pressés de réintégrer la boîte ? Tant que la guerre d'Algérie durera, vous serez le chat pour nous. » Si bien que je crois que vous en avez pour longtemps en Tunisie... »

« *Hélas !* », constata l'Américain.

Ce « hélas ! » est sincère. Les Etats-Unis font un « complexe du plan Marshall », ils pensent que plus ils « aident », plus ils ont des chances de se faire haïr.

MM. Murphy et Beeley sont arrivés, avec des objectifs limités. Favoriser le regroupement des troupes françaises et leur évacuation partielle ; obtenir des garanties que les bases aériennes du Sud ne seront pas utilisées par le F.L.N. ; rétablir les échanges économiques franco-tunisiens.

Parer au plus urgent, ce n'est pas régler le problème. D'autant que même, pour toutes ces questions urgentes, il y a l'obsession tunisienne et française, dans des sens contradictoires et passionnels, du statut de Bizerte. M. Gaillard a besoin de proclamer au parlement que

« Bizerte est et restera française. »

M. Bourguiba a besoin, pour son opinion, qu'il soit proclamé que

« Bizerte est et restera tunisienne. »

Le piège

Si de toute façon avant cette date du 20 mars — que tout le monde contribue à rendre fatidique — le principe du regroupement était admis, on serait arrivé à éliminer une grande partie des risques d'explosion.

Ces risques continuent d'être clairement perçus par l'état-major français en Tunisie ! Contrairement à ce qu'a écrit la semaine dernière l'éditorialiste de l'hebdomadaire tunisien « L'Action », il n'y a pas de « menace de sortie » de la part des militaires français.

Le général Gambiez pense que l'honneur militaire français en Tunisie consiste à ne pas tomber dans le piège que, selon lui, certains responsables tunisiens ont voulu tendre : tout incident, après Sakiet, ne pourrait que précipiter la perte de Bizerte, accentuer l'internationalisation du conflit algérien, étendre l'incendie à toute l'Afrique du Nord.

Cette conception du commandant des forces françaises en Tunisie n'est pas partagée par tous les militaires français d'Algérie. Alors qu'en Tunisie, survenait une certaine détente, je viens de voir en Algérie un malaise, une inquiétude et parfois un désespoir qui m'ont rappelé les jours sombres de février dernier.

Un officier supérieur français m'a parlé, avec des larmes dans la voix, de la « *honteuse humiliation infligée à l'uniforme français en Tunisie.* » Pour lui, il ne s'agissait pas de reconquête, mais de châtiment. « *Ce que Bourguiba fait à notre honneur, cela vaut mille Sakiet* ». L'officier n'était ni moins ni plus libéral qu'un autre. Il m'a accueilli sans prévention. Par le contexte de sa conversation, j'ai pu voir comment il en était arrivé là.

Des renforts

Il croit à l'Agérie française. Il n'est pas question de savoir si la pacification réussit ou pas. Il faut vaincre les ennemis, et considérer comme ennemis tous les complices. Or les Tunisiens non seulement sont complices, mais bafouent l'armée française : on ne peut pas le tolérer. Il ne veut entendre parler ni des méthodes coloniales de la France, ni du futur ensemble franco-maghrébin : il fait la guerre. Le gouvernement a pris des décisions, les militaires sont là pour les exécuter. Ils ne demandent que les moyens de l'exécution.

Or ils ne les ont pas. Lorsque l'opération « glacis » a été décidée sur la frontière algéro-tunisienne et que les six régiments de parachutistes ont été envoyés dans le Nord et le Sud constantinois, l'état-major a demandé 90.000 hommes en renfort, il n'en a obtenu que 28.000. Et ceci au moment des engagements dont personne ne dissimule la gravité.

Dans les dernières semaines, plus de cent avions ont été atteints par les mitrailleuses F.L.N. Du 14 au 26 février 1958, selon les chiffres officiels, 1.025 combattants algériens ont été tués, mais en même temps, on récupérait deux mortiers, 34 mitrailleuses tchécoslovaques, 15 fusils-mitrailleurs allemands, 495 fusils de guerre, ce qui suppose un armement plus puissant qu'il n'a jamais été à aucun moment.

Les « masses flottantes »

Devant cette constatation, les militaires français réclament simplement que la France décide ce qu'elle veut faire. Pour gagner la guerre, il faut encore mobiliser. Et surtout, il faut décider qu'on ira jusqu'au bout. Car il y a les fameuses « masses flottantes » qui évoluent avec une extraordinaire rapidité.

« Depuis les bons offices américains, l'immobilité de l'armée française en Tunisie et la proclamation de la République égypto-syrienne, le F.L.N. retrouve toutes les complicités qu'il avait perdues dans les populations », estimait mon interlocuteur.

Il ne faut se faire aucune illusion : tel est l'état d'esprit d'une grande partie de l'armée française, et je viens d'entendre dire que M. Lacoste et ses collaborateurs en étaient « atterrés »

Un espoir

Et lorsque je suis revenu à Tunis, je me suis aperçu que les diplomates français et étrangers savaient à quoi s'en tenir sur cet état d'esprit en Algérie. C'est dans cette perspective que l'on a interprété « l'ouverture méditerranéenne » de M. Gaillard.

Dans cette nuit de difficultés, une constatation reste extraordinaire : c'est que tout le monde attend encore tout de la France. Après tant d'erreurs accumulées avec une diabolique obstination, les gouvernements français ne sont pas encore arrivés à supprimer aux yeux des autres une sorte de nécessité française qui ressemble à un destin. Au cours d'un long voyage dans le Sud tunisien en compagnie de journalistes étrangers, c'est bien ce qui nous a le plus frappé : d'entendre le nom du général de Gaulle prononcé avec espérance à Gabès par un inspecteur de police tunisien. Et hier, dans la même journée, j'ai entendu ce nom-là évoqué par l'ambassadeur du Maroc à Tunis ; par un délégué de la Croix-Rouge, par le directeur de cabinet d'un ministre et par un Suédois qui revenait pourtant d'une visite au camp de réfugiés algériens.

Peut-être ici, en Tunisie, au cœur de tous ces événements, ces propos paraissent - ils bouleversants plus qu'ailleurs, mais il est bien vrai que le déclin français actuel est ressenti par chacun comme un déclin des valeurs sur lesquelles toute une civilisation a vécu, et que de Gaulle apparaît comme le symbole de ces valeurs.

JEAN DANIEL.

Si...

nos vacances vous étaient contées ...

vous en seriez tous ... baba

☆☆☆

CLUB MÉDITERRANÉE

8, RUE DE LA BOURSE
PARIS-2e • RIC. 78-00

CONTRE LA CRISE L'AMÉRIQUE

RAREMENT dépression n'avait été si attentivement surveillée, si longuement analysée et commentée que celle qui frappe aujourd'hui l'Amérique. Le gouvernement, les journaux, les bulletins d'affaires, les magazines et toutes sortes de commentateurs ont exprimé leur opinion sur l'étendue de la crise et suggéré les remèdes à administrer au pays malade.

Il semble pourtant que personne ne soit d'accord sur ce qu'il faut faire. Non seulement les Républicains et les Démocrates s'opposent sur les mesures à prendre — ce qui ne saurait surprendre — mais les économistes eux-mêmes, qui se flattent de pouvoir considérer la situation avec l'objectivité clinique d'un habitant d'une autre planète, se montrent incapables de dégager des conclusions communes.

Du « palier » à la « dépression »

Ils ne sont même pas d'accord sur l'importance du ralentissement économique et sur la date de son début. La variété des termes employés pour décrire la situation (car il est incontestable que *quelque chose* ne va pas) n'a fait qu'ajouter à la confusion. On affirma d'abord que l'économie « reprenait son souffle », ou qu'elle avait atteint un « palier ». Puis il fut question d'un « rajustement balancé » dans lequel, comme les vagues de l'océan, certains secteurs montaient, tandis que d'autres descendaient. L'expression « dégonflage des stocks » fut bientôt introduite et les plus pessimistes parlèrent même de « crise ». Aujourd'hui, il s'agit de savoir si le pays souffre d'une « récession » ou d'une « dépression ». Dans ses dernières conférences de presse, le président Eisenhower a utilisé les deux termes, bien que son optimisme naturel incite à penser que l'emploi du mot dépression n'a été de sa part qu'un *lapsus*. Il est probable que lorsqu'un accord se sera fait sur la terminologie, la question sera devenue purement académique.

Mais derrière les montagnes de statistiques accumulées, l'imprécision des termes, les analyses et les recommandations contradictoires, il se dégage un certain nombre de faits incontestables qui ont des répercussions profondes sur l'opinion, les économistes et leg ouvernement.

Deux fois plus de bière que de whisky

Le plus important, c'est que plus de 5 millions de travailleurs sont maintenant sans emploi — soit 7,5 % d'une population active de 68 millions de personnes. D'autre part, pour un pays qui a pris l'habitude de considérer l'industrie automobile comme le baromètre de sa prospérité économique, le fait que les constructeurs américains envisagent une vente de 5 millions de voitures seulement en 1958 (450.000 de moins qu'en 1957) constitue une nouvelle inquiétante. Enfin, on enregistre dans tous les domaines les signes d'une nouvelle « prudence ». Comme l'a dit un barman du Connecticut :

> *« Quand je vends deux fois plus de whisky que de bière, c'est que tout va bien. En ce moment, je vends deux fois plus de bière que de whisky et je sais que ça va mal. »*

Un blanchisseur a remarqué d'autre part que les hommes portaient maintenant leurs chemises blanches deux jours de suite, alors qu'ils en changeaient autrefois tous les jours.

Malgré le chiffre impressionnant de 5 millions de chômeurs, avec tout ce qu'il implique d'angoisse humaine ; malgré les difficultés de l'industrie automobile, qui se répercutent sur celle de l'acier, des machines-outils et des innombrables accessoires qui alimentent les chaînes de montage, on ne constate que peu d'affolement dans le pays. En fait, à en juger par les conversations des gens et la lecture de la plupart des journaux, il semble que la récession ne vienne qu'à une place très éloignée dans la liste des préoccupations américaines. La semaine dernière, les scandales de Washington, l'échec de l' « Explorateur II » et les faits divers criminels ont davantage retenu l'attention du public.

39 dollars par semaine

Bien que les dangers de la situation soient perçus par tous ceux qui ont la moindre notion d'économie ou d'histoire, les raisons de cette indifférence générale ne sont pas difficiles à trouver. Tout d'abord, le chômage reste concentré dans quelques grandes industries (automobiles, acier, verre, caoutchouc) et dans un petit nombre d'Etats fortement industrialisés. Le Michigan, la Pennsylvanie, l'Etat de New York et l'Ohio ont été les plus durement frappés, mais dans d'autres Etats, parfois directement voisins de ceux-là, l'industrie continue à se développer, le chômage n'est pas plus important qu'il y a un an, et la dépression n'est connue que par la lecture des journaux.

L'une des caractéristiques de cette crise, c'est que la presse américaine, d'ordinaire si friande de « problèmes humains », n'accorde que très peu de place au drame des chômeurs. Les journaux sont pleins des dernières statistiques sur le trafic de marchandises (en baisse), les investissements (en baisse), la production industrielle (en baisse), mais ils ne se soucient guère d'expliquer comment vivent ceux qui ont perdu leur emploi et ce qu'ils pensent. Peut-être est-ce parce que les chômeurs le savent déjà et que les autres ne veulent pas le savoir. Il est rare, en tout cas, de voir reproduite une remarque aussi brutale que celle de ce comptable de trente ans qui faisait la queue à Cleveland pour toucher ses allocations de chômage :

> *« Savez-vous ce que ça représente de perdre son salaire d'un seul coup et d'essayer de vivre avec 39 dollars (15.600 francs) par semaine ? J'ai même essayé de me faire engager comme manutentionnaire dans une épicerie, mais ils n'ont pas voulu de moi. »*

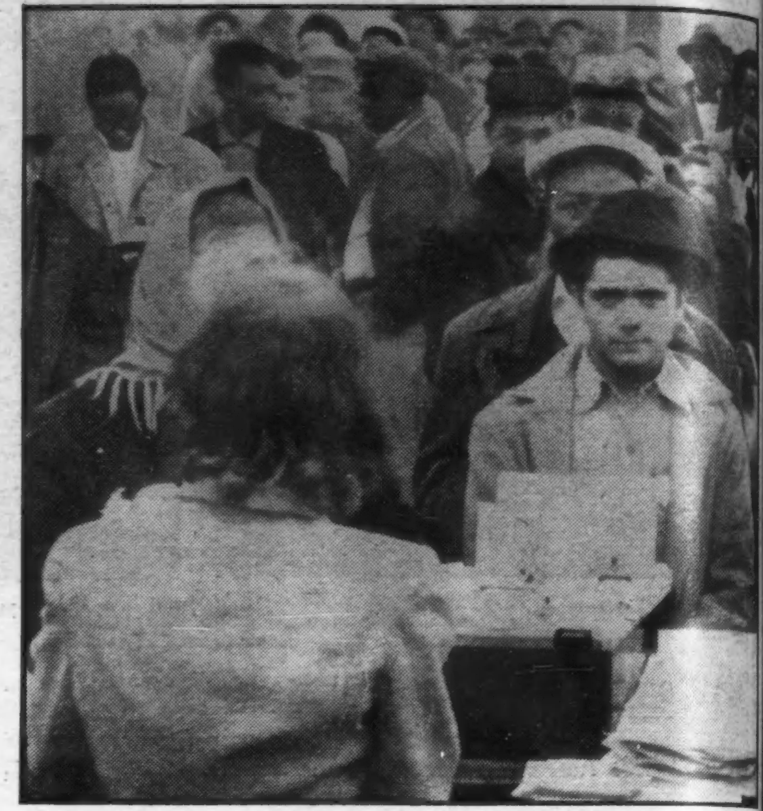
Un coussin pour le moral

Ces 39 dollars par semaine — si insuffisants soient-ils — expliquent aussi le peu d'émotion suscité dans le public par la vague de chômage. Deux tiers environ des travailleurs licenciés touchent une allocation de chômage qui est en moyenne de 30 dollars par semaine dans la plupart des Etats industriels, et qui peut être maintenue pendant vingt-six semaines. Comme l'a remarqué un dirigeant du syndicat des machinistes, dont 20 % sont en chômage dans certains secteurs :

> *« Tant qu'ils touchent leur allocation, les types ne protestent pas. C'est un coussin aussi utile pour le moral que pour l'économie. »*

Lorsque ces versements cesseront, cependant — ce qui est déjà le cas pour 150.000 chômeurs par mois — l'atmosphère pourrait fort bien changer.

Un autre « coussin protecteur » existe dans les plus vieilles industries sous la forme d'une assurance complémentaire qui s'ajoute à l'allocation de base et permet à certains chômeurs de toucher jusqu'à deux tiers de leur salaire normal. Bien qu'elle ne concerne qu'une faible proportion de travailleurs, l'existence de ces avantages a conduit à certaines situations paradoxales. Dans l'industrie automobile, par exemple, M. Walter Reuther, l'agressif président de l'*United Automobile Workers*, a demandé aux employeurs de ne plus raccourcir la semaine de travail pour maintenir le plus de travailleurs possible sur les chaînes, mais de conserver seulement les ouvriers dont ils avaient besoin sur la base de 40 heures par semaine et de licencier les autres, afin qu'ils puissent profiter pleinement des assurances-chômage.



QUELQUES-UNS DES 5 MILLIONS
Les économistes ne sont pas d'accord...

Les difficultés des Trois Grands

Walter Reuther a déjà annoncé que les positions qu'il adopterait lorsqu'il reprendrait les négociations avec les employeurs pour la conclusion d'un nouveau contrat de travail seraient d'une importance capitale pour l'économie américaine. Pour l'instant, il a proposé un plan de partage des profits entre les employeurs, les travailleurs et les consommateurs, mais ceux qui connaissent son habileté manœuvrière n'osent prédire ce qu'il demandera exactement lorsqu'il s'assiéra à la table de conférence.

Quelles que soient ces demandes, elles ne feront pas plaisir aux trois grandes corporations (Chrysler, General Motors, Ford) qui dominent l'industrie. Pour l'instant, celles-ci doivent faire face non seulement à une chute de la production et des profits, mais à ce qui semble être une résistance des consommateurs à acheter les énormes cuirassés qui ont fait jusqu'ici l'orgueil de Detroit. Une des questions que l'on entend le plus souvent poser en ce moment est celle-ci : quand les Trois Grands se décideront-ils à fabriquer de petites voitures pour résister à la concurrence des voitures étrangères comme la Volkswagen allemande et la Dauphine française ?

Le fait est qu'à une ou deux exceptions près, il n'y a plus de voitures bon marché aux Etats-Unis. Même les trois modèles réputés « économiques » — Ford, Plymouth, Chevrolet — sont passés dans la catégorie des « prix moyens » en devenant plus puissants, plus lourds, plus chargés de chromes et d'accessoires. Cette montée régulière des prix reflète d'ailleurs la tendance générale de l'économie américaine. Le coût de la vie n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années avec une sorte d'automatisme inexorable, pour atteindre, en janvier dernier, un record absolu. En 1958, l'inflation et la récession se combinent pour créer une situation qui déconcerte les économistes et inquiète l'homme de la rue.

Une guerre des prix

Le désir passionné des consommateurs pour une baisse des prix s'est manifesté la semaine dernière de façon presque comique lorsque la General Electric a abandonné ses efforts pour maintenir des prix minimums pour ses petits appareils ménagers, radios, fers à repasser, grille-pain, moulins à café, etc. En capitulant devant les « maisons d'escompte » qui vendaient depuis longtemps ces appareils à des prix très inférieurs à ceux du catalogue, la General Electric a déclenché une guerre des prix entre les grands magasins et les maisons d'escompte. Du jour au lendemain, les prix ont diminué de près d'un tiers. Des milliers de ménagères se précipitèrent chez Macy's et Gimbels, s'abattant comme des nuées de sauterelles sur les rayons d'appareils électriques. Les prix baissaient de minute en minute, à mesure que les émissaires envoyés dans les autres magasins téléphonaient les prix pratiqués par les concurrents.

Plusieurs fabricants ayant suivi l'exemple de la General Electric, des milliers de commandes furent passées par les magasins qui voyaient leurs stocks épuisés en quelques heures. Un grand magasin de Brooklyn passa à lui seul une commande de 100.000 dollars (40 millions de francs). A Cambridge, dans le Massachusetts, un détaillant déclara :

> *« Nous avons augmenté nos commandes pour beaucoup d'autres articles parce que nous avons la conviction que la baisse de prix intervenue sur les appareils électriques va s'étendre et stimuler la vente. »*

La Grande Incertitude

Ce commentaire ramène au problème des mesures qui doivent être prises pour combattre la récession, problème qui divise à tel point les spécialistes que 1958 restera sans doute dans l'histoire comme l'année de la Grande Incertitude. Malgré la masse d'éléments d'information dont ils disposent — éléments malheureusement rassemblés un peu tard — les économistes ne parviennent à se mettre d'accord sur aucune mesure concrète. Qui plus est, les élections sénatoriales de l'automne prochain donnent déjà une signification politique à toutes les suggestions économiques. Bien que le chômage ne sait pour des millions de jeunes gens que le fléau

Lorsque vous vous sentez lasse, buvez avant le repas un verre de VABÉ.
Délicieux vin doux naturel, VABÉ est tonique et réconfortant.
VABÉ est garanti par SUZE, la célèbre marque de gentiane.
Vous direz ensuite comme tout le monde : " Qui boit VABÉ, va bien ".

C'EST DANS LE 12e...
C'est dans le 12e arrondissement que vous trouverez le tailleur de classe que vous cherchez depuis longtemps
C. HUTMAN
crée pour vous la mode 1958
10, rue de Wattignies - DOR. 59-52
Parking assuré

correspondant aux États-Unis

RÉINVENTE LA MÉTHODE COUÉ

(A.P.)

DE CHOMEURS AMÉRICAINS
...et les sénateurs organisent une semaine de « foi en l'Amérique ».

d'un autre monde, des millions d'autres se souviennent avec un serrement de cœur de la grande crise des années 30, qui commença sous une administration républicaine et fut vaincue par une administration démocrate.

Depuis le début de la récession actuelle, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour l'enrayer. La Federal Reserve Bank a abaissé trois fois son taux d'escompte depuis novembre dernier. Un petit programme de travaux publics a été engagé et les hypothèques garanties par le gouvernement sont plus faciles à obtenir pour la construction de maisons. D'autre part, de nouvelles commandes défensives sont venues enrayer la crise qui sévissait depuis plusieurs mois dans l'industrie aéronautique et dans les autres industries militaires. Malgré tout cela, presque tous les indices de l'activité économique restaient la semaine dernière décourageants. Les milieux d'affaires, en particulier, manifestent peu d'enthousiasme pour investir de nouveaux capitaux dans un appareil productif qui ne travaille déjà plus à plein.

Le programme démocrate

Tandis que l'administration républicaine scrute les statistiques avec une appréhension croissante et étudie les mesures à prendre, les Démocrates multiplient les suggestions. Le sénateur du Minnesota, Hubert H. Humphrey, membre de l'aile libérale du parti démocrate, a demandé au président « *de développer le pouvoir d'achat en réduisant pour un an les impôts sur le revenu ; de lancer un programme audacieux de constructions scolaires ; de réviser et d'accroître le programme de suppression des taudis ; d'accélérer le programme d'équipement routier, fluvial et portuaire ; de rétablir le niveau des revenus agricoles* ».

Beaucoup d'économistes ont répliqué qu'il serait difficile d'effectuer une réduction d'impôts qui puisse avoir un effet rapide sur le pouvoir d'achat, et que les programmes de travaux publics ne pourraient être engagés dans des délais suffisamment courts pour combattre la récession. Lorsque leurs effets se feraient sentir, la récession pourrait fort bien être terminée.

L'administration étudie sérieusement ces deux types de mesures en attendant les nouveaux développements de la situation. Pour l'instant, cependant, elle s'en remet essentiellement aux remèdes psychologiques. Comme le président l'a déclaré au cours de sa conférence de presse de la semaine dernière :

« Je crois, bien sûr, que le redressement de notre économie s'opérera lorsque des millions de citoyens reprendront confiance et recommenceront à acheter. »

Une nouvelle méthode Coué

Beaucoup partagent cette théorie psychologique de la récession, bien qu'ils manifestent parfois leurs convictions de curieuse façon. En Californie, un groupe d'industriels a menacé de retirer toute publicité à un journal local qui consacrait de grosses manchettes à la triste situation de l'économie nationale. Le groupe accusait le journal de contribuer à la récession en imprimant des nouvelles « défaitistes ». A Los Angeles, les concessionnaires Chevrolet financèrent une émission de radio qui comprenait, en plus des appels publicitaires de la marque, la lecture de la rubrique « offres d'emploi » des journaux locaux. Morale de l'émission : il y a du travail pour tout le monde.

Dans les journaux de Dallas (Texas), des placards d'une page entière proclament que « *la mollesse et la mentalité négative qui engendrent la peur et la récession économique* » peuvent être combattues par « *une réflexion positive, génératrice de confiance et de prospérité* ».

C'est cependant de Paterson, dans le New Jersey, que vient le plus bel exemple de cette nouvelle méthode Coué économique. Reprenant la suggestion d'un directeur de journal, plusieurs sénateurs et gouverneurs républicains et démocrates ont proposé l'organisation d'une « semaine de foi en l'Amérique ». Une telle initiative, ont-ils expliqué, « *traduirait en actes tangibles la conviction inébranlable et contraignante de nos pères fondateurs comme du peuple américain tout entier : que les Etats-Unis, depuis leur création, sont le plus magnifique pays du monde.* »

UNE CRISE QUI MENACE LA PAIX

par ANEURIN BEVAN

ANEURIN BEVAN

La lenteur diplomatique des puissances occidentales, nous répète-t-on sans cesse, vient de ce qu'elles doivent se consulter mutuellement avant de prendre une initiative. Sans doute, mais au moins faudrait-il, lorsqu'elles se consultent, qu'elles aboutissent à un accord sur les grandes lignes d'une stratégie diplomatique. Il ne semble pas que ce soit le cas.

Prenons par exemple la question de la date de la Conférence au sommet. Il est maintenant évident — quoi qu'en dise M. Dulles — que cette conférence aura lieu tôt ou tard, mais le problème de la date est d'une très grande importance pour deux raisons.

La pression des peuples

La première, c'est que les peuples occidentaux s'impatientent de plus en plus de ce qu'ils considèrent maintenant comme une intolérable mollesse de leurs gouvernements. Les représentants des puissances occidentales ne se trouveront certainement pas dans une position avantageuse pendant les discussions au sommet s'ils sont 'objet d'une pression impatiente de leurs peuples.

La seconde raison, c'est que l'évolution économique actuelle risque de placer les négociateurs occidentaux en mauvaise posture s'ils attendent trop longtemps. Il est maintenant reconnu que ce que Washington appelait en novembre dernier un « rajustement souhaitable des investissements », puis une « légère mais provisoire dépression », prend maintenant le caractère d'une véritable crise. Et l'on n'enregistre pour l'instant aucun signe de reprise, au contraire. Les statistiques publiées la semaine dernière par le « Times » de Londres font apparaître une augmentation sensible du nombre de chômeurs dans presque tous les pays extérieurs au bloc soviétique. En un an, ce nombre a presque doublé aux Etats-Unis, passant de 2.900.000 en janvier 1957 à plus de 5 millions en janvier 1958.

Le contraste avec l'U.R.S.S.

Il est impossible de prévoir quelle sera la gravité de cette dépression, la plupart des économistes — échaudés par trop d'erreurs passées — se refusent même à tout pronostic. Mais une question vient cependant à l'esprit : les puissances occidentales réalisent-elles que si elles ne se hâtent pas, elles risquent de se trouver engagées dans des discussions au sommet au moment précis où la crise atteindra son point culminant ?

Ce serait, en vérité, un beau succès ! Alors que les Russes peuvent déjà tirer gloire de leurs prouesses techniques dans le domaine des satellites artificiels, nous nous préparons apparemment à leur présenter un monde capitaliste une fois de plus disloqué, dont les ressources productives seront sérieusement sous-employées et où des millions de personnes glisseront vers la misère faute de travail.

Le contraste avec l'économie soviétique sera perçu non seulement en Europe mais dans le monde entier, notamment par les peuples « non engagés ». Quels que soient les reproches que l'on puisse faire à la société soviétique — et il y en a beaucoup — les Russes ne sont pas contraints de réduire leur production dans un effort désespéré pour reprendre le contrôle de leur développement économique. Au contraire, ils augmentent fiévreusement leur production, sachant qu'ils ne feront ainsi qu'augmenter leur puissance.

La responsabilité américaine

Il n'en va pas de même dans le monde occidental, où l'accroissement de production prend les apparences d'une menace pour la stabilité sociale. Pendant ce temps, la diplomatie russe ne fait pas un faux pas.

En acceptant le principe d'une réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères avant la Conférence au sommet — demandée avec insistance par M. Dulles — le Kremlin vient de renvoyer la balle dans le camp américain. Les Russes ne posent qu'une condition : que les ministres des Affaires étrangères ne soient chargés que d'établir l'ordre du jour de la Conférence et la liste des participants. Cette position est à mon avis inattaquable. Insister — comme le fait maintenant M. Dulles — pour que les ministres des Affaires étrangères examinent aussi les problèmes de fond, c'est vouloir leur confier le travail qui devrait être fait à la conférence au sommet. Si les Etats-Unis ne cèdent pas sur ce point et empêchent ainsi la préparation de cette conférence, la responsabilité de cette catastrophe incombera entièrement au Président Eisenhower et à ses conseillers.

Il est temps que les gouvernements occidentaux comprennent qu'ils ont tout à perdre à retarder comme ils le font la Conférence au sommet.

(*Copyright* « L'Express ».)

NE SOYEZ PLUS SOURD

Améliorez votre audition, même très déficiente, avec les Micro-Tympans "WEIMER" SANS PILE NI FIL. Éliminent les bourdonnements. Notice illustrée gratuite et attestations ROUFFET et Cie, serv. VF 3, rue Galliéni - MENTON (A.-M.)

Les meilleurs dessins de la semaine

LES PROBLEMES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

(Punch - Londres.)

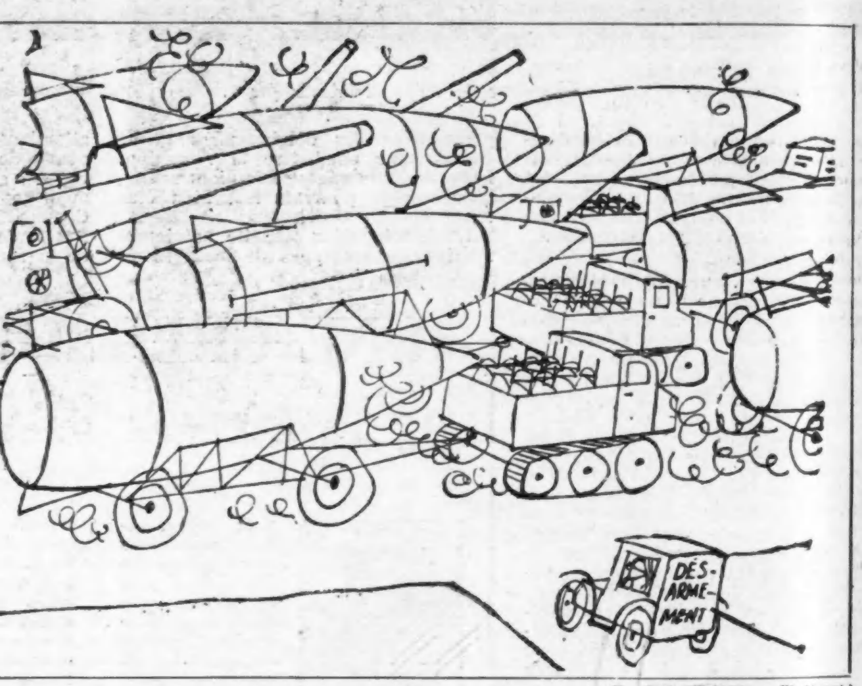
« *Aujourd'hui l'enjeu est universel. L'aspect même de la nature qui nous entoure, l'expérience humaine et jusqu'à la composition génétique de la race... Non seulement ce danger est terrible, mais il est immédiat.* »

(George F. Kennan - La Russie, l'Atome et l'Ouest.)

M. DULLES ET LA CONFERENCE AU SOMMET

(Daily Mirror - Londres.)

Changement de sigle



(Deutsche Zeitung - Stuttgart.)

Le désarmement vu d'Allemagne.

(Daily Express.)

LA CRISE ECONOMIQUE AMERICAINE

★

Ike : *Allons, pas d'inquiétude ! Puisque je vous ai dit mille fois qu'il n'y avait pas de danger.*

(Daily Mirror - Londres.)

UNIVERSITÉ

Les professeurs sont en colère

M. POIGNANT s'assit. Pendant deux heures, ce samedi après-midi, ce conseiller technique du ministère de l'Education nationale avait parlé aux cent quarante professeurs de la Faculté des Sciences de Paris, réunis en assemblée générale à l'amphithéâtre de géologie, sous la présidence de leur doyen.

Il lui avait fallu deux heures pour expliquer pourquoi les négociants en vins parvenaient toujours à empêcher la construction de deux bâtiments de la faculté au-dessus de leurs halles.

La veille encore, ces négociants avaient obtenu une nouvelle victoire : le Conseil d'Etat avait noté que les « permis de construire » indispensables pour commencer les travaux devaient être considérés comme périmés.

Ces permis de construire ont été délivrés pour un an. Mais les artifices de procédure de négociants ont retardé l'ouverture des chantiers.

Habituellement, lorsque le délai légal est dépassé, le ministère de la Reconstruction ferme les yeux et peut ne pas exiger un nouveau permis.

Cette fois, les négociants en vins ont agi pour que la loi soit appliquée.

L'exposé de M. Poignant terminé, quelques professeurs, soucieux d'avoir une connaissance « scientifique » du dossier, posèrent des questions.

Puis M. Poignant se retira, laissant les professeurs décider seuls de ce qu'il convenait de faire.

C'est alors que l'assemblée générale s'anima.

L'un après l'autre, une vingtaine de professeurs se levèrent pour exprimer leur point de vue.

Les plus pondérés, les plus âgés, qui jusqu'alors avaient laissé agir leurs cadets, intervinrent pour demander qu'il soit décidé de fermer la Faculté des Sciences tant que les travaux, à la Halle aux Vins, ne seraient pas commencés.

Certains voulaient que cette fermeture fût immédiate.

Deux délégués des étudiants, qui s'étaient joints à leurs professeurs, proposèrent d'organiser une manifestation dans la rue dès le lendemain.

> « *L'avenir de la France n'est-il pas en jeu à travers celui de son Université ?* » demandèrent-ils.

Comme le permis de construire doit en principe être renouvelé le 20 mars, l'assemblée a décidé d'attendre cette date pour fermer la faculté.

Cette fermeture sera effective jusqu'au moment où le premier coup de pioche sera donné.

C'est la première fois dans l'histoire de la France que l'Université est obligée de se mettre en grève pour avoir le droit d'enseigner.

RADIO

Le tour du monde avec 70.000 francs

« *EN quatorze semaines de voyage autour du monde, je n'ai payé qu'un seul repas, un déjeuner à un dollar et demi.* »

Ce déjeuner, Nicole Roucheux, 29 ans, 55 kilos, psychologue, l'a regretté jusqu'au moment où elle fut certaine de gagner le concours, « Le Tour du Monde en 98 jours », organisé par Europe n° 1.

Six garçons, une fille étaient partis le 25 novembre dernier, leur « agubbi » (magnétophone portatif) à la main, pour courir une aventure au bout de laquelle étaient un prix de trois millions et une certaine célébrité.

RÈGLE DU JEU : Téléphoner chaque dimanche après-midi à Europe n° 1 et obtenir le plus grand nombre possible de signatures des agents diplomatiques français à l'étranger.

Le succès de Nicole Roucheux tient en deux chiffres.

Comme ses rivaux, elle avait reçu au départ un million deux cent mille francs. Le prix du billet d'avion pour le voyage qu'elle avait décidé de faire, coûte que coûte, était d'un million trente mille francs. Pour vivre pendant son tour du monde, il ne lui restait donc que 70.000 francs.

> « *Je ne déjeunais pas souvent, le soir je me faisais inviter ; j'étais une mendiante déguisée. Pour dormir, même problème, je n'ai payé en tout que cinq chambres d'hôtel.* »

Le résultat de ces économies : à l'arrivée à Orly, Nicole Roucheux écrasait de ses 87 visas ses rivaux masculins, dont le second du concours, P.-R. Tranié, qui n'avait recueilli que 72 tampons. Il restait à Tranié 500.000 francs environ. Nicole, elle, n'avait en poche qu'une pièce d'un dollar.

> « *J'ai fait ce concours,* explique Nicole, *parce que je suis curieuse des gens beaucoup plus que des paysages. Les paysages, je les ai à peine vus, je n'ai pas eu le temps.* »

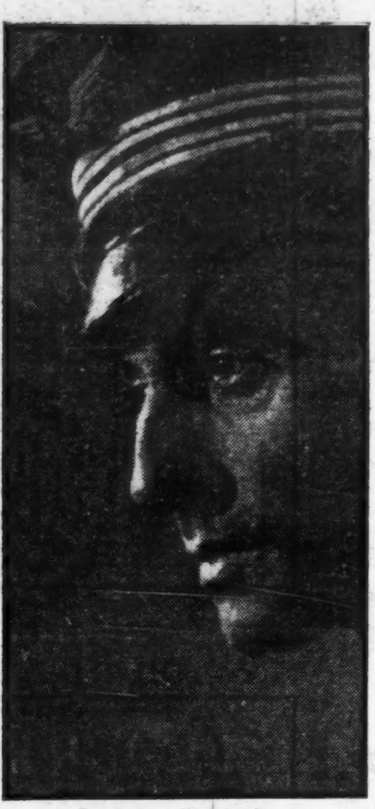
Des « gens », Nicole Roucheux en a connu beaucoup. Mais c'est un « grand chef » noir qui lui a réservé la plus grande surprise de sa vie :

> « *Un type très connu à Paris,* raconte-t-elle, *très cultivé, qui récita Verlaine au dessert.* »

Au café, Nicole avisa un portrait sur le bureau de style Empire, le fils de l'érudit :

> — *Votre fils vit avec vous ?* demanda-t-elle pour dire quelque chose.
>
> — *Non,* répondit d'un ton très naturel le grand personnage, *je l'ai tué d'un coup de revolver la semaine dernière, nous n'étions pas d'accord.*

NICOLE ROUCHEUX
Tour du monde en avion



LOUIS DE FOUQUIÈRES
Tous les avions d'Europe

DICTÉE

Un ou une entrecôte ?

NOUS avons corrigé Pierre Louys. Dans le texte de sa dictée bourrée de pièges que nous avons publiée la semaine dernière, les entrecôtes étaient panés. Nous en avons fait des entrecôtes panées. Quelques lecteurs érudits nous l'ont signalé avec d'autant plus de bonne grâce que les entrecôtes qui étaient masculines il y a quelques années encore, ont changé, sinon de sexe, tout au moins de genre, et sont devenues féminines. « Un entrecôte » est aujourd'hui une tournure archaïque. Larousse, même en deux volumes, l'affirme.

Et puisque cette dictée a amusé, en voici une autre, encore plus redoutable :

> *Quelles que soient et quelque exiguës que t'aient paru les arrhes qu'était censée avoir données à maints et maints fusiliers subtils la douairière, ainsi que le marguillier, bien que lui ou elle soit censée les leur avoir refusées et s'en soit repentie, va-t'en les réclamer pour telle ou telle bru jolie par qui tu les diras redemandées, quoiqu'il ne siée pas de dire qu'elle se les est laissé arracher par l'adresse desdits fusiliers et qu'on les leur aurait suppléées dans toute autre circonstance ou pour des motifs de toute sorte.*

VITE

● La première revue européenne consacrée à l'aviation, « Air-Revue », est mise en vente ce jeudi 13 mars dans les kiosques français. L'édition de Paris est dirigée par le colonel Louis de Fouquières. « Air-Revue » est un mensuel issu d'une revue bruxelloise fondée il y a quatre ans par un journaliste belge Pierre Regout. L'aviation militaire, la croissance des engins, le développement de l'aviation commerciale et de l'aviation sportive, tels sont les sujets traités par les journalistes français, belges, anglais, hollandais et suisses qui y collaborent.

● L'âge mûr commence à vingt-six ans. Aux Etats-Unis tout au moins. C'est ce qu'estime le professeur Thomas K. Cureton, de l'Université de l'Illinois, pour qui les facultés physiques et mentales des jeunes Américains commencent à décliner dès leur vingt-sixième année. Il tient pour responsable de cet état de choses le trop grand confort que procure trop tôt la civilisation américaine. Pour lutter contre la vie en « serre chaude » il recommande la marche, le patin à glace et la danse.

● La seconde « Conférence internationale de l'assurance atomique » vient de se terminer à Londres. Trente-cinq assureurs représentant quinze pays d'Europe ont adopté le point de vue des compagnies britanniques concernant les risques provoqués par l'installation de réacteurs atomiques. Grâce à cet accord, il ne sera plus nécessaire, à l'avenir, de s'assurer contre les risques atomiques. Il suffira de porter plainte, en cas de dommage, contre le propriétaire du réacteur qui sera couvert par une assurance au tiers.

● Deux « écoles spéciales d'urgence » destinées aux 940 enfants new-yorkais qui ont été renvoyés de leur établissement scolaires pour « actes de violence » viennent d'être ouvertes. Les parents des élèves fréquentant les écoles du voisinage, craignant la contagion, ont demandé que ces deux établissements soient transférés à la campagne.

● Depuis qu'ils ont augmenté leurs prix de vente en octobre dernier (15 fr. au lieu de 12 fr. 50 en moyenne), les quotidiens anglais ont perdu un million de lecteurs par jour. Seuls les journaux à fort tirage (« Daily Herald », « Daily Mirror », « News Chronicle ») ont été atteints par cette désaffection du public. La vente des journaux sérieux comme le « Times » et le « Manchester Guardian » s'est au contraire accrue. Le même phénomène peut être observé pour la presse du dimanche : l' « Observer » est en hausse alors que les autres hebdomadaires sont en baisse.

● Le physicien atomiste Joseph Laws Mac Kibben a inventé un « muscle mécanique » pour que sa petite fille Karan, paralysée à la suite d'une attaque de poliomyélite, puisse à nouveau remuer les doigts. Il s'agit d'un appareil pneumatique utilisant le gaz carbonique qui, en gonflant un soufflet, comprime les muscles du bras et provoque une contraction des doigts paralysés. La « Fondation nationale de la paralysie infantile » à New York a lancé un grand programme de recherches pour adapter l'invention de Mac Kibben à la paralysie des bras, des épaules et des jambes. Lorsqu'il sera au point, le « muscle mécanique » ne coûtera que 40.000 francs.

Utilisateurs de Mazout

Les Ets Rollet, fabricants du « Diablotin », le ramoneur chimique des cheminées, ont mis au point un nouveau produit : c'est le **Diablotin-Mazout**, liquide à mélanger au mazout. Le produit agissant par catalyse, ramone progressivement, sans dérangement, sans danger, et économise 10 à 12 % du combustible. Droguistes.

GANTS TETINES OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

En achetant

UN BON DE PRÉVOYANCE

de la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie

● **Vous épargnez**
● **Vous vous assurez sur la vie**

La Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie a créé à l'intention des personnes âgées de 50 ans au plus une nouvelle formule d'assurance sur la vie :
Le Bon de prévoyance de 10.000 francs délivré immédiatement par tous les Comptables du Trésor.

c'est une épargne : en cas de vie du souscripteur après 5 ans, le montant du Bon est intégralement remboursé à vue.

c'est une assurance : en cas de décès dans les 5 ans, le bénéficiaire désigné reçoit un capital variant de 40.000 à 140.000 francs selon l'âge du souscripteur. (Le décès accidentel étant seul garanti la première année).

Les bons sont en vente dès maintenant :

- **chez les Comptables du Trésor** — Trésoriers-Payeurs Généraux, Receveurs des Finances, Percepteurs, Receveurs Municipaux
- **à la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie** — 56, rue de Lille - PARIS (7e), Tél. : LIT. 01-10

«L'EXPRESS» SE RESSAISIT...

Quelle est la différence entre un journal libre et un journal « aux ordres » ? Pour fournir à nos lecteurs un élément de comparaison nous avons réalisé, dans cette page, un « Express » tel qu'il serait cette semaine si, pour ne plus risquer d'être saisi, il acceptait de se « ressaisir ».

PAGE 1

LETTRE AUX ÉLECTEURS DU IIe SECTEUR

CHERS amis du IIe secteur,

Voici qu'approchent les heures d'un geste décisif.

Dans ce secteur qui est le vôtre, une élite de pionniers aimantée par la vocation africaine a largement compris son devoir en sacrifiant magnifiquement ses économies à l'achat d'actions pétrolières.

Elle a fait ainsi acte de confiance dans l'avenir de prospérité dans l'honneur qui serait déjà notre présent si les manœuvres de Moscou et les tristes erreurs de nos chers amis américains ne se conjuguaient pour enlever à notre protection ces populations misérables qui, en dépit d'apparences trompeuses, exploitées par une certaine presse, nous restent fidèlement attachées.

Comment ne nous aimeraient-ils pas, ceux à qui nous apportons chaque jour les bienfaits sans cesse renouvelés de la civilisation ? A l'âge de l'électricité, ces malheureux seraient encore, sans nous, à l'âge de pierre.

Et nous oserions les replonger dans la nuit en les privant du flambeau de la civilisation occidentale ?

CHERS amis du IIe secteur, votre devoir est clair. Pour montrer à nos frères musulmans de quels sacrifices la France est capable lorsque leur sauvegarde est en jeu, n'hésitez pas : votez pour Alexis Thomas.

En déposant votre bulletin dans l'urne, ne commettez pas l'erreur de vous poser des questions oiseuses telles que : « Est-il de droite ou de gauche ? »

M. Thierry Maulnier a fait justice de ces dénominations qui tendent à semer la confusion à l'heure où l'union de tous est nécessaire pour prévenir à la fois le retour au pouvoir d'un homme, Charles de Gaulle, qui montra son aveuglement en luttant contre l'Allemagne à l'heure où il fallait lutter contre l'U.R.S.S., et le désordre qui atteindrait notre économie si la paix était prématurément rétablie en Algérie.

Ni à droite, ni à gauche, Alexis Thomas est en avant.

Etc., etc., etc...

(La Lettre aux Occidentaux *et* La Lettre aux Orientaux, *du même auteur, sont à la disposition de nos lecteurs qui voudraient les diffuser.*)

Les affaires françaises

ÉCONOMIE

Des chiffres indiscutables

● ***Une manifestation inquiétante : le défaitisme du gouvernement.***

LE gouvernement et ses partisans s'acharnent à démontrer que la guerre d'Algérie ne constitue nullement un fardeau intolérable [illegible]

Les chiffres sont là, indiscutables. Pour l'ensemble de l'année 1957, les disponibilités intérieures du pays ont augmenté de 6,5 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat remarquable s'analyse sur un progrès de 9 % de la production industrielle, de 14 % du commerce extérieur, de 11 % des investissements. Le nombre des chômeurs reconnus est tombé à un niveau incroyablement bas (à peine 13.000 en fin d'année, contre 38.000 deux ans auparavant à la même date). Certains secteurs comme l'automobile, les textiles enregistrent une augmentation de 14 % [illegible]

chiffres cités sont extraits du rapport présenté récemment au nom du Conseil économique par MM. Jacques Dumontier et André Malterre sur « la conjoncture économique du deuxième semestre 1957 ». Cet important document constate (c'est le titre de sa première partie) que « *le rythme d'expansion de l'activité économique ne s'est pas ralenti d'une façon générale au cours du deuxième semestre* 1957. » Le pessimisme de ses auteurs ne parvient pas à masquer ce fait essentiel : l'économie française a plus progressé en 1957 que l'année précédente.

tion, grâce à l'appel de 100.000 étrangers et à 40.000 Nord - Africains de plus qu'en temps normal — main-d'œuvre à bon marché qu'aucune tâche ne rebute. La présence sur ce sol de 400.000 soldats qui dépensent leurs paies dans le commerce local, fait de l'Algérie notre premier client.

Ceux qui objectent qu'en 1955 le progrès global de l'économie atteignait non pas 6,5, mais bien 8 %, que cette année-là les constructions privées et les exportations avaient progressé respectivement de 12 % et 8 % alors qu'elles devaient rétrograder en 1956 [illegible]

aussi, de renoncer à cette attitude humiliante et de passer à leur tour à l'atta-

être sensibles, sans qu'il soit possible de chiffrer le gain ainsi réalisé. »

représente 200.000 travailleurs de moins dans la métropole. Ce déficit n'entrave

pas encore — d'aide améri-

(*Suite page 2.*)

PAGE 2

(*Suite de la page 1.*)

caine pour l'exécution du plan Salan-Lacoste et la construction de la ligne Morice, comme ce fut le cas en 1953-54 pour l'exécution du « plan Navarre » et la mise en défense de Dien-Bien-Phu. Du moins, la guerre d'Algérie n'a-t-elle pas empêché l'Amérique de prêter ou de faire avancer à la France tout récemment 655 millions de dollars.

Cette guerre a déjà permis de mobiliser le tiers du stock d'or qui dormait, inemployé, dans les caves de la Banque de France. Elle a facilité le retour à la sincérité monétaire par une première dévaluation de fait de 20 %. Et si la très officielle loi de Finances 1958 ne prévoit qu'une augmentation de la production de 1 à 2 % cette année contre 9 à 10 % les années précédentes, cette tiédeur n'exprime que le manque de rigueur et de dynamisme de la politique économique et financière du gouvernement.

« *Notre maladie nationale, c'est la mauvaise conscience* », a écrit M. Jacques Soustelle dans un pamphlet récent (« Réponse à Raymond Aron » - Tribune Libre. Plon). Le défaitisme du gouvernement qui n'ose pas dire la vérité au pays, lui montrer tout le profit qu'il tire de la guerre d'Algérie, n'est pas la manifestation la moins inquiétante de cet état d'esprit. Etc., etc., etc.

ALGÉRIE

Le moral de l'armée

● ***Notre envoyé spécial revient d'un séjour en Algérie. Voici ce qu'il a vu :***

DES mon arrivée à Alger, je me suis naturellement rendu au cabinet de M. Robert Lacoste.

Je ne dirais rien de l'accueil qui m'y a été réservé, s'il ne traduisait une réalité politique : dans la joie qu'exprimaient mes hôtes à me revoir entrait pour une large part le plaisir compréhensible qu'ils trouvent à montrer aux visiteurs la réalité vivante de l'Algérie nouvelle à laquelle ils n'ont cessé de croire et de travailler, malgré le scepticisme de tous ceux qui ne croient jamais au progrès. (Je peux aujourd'hui faire mon *mea culpa* : il m'est arrivé, dans des articles antérieurs, de me laisser aller à ne rapporter que ce qu'il m'avait été donné de voir comme si l'on pouvait juger sur l'expérience de séjours en Algérie qui ne durent que

(*Suite page 3.*)

L'OPERATION COUSCOUS

C'est à Mme Robert Lacoste que le ministre résidant a confié le soin de mener à bien « l'opération Couscous ». Accompagnée de dames de sa suite, sobrement vêtues pour la circonstance, on voit ici Mme Lacoste distribuant de ses propres mains quelques bols de cette nourriture [illegible]

ainsi de renoncer à cette attitude humiliante et de passer à leur tour à l'attaque.

être sensibles, sans qu'il soit possible de chiffrer le gain ainsi réalisé. »
Cette formule et tous les

représente 200.000 travailleurs de moins dans la métropole. Ce déficit n'entrave pas sérieusement la produc-

pas encore — d'aide améri-

(Suite page 2.)

C'est à Mme Robert Lacoste que le ministre résidant a confié le soin de mener à bien « l'opération Couscous ». Accompagnée de dames de sa suite, sobrement vêtues pour la circonstance, on voit ici Mme Lacoste distribuant de ses propres mains quelques bols de cette nourriture particulièrement appréciée en Algérie, préfigurant ainsi cette Algérie fraternelle que M. Lacoste travaille inlassablement à édifier.

(*Suite de la page* 2.)

quelques semaines et ne se renouvellent guère qu'au rythme d'un par mois.)

« *Je vous ai préparé un petit plan de reportage qui va vous permettre rapidement de mesurer l'ampleur de nos succès.* »

Le jeune attaché de presse qui m'a reçu me présente un texte préparé avec soin, dont les têtes de chapitre indiquent assez qu'il n'a rien voulu laisser dans l'ombre : « Statistiques générales : armes saisies, fellagha abattus; textes des principales déclarations de M. le ministre de l'Algérie depuis un mois ; projets d'installations de nouvelles délégations municipales démocratiques ; informations confidentielles sur le noyautage du F.L.N. par les agents communistes et les représentants de grandes compagnies pétrolières américaines ; calendriers des dernières opérations lancées par le F.L.N. montrant la liaison entre les campagnes défaitistes parisiennes et les offensives de rebelles, etc. »

— *Bien entendu,* commente mon interlocuteur, *vous êtes libre de vous rendre où vous voulez. Mais ne serait-ce pas une perte de temps puisque nous sommes en mesure, dans ce bureau même, de vous donner toutes les informations que vous pouvez souhaiter ?*

Je m'aperçois très vite qu'il ne s'agit pas d'une vantardise.

Une mesure incompréhensible

Le lieutenant-colonel R..., du service psychologique de l'armée, se met à ma disposition pour me présenter un rapport complet sur le moral des troupes. Je lui laisse la parole :

— *Vous serez sans doute surpris,* me dit-il, *que ce soit moi qui vous dise que tout ne va pas pour le mieux actuellement dans l'armée. Je dirai même qu'un profond mécontentement règne parmi les cadres, des lieutenants aux lieutenants-colonels. Je crois qu'il faut en rechercher l'origine dans la décision gouvernementale de renoncer provisoirement au déplacement prévu de M. le président du Conseil en Algérie. Les officiers considèrent que cette mesure est incompréhensible. La raison officielle invoquée* (on sait que le communiqué lu par M. le ministre de l'Information à l'issue des dernières délibérations gouvernementales, disait : « Le Conseil des ministres s'est rendu aux raisons de M. le président qui exprimait la crainte qu'un voyage en Algérie dans les conditions actuelles ne puisse donner lieu de la part de l'armée à des manifestations d'enthousiasme risquant de prendre un caractère plébiscitaire. ») *n'a pas convaincu mes camarades. N'est-il pas normal que l'armée qui est au service de la nation puisse exprimer sa joie de trouver chez les dirigeants du pays l'aide, le soutien et la confiance qui lui ont si souvent été mesurés ?*

Loin des accusations...

— J'espère, du moins, que le moral des hommes de troupes est meilleur que celui des cadres ?

— *Hélas !* me répond le lieutenant - colonel R..., *loin de là ! Les hommes sont profondément déconcertés par les récentes mesures prises. La décision de ne pas augmenter la durée légale du service a, pour certains d'entre eux, des conséquences dramatiques : alors qu'ils avaient prévu de demeurer en Algérie 26 à 28 mois, certains sont réexpédiés vers la métropole parfois même avant d'avoir terminé leur 24e mois de service. On imagine facilement les problèmes de tous ordres que cela soulève pour eux. On c o m p r e n d aisément leurs sentiments : après tous les sacrifices qu'ils ont consentis, on leur refuse de demeurer sur place pour assister à la*

M. Félix Gaillard

« *Grand roi, cesse de vaincre ou je cesse d'écrire...* »

(Boileau.)

réussite complète de la pacification, au moment où le dernier quart d'heure vient e f f e c t i v e m e n t de sonner.

J'ai cité longuement le lieutenant-colonel R... pour que l'on comprenne bien, à Paris, que les services officiels d'Alger sont suffisamment réalistes pour ne pas masquer les graves problèmes qui se posent encore.

Nous voilà loin des accusations de « propagande » qu'on lance volontiers à la tête des services du ministère de l'Algérie.

Tout ce que j'ai pu voir des hublots de l'avion qui me ramenait vers Paris m'a confirmé les informations que j'ai ainsi pu recueillir à Alger. La pacification de l'Algérie n'est peut-être pas encore achevée. Mais comme me l'a dit confidentiellement le lieutenant-colonel R...

Etc., etc., etc.

ÉTRANGER

Lettre d'Amérique

● *La presse américaine quand on sait la lire...*

(*D'un correspondant à Washington.*)

« *La France remonte enfin la pente.* » Telle est l'opinion le plus souvent exprimée dans certains milieux de Washington depuis l'affaire de Sakiet. Sans doute la nouvelle du raid sur le village tunisien a-t-elle provoqué tout d'abord un effet de surprise et suscité une émotion passagère. Mais on s'étonne ici des interprétations données en France à certaines réactions des dirigeants américains.

« *C'est un fait,* m'a déclaré un porte-parole de la Maison-Blanche, *que le président Eisenhower est entré dans une vive colère en apprenant la nouvelle. Mais ce mouvement d'humeur ne saurait entamer son respect et son affection pour la France, où il a tant de souvenirs glorieux.* »

Quant au propos prêté à M. Foster Dulles :

« *Les dirigeants français sont décidément des imbéciles* »

(*Suite page 4.*)

(*Suite de la page* 3.)

on précise dans son entourage qu'il ne doit pas être interprété comme une critique de la politique française en Afrique du Nord.

Une opération légitime

On considère ici qu'en qualifiant le raid de Sakiet « *d'agression barbare et odieuse qui porte un coup sérieux au prestige de la France dans le monde* », le « New York Graphic » a seulement voulu souligner les conséquences regrettables — sur le plan sentimental — d'une opération légitime dont les Tunisiens, par leur attitude hostile, portent l'entière responsabilité.

Sans doute plusieurs journaux ont-ils parlé « *d'internationalisation inéluctable du conflit algérien* », mais cette formule désigne moins l'éventualité d'une intervention internationale dans l'affaire algérienne que la meilleure compréhension, dans les milieux étrangers, des difficultés que rencontre la France pour concéder aux Algériens une solution qui réponde à leurs vœux.

On déplore, au Département d'Etat, la violence des attaques lancées par le gouvernement français contre un homme que les Etats-Unis considèrent comme le meilleur allié de l'Occident dans le monde arabe : M. Bourguiba. Mais on se félicite de la fermeté dont fait preuve M. Gaillard en refusant — malgré les pressions d'une gauche « communisée » — de s'opposer à la volonté du haut commandement en Algérie, mieux à même de juger la situation locale.

Le souci principal des dirigeants américains semble être en tout cas de ne pas compromettre la stabilité sociale et politique française — et par conséquent la solidité du « bouclier européen » — en heurtant les susceptibilités compréhensibles d'un gouvernement qui, etc., etc., etc.

DÉBUTS

La Question

par Henri Alleg. Ed. de Minuit. 112 pages, 300 francs.

● *Notre collaborateur Jean Cau a lu le « best-seller » du mois (5.000 exemplaires vendus chaque jour). Voici sa critique :*

ROMAN, récit, nouvelle, il est difficile de définir le genre très singulier auquel appartient le livre qu'un jeune inconnu, Henri Alleg, vient de publier aux Editions de Minuit, sous le titre « La Question ». Une imagination hoffmannienne, une technique de récit *à la Kafka*... lorsque nous aurons déclaré cela, nous n'aurons à peu près rien dit qui rende compte de la valeur de ce surprenant petit ouvrage.

Ainsi qu'il est, hélas! de rigueur dans la littérature française contemporaine, le personnage central du livre est un intellectuel (en l'occurrence, un journaliste). Nous ne redirons jamais assez combien nous déplorons cet intellectualisme qui sévit dans notre littérature et la ronge et l'épuise. Le romancier devient à lui-même son propre personnage, la volonté de dire se substitue à la joie de créer, le souffle du récit balzacien devient halètement, la plénitude se transforme en angoisse.

Cette réserve faite, « La Question » mérite d'être lue. Le thème en est-il neuf ? Même pas. Le héros du livre est arrêté par des inconnus qu'il nomme mystérieusement les « Paras ». Ceux-ci le conduisent dans un immeuble et commencent à le torturer sauvagement. Pourquoi ? Pour rien. Ils veulent savoir où il a passé la nuit qui a précédé son arrestation et n'interrompent le supplice que pour lui poser inlassablement cette question absurde. Henri (la victime) se tait. A cette question apparamment sans importance, il préférerait mourir plutôt que de répondre. Sans explication le supplice s'arrête un jour, mais, de sa cellule, Henri entend les cris d'autres hommes qui l'appellent « frère », invités à répondre à d'autres « questions »...

C'est là tout. Déconcerté, on referme le livre. Il est possible que ce récit d'une extraordinaire brutalité — et en cela Alleg se sépare de son maître Kafka — tout entier sous-tendu par une volonté de mythification allégorique recèle de terribles significations. Celle-ci, par exemple : des hommes doutent de leur *humanité* et interrogent un Dieu qui ne répond pas...

Pour terminer, quelques remarques sur le style auquel l'auteur, par l'effet, dirait-on, de quelque hâte, a négligé d'apporter tous ses soins. On regrettera l'emploi d'*appréhender* au sens de *craindre, redouter* ou d'expressions familières telles que « *subir l'eau ou l'électricité* » pour « *subir le supplice de l'eau ou de l'électricité* ». Mais ce sont là bagatelles...

SONDAGE

Qui est M. Guy Mollet ?

LE gouvernement vient d'éditer une fort intéressante brochure destinée à faire comprendre à nos soldats le sens politique de la lutte qu'ils mènent en Algérie. En effet, de nombreux sondages statistiques avaient permis de constater l'ignorance ou le désintérêt de la majorité des recrues face aux problèmes politiques qui se posent soit dans la métropole, soit en Algérie. Voici deux exemples édifiants :

A la question : « Quand la France a-t-elle pacifié l'Algérie pour la première fois ? » Les réponses ont été les suivantes :

65 % : ne savent pas.
20 % : sous Napoléon.
14 % : il y a longtemps.
1 % : au XIXe siècle.

A la question : « Qui est Guy Mollet ? »

60 % : ne savent pas.
12 % : un chanteur.
9 % : un ancien vainqueur du Tour de France.
8 % : un champion de Quitte ou double.
10 % : un général.
1 % : un homme politique.

On comprend à la simple lecture de ces résultats que le gouvernement ait décidé d'entreprendre une action d'envergure afin de remédier à cet état de choses. En effet, « une armée est un corps sans tête », déclare dans la préface de la brochure le général S. « lorsqu'elle ne sait ni où, ni pourquoi, ni pour qui elle se bat ». Etc., etc., etc.

ÉGLISE

Une singulière « Mission »

QUELLE besogne exécute la « Mission de France » ? Et au profit de qui ? La « Mission de France » exprime avec éclat qu'elle entend poursuivre activement son travail au service de l'ennemi...

[*Ce texte, ces lignes suggérées par l'un de nos rédacteurs, nous ont paru outrepasser le but que nous nous étions fixé dans cette page : faire un « Express » accommodant. Nous avions tort. Elles sont extraites de l'article consacré, le 6 mars, à « La Lettre aux Communautés » par l'éditorialiste d'un quotidien parisien du matin.*]

« SI MON FILS EST MALADE,

UNE petite fille, Peggy, atteinte d'une affection cardiaque incurable, est morte il y a cinq ans et demi après un séjour dans un hôpital parisien. De ce séjour, la mère de Peggy, Mme Micheline Vernhes, épouse d'un industriel, brusquement confrontée avec un univers de douleur qu'elle n'avait sans doute jamais soupçonné, a gardé un souvenir atroce dont elle a fait un livre.

Comme les bons sentiments ne suffisent pas hélas ! à faire de la bonne littérature, le livre de Mme Vernhes n'est pas à la hauteur de sa peine.

Mais il touche à des fibres trop sensibles pour ne pas avoir, néanmoins, atteint une grande fraction du public.

Conduire un enfant malade à l'hôpital est, quel que soit l'hôpital, une épreuve atroce et ne cessera jamais de l'être. Chacun se sent menacé d'avoir à la subir.

L'auteur a voulu, dit-elle, en appeler à toutes les mères pour que celles-ci s'insurgent contre les conditions selon elle scandaleuses dans lesquelles vivent les enfants hospitalisés et « pour faire disparaître de ce pays la misère honteuse ». Le but est noble et relève des meilleures intentions.

Mais il est du devoir le plus élémentaire de ceux qui font métier d'informer le public de dire que le récit de Mme Vernhes n'est pas LA vérité d'aujourd'hui, mais UNE vérité, et vieille de plus de cinq ans, et qui plongera, on peut le craindre, plus de mères dans l'affolement qu'elle n'aidera d'enfants à guérir.

Il se trouve que l'un de nos collaborateurs les plus anciens vient de subir la pénible épreuve de conduire son enfant de cinq ans, gravement malade, à l'hôpital des Enfants Malades à Paris. Aujourd'hui, l'enfant, que ses parents appellent « Petit Pierre », est rentré chez lui. Voici le témoignage de son père.

MERCREDI SOIR. — Petit Pierre entre demain matin — *« à la première heure »* — à l'hôpital. Le professeur X... est venu.

J'ai envie de dire enfin. Depuis trois jours, Petit Pierre est dans un état effroyable. Son médecin ordinaire n'y voyait qu'une grippe *« un peu forte »* sans doute, mais sans plus, selon lui...

Après une radio *« normale »*, ce matin, il lui a ordonné tout de même un peu de terramycine pour l'aider et nous a assuré, catégorique, que le soir il n'en paraîtrait plus rien...

A 18 heures, Petit Pierre, malgré les antibiotiques, faisait toujours 40° et 2/10, haletait, suffoquait...

Nous avions raison d'être inquiets.

— *Broncho-pneumonie double vraisemblablement et atteinte pleurale, le tout d'origine grippale...*

Le diagnostic du professeur X... est formel, malgré la radio *« normale »* effectuée ce matin.

— *Ce battement des ailes du nez, l'aspect un peu gris et surtout cette matité de la base du poumon gauche avec silence respiratoire...*

Pour mettre fin à cet inquiétant et révélateur *« battement des ailes du nez »*, le médecin avait prescrit ce matin quelques... fumigations... et de l'aspirine pour *« cet aspect un peu gris »* dont le professeur X... devait m'avouer quelques jours plus tard qu'il en avait été effrayé au point d'avoir cru un moment avoir affaire à un enfant bleu...

« Vous gênez mais ça ne fait rien...»

Malgré l'ampleur du mal que le professeur ne nous cèle pas — *« tente à oxygène nécessaire dès demain matin... »* — je me sens presque réconforté. Je sais enfin ce dont souffre Petit Pierre et qu'il va, enfin, être soigné.

Clinique ou hôpital ? Le professeur X... nous laisse le choix.

— *Il ne sera pas mieux en clinique,* nous assure-t-il.

N... me regarde un peu affolée au seul mot d'hôpital, mais je n'hésite pas pour ma part.

Le professeur X... comprend et calme N... Nous pourrons aller voir Petit Pierre matin et soir... Nous serons constamment informés de son état exact et nous pourrons passer d'aussi longues heures près de lui, que nous ou qu'il le voudra, sans que rien s'y oppose, que les inévitables servitudes de tout service hospitalier.

JEUDI. — Nous avons encore, malgré la visite — « apaisante » — du professeur X..., passé une nuit blanche, les regards de N... sans cesse tournés vers la fenêtre pour guetter les premières lueurs du jour — les miens collés aux aiguilles de ma montre. Enfin 8 heures — il faut partir.

A l'hôpital, nous nous sommes rendus, conformément aux instructions, directement vers le service du professeur X...

Aussitôt lu le petit mot qu'il nous avait remis, l'infirmière-major a installé Petit Pierre dans une chambre.

Dès notre entrée, nous nous sommes regardés, N... et moi, du même regard, surpris, heureux presque ; ce n'est pas une salle commune, mais une succession de petits boxes confortables et tout vitrés. C'est clair, peint, propre.

N... a apporté un pyjama que l'on met à Petit Pierre. Et pendant qu'elle aide l'infirmière à installer notre petit, je vais, en compagnie d'une garde, au bureau des entrées remplir les formalités administratives.

Je reviens vite. Le professeur est déjà là. Nous attendons dans le couloir.

Nous le sentons bien, ce n'est pas notre place, mais nous sommes si inquiets !

Pierre a peur de tous ces hommes autour de lui. Il nous fait signe... Nous le rassurons de loin, de notre mieux. L'infirmière-major vient et nous dit :

— *Vous gênez... mais ça ne fait rien, vous pouvez rester là, comme ça il n'aura pas peur.*

Son examen terminé, le professeur X... nous a rejoints et nous parle.

On va faire immédiatement une radio à Petit Pierre, le mettre sous pénicilline — par perfusion. Avec ce traitement de choc, la fièvre, normalement, tombera assez vite, et cela ira nettement mieux dans quelques jours.

JEUDI SOIR. — C'est notre première nuit sans Pierre à nos côtés. Pour ne pas être trop encombrants, N... est restée seule, après l'heure de la visite, avec Petit Pierre. Je suis rentré m'occuper de Dominique un peu. N... m'appelle d'ailleurs toutes les heures : il y a un téléphone au rez-de-chaussée.

VENDREDI. — Je suis à 9 heures à l'hôpital. Pierre a passé une « bonne » nuit. La première depuis cinq jours. Et pour la première fois sa température semble baisser un peu.

Ses premiers mots :

— *Je t'attendais, tu as été long...,* me dit-il de sa pauvre voix.

Durant les longues heures que nous passons près de lui, N... et moi, nous avons les yeux fixés à ce petit tube de verre et de matière plastique par lequel s'infuse goutte à goutte la vie...

Et si cela s'arrêtait, tout d'un coup, sans que personne s'en aperçoive ?...

Le soir, la fièvre est à nouveau remontée. Mais c'est normal... Est-ce normal, vraiment ? Nous aimerions tant rester là, nuit et jour, accrochés à lui, à son moindre regard, à son plus simple désir.

Lui donne-t-on à boire quand il a soif ? Lui donne-t-on son livre d'images quand il le veut ? L'aide-t-on à se retourner quand il est las d'être sur le dos ?

Sans lui faire de mal, sa perfusion le fatigue, il a le bras cloué au lit.

— *J'ai soif.*

Une petite voix toute faible — que l'on devine beaucoup plus que l'on ne l'entend. Qui peut l'entendre, et comment, quand nous ne sommes pas là ? Solitude de l'hôpital... Encore beaucoup plus affreuse, angoissante, pour nous que pour lui, sans doute.

Les infirmières, c'est vrai, répondent au moindre appel. Mais encore faut-il qu'elles entendent qu'on les appelle ! Elles sont trois, quatre, cinq. C'est bien juste. Il en faudrait une par malade.

Je suis injuste, et difficile. Mais l'espoir et l'impatience de voir Petit Pierre guéri nous rendent exigeants. Comment ne pas l'être ?

DIMANCHE. — Comme chaque matin, nous sommes fébriles. Je me prépare vite pour aller vers Petit Pierre. Comment aura-t-il passé la nuit ? L'aura-t-il passée... Les images qui m'assaillent sont affreuses.

Toute la nuit dernière, le chien d'un voisin a hurlé... Et, c'est idiot, l'épouvante m'a envahi. J'ai du mal, en descendant de l'autobus, à ne pas courir, vite... vite.

J'essaie, dès mon entrée dans le couloir, de voir le box de Petit Pierre. Je ne peux le voir, lui, dans son lit, et mes yeux cherchent du plus loin que je le peux la bouteille de plasma et le tube de plastique...

Ah ! il est là...

Un petit sourire se dessine sur ses lèvres.

— *Tu as été long, papa...*

Je lui montre ma montre, et combien il est tôt...

Le médecin de service est déjà passé.

La bouteille de sa perfusion est presque vide. Je le signale à une infirmière — que je vois pour la première fois.

— *Mais oui, monsieur, nous nous en occupons,* me répond-elle sèchement.

C'est la première fois que l'on me parle sur ce ton. Je suis un peu étonné... L'infirmière vient quand même, au bout de quelques instants, changer la perfusion de Petit Pierre.

Il y a, face à la chambre de Pierre, un bébé de deux ans peut-être que personne ne vient jamais voir. Les infirmières comblent largement cette absence de visites.

C'est décidément la journée des incidents. Quand nous arrivons, vers 1 h. 30, N... et moi, Pierre somnole. Il n'a pas l'air très bien. Comme je n'ai pas vu le docteur le matin, nous nous inquiétons.

— *Ce battement des ailes du nez... Cet aspect un peu gris...* C'est ça, il est comme ça. Et personne ne semble s'en être aperçu.

J'appelle une infirmière, celle-là même qui m'a répondu sèchement ce matin, et je lui signale que l'état de Petit Pierre paraît très grave, et qu'il me semble qu'elle devrait demander au médecin de garde de venir le voir.

— *Ce matin,* me répond-elle, *le médecin l'a vu et...*

— *Il ne s'agit pas de ce matin. Cet enfant est mal et...*

Quelque chose, dans ma voix (ou dans mon ton), l'a sans doute ébranlée.

— *Nous allons téléphoner.*

A Meudon... (près de dix kilomètres). Un quart d'heure passe. Personne ne semble avoir répondu. C'est dimanche...

— *Qu'est-ce qu'il a de plus que les autres, son gosse ?* lance tout à coup une infirmière, fort, à la cantonade.

Rien. Petit Pierre n'a rien de plus que les autres, sinon qu'il est le mien.

Nous devions apprendre quelques jours plus tard que cette même femme était celle qui chérissait, s'occupait le mieux de l'enfant que personne ne venait voir... Mystères d'un cœur d'infirmière.

Que faisons-nous ici ? Que faisons-nous ici dans cette chambre, au bord de ce lit ?

— *Mon papa, s'il était là, il monterait à cheval sur le lion...*

Cette petite phrase de Dominique enfant, effrayée, devant une cage de fauves qu'elle voyait pour la première fois, me revient.

Que pouvons-nous ? Qu'avons-nous à offrir aujourd'hui à Petit Pierre, sinon d'être le témoin de la misère des seuls êtres en qui, cependant, il a foi ?

J'ai rappelé la garde qui, pour me calmer sans doute, car je me sens devenir véhément, m'annonce qu'on est allé chercher l'interne de service.

Une demi-heure passe encore, interminable, sans que personne apparaisse.

Enfin, l'interne de garde arrive, une jeune femme qui me reproche mon impatience et ignore tout de Petit Pierre et de son état. Je l'en informe et lui signale que mon inquiétude tient surtout au fait que, malgré le traitement de choc, Petit Pierre semble, tout à coup, dans le même état que le soir où le professeur X... nous a ordonné son hospitalisation *urgente.*

J'ajoute que je ne doute pas qu'elle fasse convenablement son métier — si j'en doutais, je n'aurais pas confié Petit Pierre à l'hôpital. Mais peut-on me reprocher de faire le mien, de métier, mon métier de père ?

Prise de tension. Point n'était besoin, pour nous, de prendre sa température, elle était certainement très élevée.

Elle l'était.

Quelques paroles lénifiantes, plus faites pour nous inquiéter que pour nous rassurer.

Quelques heures plus tard, cette interne revienda d'elle-même :

— *J'ai réussi,* nous dit-elle, *à avoir une communication téléphonique avec l'interne du service. Le mal est d'origine grippale. Vous savez, il n'y a pas de miracles...*

Et puis une petite phrase gentille :

— *Cela dit, vous devriez aller vous reposer...*

Rien ne pourra jamais dire notre attente du lendemain.

« Tu as été long, tu as été long...»

LUNDI. — Le professeur X... a l'air inquiet.

MARDI. — Etat stationnaire...

N... va seule désormais voir Petit Pierre le matin. J'ai rejoint mon bureau.

Ma vie commence chaque matin avec le timbre — la brûlure — aigrelet d'un téléphone.

Elle va en dépendre interminablement.

MERCREDI. — Le nouveau traitement semble agir efficacement. La température baisse de nouveau. Pierre est un peu mieux... il mange.

Mais il nous accueille toujours par les mêmes mots :

— *Tu as été long... Tu as été long...*

Que disent les autres enfants voisins de Petit Pierre, et comment peuvent vivre leurs parents que la voix « terrible » de l'infirmière : *« Allons, c'est l'heure ! »* chasse à la fin de chaque visite, à 2 h. 30, tous les jours ?

Comment peuvent-ils vivre ? Nous sommes des privilégiés, nous le sentons bien et nous nous en félicitons. Mais nous ne pouvons pas ne pas penser un bref instant — oh ! bien bref — aux

IL IRA A L'HOPITAL »

autres. L'état d'un petit voisin de droite de Petit Pierre est grave aussi. Sa maman vient chaque jour d'un petit village de Seine-et-Oise... De 13 h. 30 à 14 h. 30, elle est là, plantée au chevet de son bébé, sans un mot, sans pouvoir échanger la moindre phrase, debout, perdue, impuissante comme nous, si douloureuse... la même douleur que nous : la douleur n'est pas un privilège... A 14 h. 30 : « *C'est l'heure !* » Et elle part. Tant de détresse dans son regard. Son regard qui nous cherche, comme pour nous confier son petit, à nous qui restons...

Elle resterait plus longtemps aussi, si elle le pouvait, si on l'y autorisait...

Faut-il donc une autorisation pour voir son enfant souffrir ?

Jeudi. — Pierre a vomi son déjeuner. Mais l'histoire est moins (ou plus) inquiétante qu'elle ne nous paraît.

— *Je n'avais pas faim,* nous a-t-il raconté. *La dame m'a dit que si je ne mangeais pas, je ne partirais plus d'ici. Alors j'ai mangé.*

L'infirmière-major, à qui nous nous sommes sentis tenus de raconter l'incident, a violemment sermonné la coupable — plus bête que coupable, sans doute. Un sermon qui ne servira malheureusement pas à grand-chose car, quelques jours plus tard, nous devions trouver Pierre en larmes :

— *La dame m'a dit que c'était de la faute de maman si j'étais malade... Dis, c'est vrai ?*

Que faire ? Se plaindre encore ?

Je ne peux pas croire, quant à moi, que ces

Samedi. — L'incident de la perfusion s'est reproduit. Les veines de Petit Pierre se sclérosent. Cette fois, c'est son infirmière qui s'en est aperçue. Il n'a pas le bras enflé, mais on a dû lui mettre sa perfusion à la jambe. Il est tout heureux de pouvoir bouger enfin les bras, et de remonter lui-même son petit chat mécanique.

Le lendemain, dimanche, nouvelle joie. On lui a retiré définitivement sa perfusion. Pierre nous accueille avec un large sourire, et tend ses deux bras décharnés :

— *Regarde, je peux me retourner...*

Il se roule dans son lit comme un petit poulain ivre. Son visage et le nôtre éclatent de bonheur.

L'infirmière-major est venue lui demander ce qu'il voulait pour déjeuner. Et on lui a servi ce qu'il a demandé. Du poulet, des frites... On lui aurait servi aussi bien des crêpes, s'il les avait demandées.

Nous avons passé une merveilleuse journée.

Lundi. — Petit Pierre rentrera jeudi ou vendredi à la maison. Bien qu'il le sache — le docteur le lui a dit — il reste impatient. Je lui explique qu'il n'a plus à dormir, comme il dit, que quatre fois et que nous retournerons à la maison.

— *Je sais,* me dit-il, *j'ai déjà compté, mais c'est long...*

Et quand nous ne sommes pas là ?

— *Je vous attends... et, la nuit, je regarde la lune...*

On doit lui faire une nouvelle radio ce matin. La n°. Un examen sanguin aussi. Et nous l'emmènerons le vendredi.

Il pleut à torrents — mais Dieu, qu'il fait beau !

Les quelques infirmières de ce service-là, aussi en nombre nettement insuffisant, quatre je crois, passent sans cesse dans le couloir. Elles donnent leurs soins d'une chambre à l'autre — gentilles, secourables, sans aucun doute. Mais elles ont tant à faire !...

Le médecin — nouveau — nous a rassurés. Cette rougeole est ennuyeuse sans doute, car elle s'attaque à un organisme déjà très affaibli. Mais Petit Pierre est toujours — étant donné les doses massives qu'il a reçues — sous antibiotiques, et il n'y a pas lieu de craindre les habituelles complications pulmonaires consécutives à la rougeole.

N... a obtenu de pouvoir venir, au moins, coller son visage aux vitres, même en dehors des heures normales de visite.

Et aux excuses qu'elle lui présente, le médecin répond d'une phrase à la fois terrible et apaisante :

— *Je préfère être dérangé par des parents exigeants et qui s'inquiètent, que de ne jamais les voir, comme cela arrive, hélas ! trop souvent.*

Jeudi. — La rougeole évolue lentement. Est-ce une illusion ? Petit Pierre semble déjà moins rouge.

Vendredi. — Une infirmière a laissé Pierre, seul, sur son pot. Il bascule et tend, affolé, ses bras vers sa mère, collée aux carreaux.

— *Je ne sais pas comment je n'ai pas fracassé la porte, les vitres... Je me suis sentie tout d'un coup « mégère »,* m'a raconté N...

Dimanche. — Il y a foule dans l'affreux couloir. C'est dimanche.

Au milieu de l'indifférence — est-ce vraiment de l' « indifférence » ? — générale, avec ou sans larmes apparentes, nous sommes tous dans le même état, debout, figés, meurtris, perdus, effarante galerie de portraits qui s'écrasent à cet épouvantable mur de vitres. L'enfer.

Une femme, près de nous, se cache. Sa petite fille la réclame sans arrêt depuis des jours.

On a demandé à cette femme de venir et de rester près de son enfant. Mais la petite fille ne supporte pas mieux sa présence et ses cris redoublent et deviennent terribles dès que sa maman l'approche... La pauvre femme est réduite à venir voir son enfant en se cachant.

Lundi. — Nous avons aujourd'hui, N... et moi, oublié un moment notre misère pour celle de cette jeune femme qui vient depuis des jours, comme nous, et qui passe chaque fois son heure de visite, sans un mot, le visage ruisselant de larmes, collé à la vitre pour essayer d'entendre son bébé — trois mois — tousser... L'enfant qu'elle ne peut voir (il est dissimulé par une tente à oxygène) a une coqueluche qui pardonne difficilement à cet âge...

Mais nous sommes vite redevenus imperméables à tout ce qui n'est pas Petit Pierre. Cette coqueluche... Si Petit Pierre l'attrapait ?

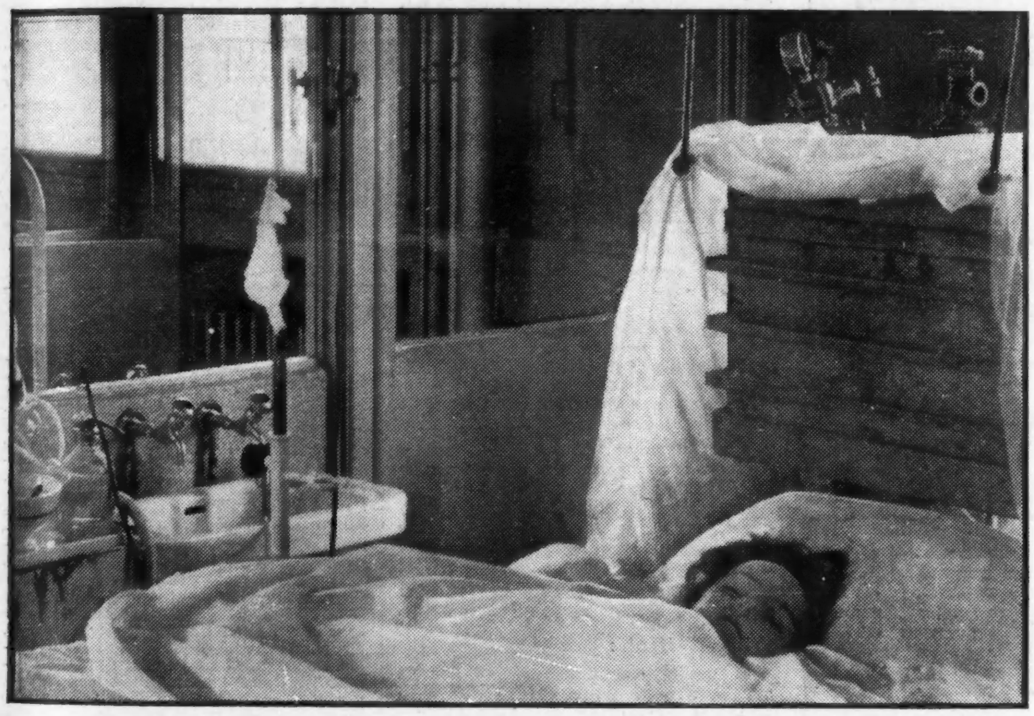
Mardi. — Petit Pierre va de mieux en mieux. Il ne reste pratiquement plus rien de sa rougeole.

Son box nous est toujours interdit. (« *Il faut penser aux autres que l'on ne peut pas autoriser à entrer...* »)

La peur et l'espoir.

Mais j'ai si peur de m'abandonner à croire...

L'interne reçoit aujourd'hui, à 13 heures, tous les parents, pour les informer de l'état de leur enfant. Et il y a dans l'entrée une petite foule silencieuse qui se ramasse, s'agglutine instinctivement, se presse comme pour s'aider à croire, elle aussi, à attendre et espérer.



(Magnum.)

...Goutte à goutte la vie...

maladresses soient volontaires. Mais qu'elles soient involontaires est plus grave encore.

L'infirmière-major n'a pas hésité, je le sais, à demander le déplacement d'une infirmière très bien notée et très compétente, mais qui se montrait incapable d'une caresse, d'un mot aimable pour un petit.

Petit Pierre nous parle lui-même souvent de « son » infirmière qui est si gentille :

— *Tu sais, celle qui a les cheveux rouges... et puis celle qui a des lunettes, elle m'a donné des bonbons. Je lui ai dit que j'en avais dans mon tiroir, mais elle m'a dit qu'elle voulait que je goûte les siens. Ils étaient bons...*

Vendredi. — Je suis arrivé à l'heure du repas. J'ai donné moi-même à manger à Petit Pierre.

Il y a déjà quinze jours que Pierre est à l'hôpital. Son état s'améliore nettement. Nous respirons un peu mieux. Il commence même à être question de retour à la maison... Nous n'osons pas y croire.

Lorsque je suis rentré, ce soir, j'ai cependant trouvé N... inquiète et ennuyée.

— *Pendant que je lui lisais une histoire, Petit Pierre,* me raconte-t-elle, *ne cessait de se gratter le haut du bras. J'ai cru que c'était une puce. J'ai regardé. Il avait un bras énorme, double de l'autre. J'ai appelé l'infirmière — la gentille, heureusement. L'aiguille de la perfusion avait traversé la veine et le liquide s'écoulait dans le bras. On lui a remis sa perfusion au bras gauche et il a fallu lui envelopper l'autre dans du coton chaud pour que le liquide s'écoule... Que serait-il arrivé si je n'avais pas été là ?*

Mardi matin. — Il est 10 heures. N... vient de me téléphoner. Elle n'a pas pu voir Petit Pierre : il a la rougeole !... On l'a descendu à l'étage au-dessous. Aux contagieux.

— *Impossible de l'approcher. Il me tendait les bras en m'appelant, en hurlant...*

J'ai essayé de faire comprendre à l'infirmière qu'il fallait peut-être le calmer et que le meilleur moyen était sans doute qu'on me laissât lui parler. En vain.

Est-ce par malin plaisir ou par imbécillité encore, qu'une infirmière a déclaré à N..., qui s'étonnait qu'il ait pu attraper la rougeole — dans un hôpital — que nous en étions sans doute responsables ?

Petit Pierre est hospitalisé depuis trois semaines. L'incubation dure douze jours.

Nous sommes désespérés.

Mardi après-midi. — La salle des contagieux est semblable à celle du premier étage. Elle est aussi faite de petits boxes. Peinte, claire, propre. Je n'ai cependant jamais rien vu de plus atroce, de plus odieux.

Finis les privilèges, l'extraordinaire privilège d'être près de son enfant qui souffre, qui geint, qui a soif, qui n'a jamais eu autant besoin de nous avoir près de lui.

Le professeur X... est absent pour plusieurs jours !... L'infirmière-major, que nous aimons tant, aussi.

Et s'il a besoin de quelque chose, qui l'entendra ?

Telle une statue, l'angoisse a repris sa place à nos côtés.

Mercredi. — Nous savons déjà parler par gestes.

Vendredi. — Quelle joie ! Nous avons pu embrasser Petit Pierre pour la première fois depuis si longtemps. La porte de son box était entrouverte quand nous sommes arrivés et nous n'avons pas pu, N... et moi, résister : nous nous sommes glissés, l'un après l'autre, vite, comme des voleurs.

Ah ! c'était bon... Nous nous sommes rejoints, N... et moi, dans cette caresse furtive : la douleur rend solitaire... Elle ne souffre pas d'être partagée. Et l'angoisse qui nous liait ne nous sépare plus. Nous ne sommes plus, dès cet instant, plantés, seuls, côte à côte.

Jeudi. — N... rayonne. Il pleut. Près de la porte cochère, que je vois, me semble-t-il, pour la première fois, la petite guérite du marchand de chance, de loterie, se dresse.

N... piaffe. Je ne suis plus impatient, quant à moi. Au-delà — déjà ! — des jours déchirants que nous venons de vivre, bien au-delà de ma joie et de nos angoisses, il y a, diffus en moi, comme un soudain besoin, ultime, de sécurité :

— *N'est-il pas trop tôt pour l'emmener ?*

N... est furieuse de m'entendre :

— *Je ne te comprends pas...*

C'est vrai que je préférerais peut-être qu'il reste encore un jour ou deux de plus ici. Non point tant que je n'ose croire encore que tout cela soit fini, que nous pouvons enfin le reprendre, mais...

J'ai pris N... par la main et nous allons.

— *Imagine,* lui dis-je tout d'un coup, *imagine que Petit Pierre ou... Dominique, soit de nouveau malade; que ferais-tu ?... je veux dire, où le mettrais-tu ?...*

— ...

— *Moi, ici. Sans hésiter. A l'hôpital !*

Alors... raconte.

LA PUBLICITÉ DU « LADIES' HOME JOURNAL »
Hourrah !

PUBLICITÉ

La petite différence

LE magazine américain « Ladies' home Journal » peut se féliciter d'être avec ses 5.300.000 exemplaires le plus important magazine féminin du monde (il précède aux Etats-Unis les journaux féminins « Good Housekeeping » — 4.800.000 exemplaires — et « Mc Calls » — 3.800.000 exemplaires). La plupart des illustrés destinés indifféremment aux hommes et aux femmes lui envient ce tirage dû à une juste connaissance de cette « petite différence » qui distingue l'homme de la femme.

L'analyse de cette « différence » a été faite d'une manière tellement scientifique que ce magazine s'en sert pour assurer sa publicité : il vient de lancer une campagne où sont montrées en dessins (*voir ci-dessus*) les réactions d'un homme et d'une femme devant un certain nombre d'événements. C'est juste une question de nuances.

Et le « Ladies' home Journal » peut dire, comme Churchill à la Chambre des Communes, « *Hurrah! pour la petite différence* » grâce à laquelle, dans le monde entier, seul le tirage des journaux féminins augmente et résiste à la baisse générale qu'entraîne, pour les journaux qu'on feuillette, la concurrence de la télévision.

EN JUSTICE

« UNE HISTOIRE D'ARABE »

par J.-M. THEOLLEYRE

LE rôle annonçait : « Ahmed Mazari, assassinat et tentative d'assassinat ». **Le premier réflexe avait été de dire :** « Encore une histoire d'Arabe » **avec l'intonation appropriée.**

De fait, c'était bien une histoire d'Arabe puisque c'était l'histoire d'un Arabe, de ses mœurs, de ses coutumes, de sa famille. Elle s'était brutalement terminée par deux coups de revolver lâchés par Mazari sur son gendre et sa fille, tuant l'un, blessant l'autre.

Il fallait juger. Ce n'était pas facile, même pour ce jury de la Seine qui peut passer pour l'un des plus avides de comprendre.

Curieux personnage, ce Mazari. Cinquante-deux ans, une bonne tête de père de famille. Il vivait en France depuis trente ans et l'on pouvait se dire qu'il en connaissait les lois et les usages.

Il les connaissait si bien que lorsque sa fille Taous fut en âge d'aller à l'école, il la mit en pension chez les bonnes sœurs.

Dans le même esprit, il accepta le baptême de l'enfant, mieux encore, il se fit lui-même baptiser pour épouser la marraine choisie par les religieuses, et se maria à l'église.

En fait, il demeurait musulman, fort de ses convictions ancestrales et par-dessus tout de son autorité sur cette femme, sur cette fille, considérée comme un devoir.

La petite grandit. Lorsqu'il la retrouva à 15 ans, il ne songea pas qu'elle avait pu acquérir par l'enseignement des sœurs des idées différentes des siennes.

Il avait accepté après trois autres unions de la donner à Bachir Zaahout, bon ouvrier, économe et sage. Bachir et Taous s'entendaient bien. Ils se sentaient « parisiens » avec ce que cela comporte en nos années 50. C'est-à-dire que, pour augmenter les revenus, Taous se fit ouvrière spécialisée.

Déjà, Ahmed Mazari grogna : « J'ai élevé ma fille. Je ne l'ai pas donnée pour qu'elle travaille en usine ».

Ainsi naquit l'idée qu'elle pouvait ne plus être comme il la voulait : « bien digne, bien propre ».

Tu n'es plus ma fille

Elle l'était pourtant. Il ne put le croire le jour où des cousins vinrent lui apprendre que Bachir était resté huit jours à l'hôpital sans que Taous lui en ai rien dit. Ce fut la raison de sa colère et de son crime, aiguisée par quelques verres de trop.

La scène a été racontée à la barre par Taous, Taous avec ses cheveux teints, ses sourcils faits et son petit imperméable coquet.

— Il m'a dit : « Je ne veux plus t'embrasser, tu n'es plus ma fille ».

Mais elle ajoute : « Je connais les mœurs de chez nous. Je sais combien a d'importance l'opinion des gens. Pour mon père, dans son imagination, c'était une honte que je sois restée seule à la maison ».

Elle a crié sans comédie : « Je n'ai plus personne au monde, que lui. Soyez indulgents ! »

Le réquisitoire ne le fut pas.

Une plaidoirie modèle essaya de le compenser, s'appliquant à faire comprendre, « quoi qu'on pense, qu'il y a des différences profondes de race, de mœurs, de religion qui font que nous n'avons pas pénétré vraiment chez eux comme ils n'ont jamais pu pénétrer parfaitement chez nous ».

Moyennant quoi, Ahmed Mazari a été condamné à 12 ans de travaux forcés pour, selon la phrase du psychiatre, « avoir seulement fait preuve d'une mentalité un peu différente de la nôtre ».

ÉDUCATION

En 76 mots...

« MILLE *ans d'histoire sont escamotés dans* Belles images de France. *Les auteurs du volume, MM. Gerou et Rossignol, n'admettent la naissance de la France qu'avec la révolution de 1789.* »

Nous avons rapporté, dans un précédent numéro, ce propos de Mme Alexandre Debray, conseiller municipal, qui a interpellé le préfet de la Seine au sujet de la façon dont on enseignait l'histoire à l'école.

Les auteurs de ce manuel réservé aux cours élémentaires se sont émus.

Ils précisent :

● Qu'ils ont consacré 46 leçons sur 72 à la période qui va des Gaulois à la Révolution, selon les exigences du programme.

● Qu'avant eux Lavisse avait écrit : « Louis XIV ne ménagea pas la dépense de vies humaines » pour construire Versailles.

Nous précisions, nous, que l'impartialité, en matière d'histoire, n'existe pas et qu'il est vain de reprocher à MM. Gerou et Rossignol une optique qui n'est pas plus partiale que celle de Michelet ou de Jacques Bainville.

Chacune de leurs 72 leçons se présente sous la forme d'un texte d'une quinzaine de lignes, suivi d'un « résumé » placé sous une image en couleur.

Voici par exemple le résumé des deux leçons consacrées au général et à l'empereur réunis sous le nom de Napoléon Bonaparte :

RÉSUMÉ DE LA LEÇON 56 :

« Napoléon Bonaparte est devenu empereur. Il veut être obéi. Il a une cour comme Louis XIV. Il donne la Légion d'honneur à ceux qui lui obéissent et met en prison ses ennemis. »

RÉSUMÉ DE LA LEÇON 57 :

« Napoléon a attaqué la Russie ; il a pris Moscou, mais les Russes ont brûlé la ville pour forcer Napoléon à s'en aller. Napoléon a perdu son armée dans les neiges de Russie. Il a encore été battu à Waterloo et il est mort prisonnier. »

Qu'écririez-vous si vous deviez résumer en 76 mots la vie et la carrière de Bonaparte et de Napoléon ? De cette controverse, on peut essentiellement conclure que Mme Alexandre Debray n'écrirait sûrement pas la même chose que MM. Gerou et Rossignol.

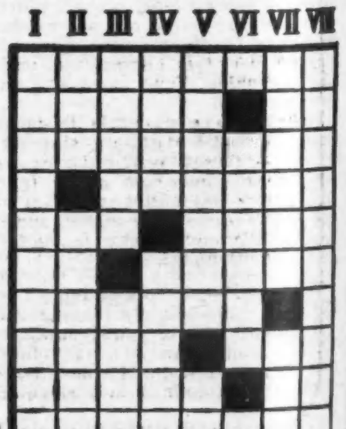
D'autre part, l'éditeur, M. Rossignol, ayant obtenu le bénéfice d'un règlement judiciaire et l'autorisation de poursuivre son exploitation, le livre n'est pas « introuvable ». Il peut être fourni à qui en fait la demande par lettre. M. Rossignol en a 40.000.

Mots croisés N° 126

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	P	A	S	S	A	N	T	E
2	E	M	E	U	S	■	E	B
3	R	A	C	L	E	T	T	E
4	P	R	■	T	R	A	I	N
5	E	R	R	A	■	R	E	E
6	T	E	I	N	T	E	R	■
7	U	■	C	A	R	N	E	T
8	I	M	I	T	A	T	■	O
9	T	O	N	■	C	I	E	L
10	E	L	E	G	A	N	T	E

Solution du N° 125

HORIZONTALEMENT. — 1. Blanchit, d'abord, et plus tard se noircit. — 2. Plus lourd que celui qui la porte. S'en va parfois de la poitrine. — 3. Vit parfois aux dépens de l'Etat, sans travailler pour lui. — 4. Ne recourt pas aux services d'un entrepreneur du bâtiment. — 5. Ne se chante plus. En partie indépendante, en partie britannique. — 6. Dans Bordeaux, mais ni dans Dax, ni dans Biarritz, ni dans Arcachon. Certains disent plutôt une brique. — 7. Sans énergie, mais non sans force. — 8. Capitale d'un pays qui faisait faire des rêves d'or. Abréviation de libraire qui s'oppose à « br ». — 9. Sa pureté est souvent plus officielle que réelle. La mine le marque. — 10. Petit transfert annuel.



VERTICALEMENT. — I. Assure l'écoulement d'une eau douce. — II. Sa main faillit avant sa dent. Ne répondit pas par l'affirmative. — III. Prend la tournée pour lui. Dans son arbre, se trouve un prophète. — IV. Emit un avis discret. Son élément principal se bombarde utilement. — V. Ajoutent un arôme. Peut indiquer la matière. — VI. Son coup peut faire tituber. — VII. Chapeau, vareuse au vent. Finit dans les tempêtes. — VIII. Ne s'applique pas à l'objet des regrets de Villon.

L'EMBARRAS DU CHOIX

JEANNE MOREAU ET PHILIPPE NICAUD
Adultère et revolver (Voir page 22)

● *Les nouveaux spectacles.*

THEATRE

PLAINTE CONTRE INCONNU (*voir la critique de* Robert Kanters).

CHARME SLAVE (*voir la critique de* Robert Kanters).

LE BOSSU (*voir la critique de* Robert Kanters).

LA JAMBE DU CŒUR (*voir la critique de* Robert Kanters).

LA BRUNE QUE VOILA, de Robert Lamoureux : un homme a quatre maîtresses ; un mari vient le menacer de deux balles de revolver s'il ne rompt pas. Il romprait bien volontiers avec au moins trois d'entre elles : mais avec laquelle, puisque rien ne lui permet d'identifier et d'attribuer le mari ?

Des rebondissements prévisibles, mais amusants, une intrigue prestement filée. Quatre maris trompés et trois femmes : le chiffre sept portera bonheur à cette aimable comédie sans gros mots, sans vulgarité appuyée.

Robert Lamoureux a le sens du dialogue et plus encore le sens du trait. Il a écrit une bonne pièce de comédien et la joue, comme souvent les comédiens auteurs, d'une manière brillante, à peine un peu avantageuse. Auprès de lui Odette Laure et Jean Bellanger, Pierre Destailles et Madeleine Barbulée et les brunes Michèle Mercier, Françoise Brion et Danielle Godet. (*Au théâtre des Variétés.*)

CINEMA

LE DOS AU MUR (*voir la critique de* Denis Vincent).

PEYTON PLACE. Puritanisme et commérages sont les deux ressorts fondamentaux de ce petit village américain, à ce point semblable aux autres, que le film qui pendant 2 heures 3/4 raconte ses pâles aventures a obtenu la deuxième place des records de succès aux U.S.A. (2 milliards de recettes en deux mois).

Que tant de spectateurs (10 millions) se soient complaisamment mirés dans ce reflet fade mais typique de leur vie reste l'élément le plus intéressant de cette production feuilletonesque, où les fêtes collectives (déjà décrites dans « Pic-Nic » mais d'une façon autrement virulente) alternent avec les enfants incompris (ceux de « La Fureur de vivre », mais édulcorés).

Mark Robson a voulu tourner sur le vif, mais son réalisme est enveloppé dans une matière plastique bien propre qui empêche les microbes d'attaquer les conventions. Naturel aussi préfabriqué, que celui de Lana Turner, insolite dans un rôle de mère au cœur de vierge. (*Ermitage, Les Images, Max-Linder, Les Vedettes.*)

LA CAGE AUX HOMMES : Encore une histoire de sosies : Jack Palance, Frankenstein de charme, a un méchant petit frère qui lui ressemble comme une goutte de vitriol à une goutte d'acide sulfurique, et qui purge une peine de dix ans. Aidé de l'aguichante épouse de son cadet, il décide de le faire évader. La morale, bien sûr, sera sauve à la fin du film et le gentil pourra en toute quiétude convoler en justes noces avec sa belle-sœur platinée lorsque le méchant aura réintégré son chalet dans les geôles fédérales. Entre temps, les prisonniers escaladent les hauts murs de la prison comme s'il s'agissait des talus de leur enfance.

On peut retenir de ce film toute la partie documentaire sur les prisons américaines où l'on voit de nonchalants « convicts » en blue-jeans et casquette de base-ball se sustenter dans un self-service ultra-moderne. Mais deux Jack Palance pour un seul film est une épreuve pénible à supporter pour un spectateur moyen. (*Elysées-Cinéma.*)

LE SEPTIÈME CIEL. — Danielle Darrieux, châtelaine, présidente de bonnes œuvres, a besoin d'argent pour les dites œuvres. Aidée de son (fidèle) majordome, Noël-Noël, elle séduit des messieurs riches, leur extorque leur fortune et s'en débarrasse allégrement en les électrocutant. Elle se déguise ensuite en adorable fossoyeuse et, aidée de son (fidèle) majordome, les enterre au fond du parc sous un buisson d'hortensias. Danielle Darrieux est un délicieux Landru en jupons qui fait griller ses victimes à l'aide d'un câble à haute tension et l'on comprend que ses victimes (Gérard Oury, Paul Meurisse, etc.) éprouvent pour elle un coup de foudre... définitif. Treize cadavres mangent sagement les hortensias par la racine dans ce film long, long, long... (*Colisée, Marivaux.*)

● *Si vous ne les avez pas encore vus.*

THEATRE

CALIGULA : l'absurde poussé jusqu'au suicide (*Nouveau Théâtre de Paris*).

LA PETITE FEMME DE LOTH : les petits « mots » de Tristan Bernard (*La Bruyère*).

CRÉANCIERS : Strindberg règle des comptes de ménage (*Nouveau Théâtre de Poche*).

LE JOURNAL D'ANNE FRANK : le document poignant laissé par une petite fille (*Montparnasse*).

ROMANOFF ET JULIETTE : les amants de Vérone sur le mode badin de la coexistence (*Marigny*).

MISÈRE ET NOBLESSE : Commedia dell'Arte par la compagnie Jacques Fabbri (*Renaissance*).

OURAGAN SUR LE CAINE : les militaires ont des cas de conscience (*Théâtre en rond*).

CE SOIR ON IMPROVISE : Pirandello en quête de Pirandello (*Athénée*).

DANSE

ROLAND PETIT ET ZIZI JEANMAIRE : un pas de deux entièrement réussi (*Alhambra*)

CINEMA

IL ÉTAIT UN PETIT NAVIRE : « Guinness (Alec) is good for you ». (*Lord-Byron.*)

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : l'absurdité de la guerre dans un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo.*)

LA MÈRE : La révolution et la famille. (*Studio 43.*)

LA CHRONIQUE DES PAUVRES AMANTS: Néoréalisme. (*Reflets.*)

12 HOMMES EN COLÈRE : A la recherche de la justice. (*Studio 28.*)

LA CORDE : Hitchcock, maître ès-suspenses. (*Studio Bertrand.*)

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE : adorable sabbat. (*Champollion.*)

GRAINE DE VIOLENCE : Quand l'Amérique récolte la tempête. (*Le Celtic.*)

LES TEMPS MODERNES : Charlot face au XX^e siècle. (*Studio République.*)

Mars au TNP
HENRI IV
Vendredi 28 mars à 20 heures
LE MALADE IMAGINAIRE
Samedi 15 mars à 20 h. - Dim. 30 mars à 14 h.
PEER GYNT
Dim. 16 mars à 14 h. - Jeudi 20 mars à 20 h.
MACBETH
Mercredi 26 mars à 20 heures
UBU
21, 23, 27 et 29 mars

STUDIO des CHAMPS-ÉLYSÉES
15, avenue Montaigne - BAL. 00-87
MIGUEL MANARA
de MILOSZ
LE ROMAN DE LA ROSE
Adaptation de Gustave Cohen
A partir du 8 mars

300e MATHURINS 300e
LE BAL DU LIEUTENANT HELT
Avec P. GUERS, J. MAGRE
R. GEROME, C. ANOUILH
MARCEL-ANDRE

THEATRE EN ROND
OURAGAN SUR LE CAINE
J. MERCURE - J. DARCANTE - F. DARBON

VIEUX-COLOMBIER
José QUAGLIO présente
PLAINTE CONTRE INCONNU
de Georges Neveux

FOLIES-BERGÈRE
M. PAUL DERVAL présente
à partir du 18 mars
UN MAGNIFIQUE SPECTACLE
de Michel GYARMATHY
FOLIES LEGERES
Location ouverte

STUDIO 43
43, Faubourg-Montmartre - PRO. 63-40
LE CLASSIQUE DU CINEMA SOVIETIQUE
LA MÈRE
De Maxime GORKI

Le Ranelagh
5, rue des Vignes - AUT. 64-44
LES ANGES DU PECHE
UN FILM DE ROBERT BRESSON
avec
Renée FAURE, Louis SEIGNER, Jany HOLT

Palais des Sports
LE CIRQUE DE MOSCOU
à partir du 20 MARS
UN PROGRAMME entièrement nouveau !
le célèbre clown CARANDACHE
les tigres sibériens de NAZAROVA
les cavaliers caucasiens d'ALIBEK-KANTEMIROV
Soirée 21 h. sauf le Mardi
Matinées Jeudi et Samedi à 15 h. et Dimanche à 14 h. 15 et 17 h. 30
LOCATION Palais des Sports (SUF. 44-40) EQUIPE (TAI. 70-80) WAGONS-LITS (OPE. 61-30) et toutes agences

LE BERLITZ OPERA • LE PARIS CHAMPS-ELYSEES • WEPLER PLACE CLICHY PATHE • MARIGNAN CHAMPS-ELYSEES • LE FRANÇAIS OPERA
ATTENTION
POUR VOUS ÉVITER DE FAIRE LA QUEUE CES CINQ SALLES VOUS OFFRENT A CHAQUE SEANCE 15H ET 20H PLUS DE 7.000 FAUTEUILS
A L'ENTRACTE UNE INNOVATION SELF-SERVICE DANS LA SALLE
LES MISÉRABLES
TECHNICOLOR TECHNIRAMA
LE PLUS GRAND FILM FRANCAIS DE TOUS LES TEMPS

AU THÉATRE

PLAIES ET BOSSES

par ROBERT KANTERS

PLAINTE CONTRE INCONNU
de Georges Neveux, au Vieux-Colombier.
CHARME SLAVE
de Véra Volmane, à la Comédie de Paris.
LE BOSSU
de Paul Féval et Anicet Bourgeois, au théâtre de l'Apollo.
LA JAMBE DU CŒUR
de René Volline, au théatre de la Huchette (le mardi).

DANS une vieille Russie qui pourrait être celle de Gogol, quelques personnages font irruption chez le procureur. Ils veulent se suicider le soir même, mais auparavant ils veulent porter plainte contre Dieu, ou tout au moins contre inconnu. L'un a gagné à la loterie, mais il ne supporte plus la vue ni le regard des pauvres ; une jeune fille et un jeune homme se sont retrouvés après deux ans de séparation, mais pour s'apercevoir qu'ils ne s'aimaient pas autant qu'ils le croyaient : un autre a découvert l'inanité prétentieuse de sa vie, etc. C'est-à-dire qu'ils ont à se plaindre moins de grands malheurs que de leur nature profonde, qui est inapte au bonheur.

Le procureur, pour les convaincre que malgré tout le bonheur est à leur portée, se donne en exemple : il est un homme heureux. Mais à mesure qu'il donne des détails, qu'il s'analyse, son bonheur fond entre ses doigts, il découvre son pauvre égoïsme et sa solitude. Tandis qu'au contraire les plaignants, qui sont maintenant cinq ou six, se rapprochent les uns des autres et trouvent dans leur solidarité assez de courage et d'espérance pour continuer à vivre, lui reste seul et tire son revolver.

Créée il y a plus de dix ans, la pièce de M. Georges Neveux reste le spectacle le plus intéressant de la semaine.

C'est un apologue qui retient presque constamment. Peut-être les personnages restent-ils un peu trop parallèles au premier acte, sans qu'il se noue une action entre eux ; peut-être le retournement optimiste de la seconde partie est-il un peu factice et la conclusion un peu trop préméditée. Mais enfin le monde de M. Georges Neveux n'est pas celui de « Huis clos » et n'y prétend pas, c'est en poète et en fabuliste, non en philosophe, qu'il nous propose cette méditation sur le problème du mal.

Dans un bon décor de M. Claude Catulle et une mise en scène de M. Quaglio, la pièce est fort honorablement jouée par M. Harry-Max dans le rôle du procureur, MM. Brochard, Quaglio, Mmes Nadine Basile, Catherine Le Couey, etc., dans les rôles des sursitaires.

La Russie à l'heure du pamplemousse

La pièce nouvelle de Mme Véra Volmane a également l'accent russe, et si l'on veut, le charme slave. Est-ce bien une pièce ?

Nous passons quelques heures dans un pavillon de la banlieue parisienne habité par des Russes. Le père, chauffeur de taxi, sera-t-il quitté par sa femme, qui est Française ?

La fille, née dans le XV^e, mais plus Russe que nature, renouera-t-elle avec son mari Dimitri ? Comment se terminera cette nuit de la Pâque ? On se pose ces questions sans grande inquiétude.

Mme Françoise Delille a de la gentillesse, un brin d'émotion ; Mme Nadia Gray beaucoup de mouvement et d'abattage ; comme M. Henry Bry est en visite, il se laisse aller à raconter une de ces histoires où l'on roule terriblement les « r » comme il le fait chez Mme Suzy Solidor ; on chante un peu, à la russe, on danse, avec le concours de l'excellent M. Grégory Chmara, guitariste, figurant et metteur en scène.

C'est cordial et gentil comme une soirée passée chez de braves gens qui se donnent beaucoup de mal, et avec talent, pour vous amuser. C'est la Russie, non à l'heure du spoutnik, mais à l'heure du jus de pamplemousse.

Un bossu de sous-préfecture

Ce n'est pas non plus une boisson très alcoolisée que M. Jacques Dacqmine nous offre avec la reprise du « Bossu ». La pièce est ce qu'elle est : longue, bourrée d'événements extravagants, et pourtant elle nous paraît vide et creuse, parce que nous ne pouvons plus adhérer que du bout des lèvres à ces drames puérils et superficiels. Même dans la littérature populaire nous sommes devenus plus exigeants.

M. Jacques Dacqmine et ses camarades essaient de jouer franchement, sans clin d'œil, sans parodie, et ils ont raison : mais le comique involontaire est si fort que le style parodique s'impose petit à petit à eux. On a ajouté une musique de M. Aznavour, et des chansons-complaintes, sans grande utilité puisque, à part M. Michel Lesage qui fredonne gentiment, personne ne sait chanter.

L'ensemble du spectacle a de la sincérité et de la flamme. Pourtant quand je pense aux exigences en matière de théâtre de mon grand-père et des hommes de sa génération, les vrais spectateurs du « Bossu », j'ai l'impression qu'une telle représentation aurait été à peine jugée digne d'une scène de sous-préfecture...

La plaie du théâtre

Après le faux bossu, le faux boiteux, héros de « La Jambe du Cœur ». Le père, la fille, l'amoureux, le prétendant que le père veut imposer. Avec ces quatres caractères classiques, l'auteur pouvait faire une comédie comme bien d'autres. Mais tout est noyé dans un verbiage sot et prétentieux. Il ne sait ni écrire ni construire une pièce, et quand il cherche un comique de l'absurde à la manière d'Ionesco, il néglige la rigoureuse horlogerie de son modèle. Dans la mesure où un spectateur abusé pourrait prendre cette pauvreté pour un spécimen de jeune littérature, l'entreprise est même néfaste, et c'est la seule raison d'en parler : c'est la plaie du théâtre.

AU CINÉMA

SÉRIE «B»

par DENIS VINCENT

LE DOS AU MUR
Un film d'Edouard Molinaro (Biarritz, Richelieu, Madeleine, Gaumont)

M. EDOUARD MOLINARO, 28 ans, présente cette semaine son premier film de long métrage.

Adultère et revolver.

Le leur a-t-on assez dit aux maris qu'ils ont tort d'aller à la chasse, et plus encore d'en revenir à l'improviste !

Ce mari-là, il est vrai, est d'une espèce un peu particulière : il veut garder sa femme et pour la détacher de l'amant qu'il lui découvre, il manifeste un sang-froid et un génie dans l'invention dont on comprend qu'ils lui aient procuré, d'autre part, de solides revenus.

S'ils sont tous comme ça, les jeunes industriels dynamiques, il faut vivement souhaiter que leurs épouses soient fidèles et qu'ils puissent appliquer toutes les ressources de leur imagination à la marche de leurs entreprises.

Laissons aux amateurs le plaisir — longuet — de découvrir comment celui-là manœuvre pour refermer sur Jeanne Moreau (infidèle infiniment meilleure ici que dans Ascenseur pour l'Echafaud) le piège doré de l'amour conjugal.

L'opération fait deux morts.

Spectacle à déconseiller aux maris vindicatifs, surtout s'ils sont également entrepreneurs de travaux publics.

Cela s'appelle « Le Dos au Mur ». Cela est tiré d'un roman de Frédéric Dard. Cela est dialogué par Jean Anouilh (rayon alimentaire : trois millions, livraison assurée en 15 jours et pas de signature au générique).

Cela est proprement fait, bien photographié, bien joué, bien vissé — à deux ou trois écrous près. Cela pourrait être l'un des quatre cents films américains, série B, que le monde absorbe chaque année, cachets d'aspirine en pellicule à prendre avec un esquimau le soir où « on va au cinéma ».

Jeunes gens habiles

Cela n'a aucun rapport avec ces bandes poussiéreuses et bâclées qui, pendant de si longues années, ont représenté le tout-venant des studios français.

Une jeune génération de réalisateurs est en train de chasser les attendrissants vieux tâcherons de la caméra, et de prendre en main la fabrication du film en série taillé sur patron Clouzot ou sur patron Becker.

Qu'ils sont donc habiles ces jeunes gens, et qu'ils ont donc de la mémoire ! Ils en ont même un peu trop.

Edouard Molinaro mène son affaire d'une main plus sûre, mais plus lourde que Louis Malle. Aura-t-il un jour une écriture cinématographique personnelle ? Un vrai style ? L'absence de musique pendant le générique du film n'en tient pas lieu. Un plan de Gérard Oury (bonne tête de mari) pris de l'intérieur du coffre d'une voiture laisse plus d'espoir.

Manifestera-t-il dans une autre occasion de l'humour, de la poésie, de l'audace, un tempérament ? Retiendra-t-on un jour d'un film de Louis Malle ou d'Edouard Molinaro une image, une émotion neuve ?

Sauront-ils raconter mieux que ces histoires para-policières dans lesquelles chacun essaye timidement d'injecter un peu de l'idée qu'il se fait de l'amour et de la société ? Et encore : leur en donnera-t-on l'occasion ? (Le prochain film d'Edouard Molinaro sera tiré des « Demi-Vierges » ! Faut-il lui signaler l'existence d'un certain Georges Ohnet ?)

S'ils parviennent à dire quelque chose avec sincérité, peu importe d'ailleurs qu'ils se servent de la facilité que donne, dans la conduite d'un récit, l'énigme à dénouer. Clouzot ne s'en est pas privé. Hitchcock encore moins.

Et s'ils n'y parviennent pas... Eh bien, il restera de cette double expérience que la France peut produire désormais un cinéma industriel tout à fait honorable et concurrentiel du cinéma américain de même catégorie.

HOMMES

Miller répond à Kazan

LA pièce « Vu du pont » que le théâtre Antoine présentera le 16 mars a une histoire secrète que seuls les intimes d'Arthur Miller peuvent connaître.

Elle est en quelque sorte une réponse à Elia Kazan (le réalisateur de « Sur les quais »), après une longue brouille qui ne se terminera peut-être jamais. Elia Kazan et Arthur Miller étaient liés par une profonde amitié. Ils avaient travaillé ensemble à « La Mort d'un commis-voyageur » et une grande carrière à Hollywood s'ouvrait devant Kazan. Néanmoins, marqué fortement à ce moment-là par ses opinions politiques, on se demandait si Kazan aurait la liberté de s'exprimer.

Or un soir, lors d'une réunion qui rénnissait tout ce que Hollywood compte de personnalités, Kazan laissa tomber bien à propos dans un silence une phrase insignifiante sur « *ces salauds de Russes* ». Tout le monde comprit que cette simple phrase était plus qu'une déclaration. C'était le signe que Kazan cherchait à se dédouaner.

De cette date, Miller n'adressa plus la parole à Kazan et abandonna le projet commun qu'ils avaient d'écrire un film sur le monde des docks.

Peu de temps après, seul, Kazan réalisa le film qui lui tenait le plus à cœur : « Sur les quais ». Non seulement l'action se situait dans cet univers qu'il avait eu envie de dépeindre, mais encore il y exposait sa propre défense.

« Sur les quais » est en effet l'histoire d'un mouchard, qui dénonce les siens, mais parce qu'il pense ainsi les sauver et leur montrer la bonne voie. D'abord rejeté de sa communauté, il finira par faire comprendre que sa lâcheté a été un acte de courage et deviendra à la fin du film un véritable héros.

Curieusement, « Vu du pont », écrit plusieurs années après, est aussi l'histoire d'une dénonciation et d'un docker. Mais dans la pièce de Miller, le docker qui a trahi n'aura pas d'autre issue que de se tuer. Il ne trouvera pas même d'absolution en lui-même.

Miller, qui est réellement banni de Hollywood (Peter Brook l'a constaté lui-même, il y a six mois, en se voyant refuser un projet quand il parla d'une collaboration avec Miller) est considéré à l'heure actuelle, même par les Américains évolués, comme un « chercheur de petite bête », un « empêcheur de tourner en rond ».

On se demande pourquoi il refuse de donner des noms que tout le monde connaît et la commission d'enquête qui l'interroge, mieux que personne.

Ses principes paraissent périmés. Comme « Sur les quais » a été l'autodéfense de Kazan, « Vu du pont » semble être l'autojustification de Miller.

FEMMES

Jeanne Breteau tâte le pouls du music-hall

DEPUIS le 14 février, près de la République, une dame à frange rousse fait recette.

C'est la directrice de l'Alhambra, un personnage dont le nom n'est pas encore très connu, mais dont la personnalité frappe tous ceux qui l'approchent. Depuis le 14 février, dans le même temps où l'Opéra a de sombres démêlés avec son corps de ballet, Jane Breteau, par la grâce de vingt et un danseurs de la troupe Roland Petit, enregistre un record d'entrées dans le grand music-hall un peu dédoré qu'elle a acheté il y a huit ans.

Elle n'est pas étonnée que les ballets, jusqu'à présent réservés à un cer-

Nous apprenons avec plaisir qu'ALITALIA, la Grande Compagnie de Navigation Aérienne Internationale, vient de s'assurer la collaboration de Paul FERLUS, qui se voit confier pour la France la Promotion des Ventes et des services qui s'y rattachent.

Paul FERLUS ne compte que des sympathies dans les milieux aéronautiques auxquels il appartient depuis 1946, date à laquelle il entra à TWA où il fit une carrière aussi brillante que rapide.

L'essor pris par ALITALIA a conduit son Directeur M. CASALE, à réorganiser ses services, et c'est tout naturellement qu'il a porté son choix sur Paul FERLUS dont la compétence, l'activité et l'esprit de camaraderie ont toujours été le garant d'une longue collaboration précieuse.

Communiqué.

ARTHUR MILLER

ELIA KAZAN

La lâcheté est-elle un acte de courage ?

tain public, aient autant de succès que Tino Rossi.

> « *Pourquoi qu'à la République, on n'apprécierait pas ce qui est chouette ?* constate-t-elle de sa voix éclatante. *Moi, je vise la qualité et ça paye.* »

Une devise qu'elle a dû mettre en pratique toute sa vie, la fille de l'employé des P.T.T. du 14e arrondissement, devenue figurante sous le nom de Jany Rito, parce qu'elle avait le nez retroussé et de jolies gambettes.

Mais les jambes ont aussi une tête, et le nez retroussé cache un flair de maquignon. Très vite, Jany Rito se rend compte qu'elle ne peut pas spéculer sur le hasard qui fait la vedette, et que le cinéma offre des débouchés plus sérieux. Drôle de figurante, qui rêve de devenir productrice, ou peut-être exploitante, ou distributrice, avec pour seul bagage 5.000 francs qu'elle prête un jour à un « copain dans la débine ». Le copain ne peut pas rembourser, mais il possède un vieux cinéma en faillite, en banlieue, à Malakoff. Jane Breteau prend le cinéma. En un an, elle l'a remis à neuf et doublé son capital. Elle achète un autre cinéma à Neuilly, puis à crédit un autre à Champerret. Tous les soirs, à bicyclette, elle va de l'un à l'autre tout surveiller, vérifier, faire les caisses. Le samedi soir, ses ouvriers, ses créanciers attendent la recette pour se faire payer leurs travaux. Au bout de deux ans, elle a tout payé. Elle achète encore un vieil établissement en ruine à Pigalle, « L'Americano ». Elle en fait «Le Lynx» — « *Quatre lettres, ça faisait moins cher de néon* » — et se lance dans les programmations d'exclusivité. Un jour, elle entend dire que la firme anglaise Rank, propriétaire de l'Alhambra, a des difficultés. Sur un papier chiffonné, au crayon, elle écrit en Angleterre, et elle achète encore : 100 millions payables en traites pour une salle de 2.800 places en perdition.

Une visite décisive

En 1950, le music-hall ne marche pas fort. La grande offensive des microsillons n'a pas encore eu lieu. Jane Breteau ne connaît personne, mais elle sait écouter. On lui a parlé du « Roxy », le plus grand cinéma de New York, qui présente en première partie un programme d'attractions. Dès la première semaine, avec « La Fosse aux serpents », elle compte 6.000 entrées. Elle donne au quartier le plus peuplé de Paris le plus grand cinéma de la capitale et le même programme qu'aux Champs-Elysées. A cette époque, le récital est à la mode. Les artistes cherchent des salles. Jane Breteau loue la sienne à prix d'or et tâte le pouls du music-hall. Quinze jours de Tino Rossi, quinze jours de Charles Trenet intercalés entre deux programmes de cinéma totalisent un nombre impressionnant d'entrées. Jane Breteau ouvre donc de plus en plus ses portes aux attractions. Elle fait venir Xavier Cugat, Sugar Robinson. A la République, on pavoise. A Paris, on s'intéresse. Dans le Landernau du spectacle, on s'inquiète. Bruno Coquatrix vient à la République et propose :

> « *Marchons la main dans la main. Sans moi, vous vous casserez les reins.* »

Visite décisive ; la porte refermée, Jane Breteau, qui hésitait à abandonner l'exploitation cinématographique, convoque son assistant : « *Cette fois, on y va,* dit-elle *et seule.* » Elle pose sur son bureau une plaque « *Présidente-directrice générale* », moins par orgueil que par énervement. Toutes les personnes qui viennent la voir la prennent pour la secrétaire. Elle n'a d'ailleurs pas de secrétaire : « *Du temps et de l'argent perdus.* » Elle griffonne ses réponses dans la marge des lettres qu'on lui a envoyées. « *Comme cela, ils n'ont pas besoin de chercher les références* », explique-t-elle.

Elle a beaucoup d'idées. Entre autres, celle de demander à Maurice Chevalier d'inaugurer ses spectacles de music-hall et de l'allécher par la promesse de son nom au fronton du théâtre. Maurice ne résiste pas.

Depuis, Jane Breteau a présenté des ballets hongrois qui lui ont fait comprendre à quel point la danse était populaire. Elle a fait de Zizi Jeanmaire une vedette de music-hall. Elle a donné de grands orchestres aux grandes vedettes.

> « *Le public veut des vedettes mais bien présentées, comme il a l'habitude de les entendre dans les enregistrements, sinon il est déçu.* »

Maintenant, les vedettes mises en valeur aiment à passer à l'Alhambra, et les premières à la République sont des événements parisiens.

Jane Breteau, drapée dans son vison comme dans un peignoir de bain, les mains chargées de bagues qu'elle ne quitte jamais, et le sac-valise empli de grosses coupures en vrac, contemple le Tout-Paris qui ne peut plus l'ignorer.

MICHELE MANCEAUX.

MUSIQUE

Sous le signe du chant

PARIS musical a vécu cette semaine sous le signe du chant le plus beau. Trois artistes exemplaires se sont fait entendre, événement d'autant plus rare que l'art du chant est, de tous les arts d'interprétation, le seul qui, de nos jours, soit en décadence, alors que la virtuosité instrumentale est en pleine ascension.

A l'Opéra, Jane Rhodes, nouvellement engagée après le Grand Prix du Disque qui a couronné sa création dans « L'Ange de Feu » de Prokofiev, a été, dans « La Damnation de Faust », de Berlioz, une parfaite Marguerite. La voix est d'une égalité absolue, l'aigu plane sans le moindre vibrato, le médium est velouté et chaleureux, le grave est sans appui aucun, chose remarquable chez un soprano dramatique. L'artiste est belle, intense, passionnée ; on l'attend avec impatience dans la « Salomé » de Strauss, qu'elle doit créer prochainement.

A la Société des Concerts, Elisabeth Schwarzkopf a chanté la scène finale de « Capriccio » de Strauss. Il s'agit, dans son cas, d'une artiste consommée, dont la réputation n'est plus à faire. Mais son épanouissement harmonieux n'en est que plus remarquable. Contrairement à quelques-unes de ses illustres collègues, comme par exemple Irmgard Seefried, Elisabeth Schwarzkopf a su conserver sa voix sur toute l'étendue de son registre de soprano lyrique, l'amplifier même, augmenter la richesse de son timbre. Immobile devant l'orchestre dans une scène éminemment théâtrale, elle a su être belle et émouvante avec un charme dont elle est seule à avoir le secret.

A Pleyel, Dietrich Fischer-Dieskau a triomphé dans un récital Brahms. C'est un barde envoûtant, que ce jeune baryton de 32 ans, aussi grandiose à la scène qu'au concert. Qu'il incarne, au théâtre, le ministre de « Fidelio », Wolfram de « Tannhäuser », Kurwenal de « Tristan », ou qu'il chante, au concert du Schubert, du Brahms, du Mahler, il évoque irrésistiblement les légendaires troubadours qui étaient les rois de la musique à une époque où l'art instrumental en était à ses balbutiements.

ANTOINE GOLEA.

Cabarets Dancings

A LA ROMANCE — 11, rue Monsieur-le-Prince — Attract. Sud-Américaines — HELIO MOTTA

CLUB CH. ELYSEES — Orch. Oscar CALLE et LE SENECHAL — T. l. j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vend., sam. dim.

Le Rêve — 3, bd Poissonnière - Air conditionné — 2 GRANDS ORCHESTRES

ROYAL LIEU — DANCING — 2, r. des Italiens

Restaurants

CALAVADOS — 40 Av. P. 1er Serbie — JOUR ET NUIT..

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO — UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE — 21 h. DINER DANSANT — 23 h. LA REVUE « PRESTIGE » de P. Louis-Guérin & Fredoy

LOUEZ VOS PLACES aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

CALENDRIER DES GALERIES D'ARTS

DENISE RENE - 124, rue La Boétie — BAERTLING

Galerie Daniel CORDIER, 8, rue de Duras, B. SCHULTZE Du 7 au 31 mars

PRO ARTE présente au 8, rue de Miromesnil les œuvres récentes de F. LARMERAND

La Galerie MAEGHT présentera les peintures récentes de PALAZUELO. Vernissage le vendredi 21 mars.

Galerie BERRI-LARDY et Cie, 4, rue des Beaux-Arts-6e, ODE. 52-19. MOULY, HILAIRE, BURTIN, VILLON, UTRILLO, MARCOUSSIS.

Galerie Gérard MOURGUE, 9, avenue de l'Opéra (OPE. 52-07). Hélène MADELIN, du 14 au 29 mars.

Galerie BERNIER, 15, avenue de Messine. COLETTE BELEYS « Espagne ». Avant-propos de T'SERSTEVENS. Vernissage 15 mars.

Galerie BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse, NICOLAS DE STAEL, Dessins.

GALERIE 93 - 93, Faubourg-St-Honoré — VALERIOS CALOUTSIS — Du 14 mars au 5 avril

Galerie A. SCHOELLER Jr — 31, rue de Miromesnil — ANJ. 16-08 — PIERRE HUMBERT — Du 6 au 31 mars

Galerie FURSTENBERG — LES ONIROSCOPES de Yolande FIEVRE — 4, rue Furstenberg - 14-29 mars

GALERIE H. LE GENDRE — 31, rue Guénégaud - DAU. 20-76 — Pierre Clerc — PEINTURES RECENTES — Jusqu'au 28 mars

GALERIE ANDRE WEIL — THERESE DEBAINS — 26, avenue Matignon - 17-31 mars

GALERIE ZAK — 16, rue de l'Abbaye - DAN. 94-56 — BECK — GRES DE GRAND FEU — Du 14 au 30 mars

GALERIE LOUISE LEIRIS — 47, rue de Monceau - LAB. 57-35 — F. LÉGER — Dessins et gouaches 1909-1955 — Jusqu'au 22 mars

GALERIE J. LE CHAPELIN — 71, Faubourg-Saint-Honoré (8e) - BAL. 77-33 — JACQUES VALLERY - RADOT — Vernissage le 14 mars - Jusqu'au 29

DESSINS SYMBOLISTES — AU BATEAU LAVOIR — 16, rue de Seine - MARS-AVRIL

DAYEZ — PEINTURES VILLAND-GALANIS — 127, boulevard Haussmann — GOUACHES CAMILLE RENAULT — 133, boulevard Haussmann — Du 7 au 28 mars

CLASSIQUES

Schubert, l'opulent

Le microsillon vient d'accueillir la 24e version de « La Symphonie inachevée ». Ne le regrettons pas : elle est due à Furtwängler et à l'Orchestre Philharmonique de Vienne. La splendeur, l'intensité expressive sont celles que l'on attendait. La force dramatique de Schubert, bien plus grande qu'on ne veut le croire, est mise en valeur sans outrance, avec une admirable mélancolie sous-jacente. L'auditeur remarquera, en plus, la fermeté beethovénienne de la construction.

Sur l'autre face du disque, se trouvent, dans toute leur fraîcheur, des extraits de la musique de scène de « Rosamunde ». L'ouverture, qui avait déjà servi ailleurs, l'Entracte N° 3 et le Ballet N° 2. Les contemporains de l'auteur n'ont pas fait grande attention à ces pages ravissantes : il est vrai que la pièce de théâtre elle-même, due à l'imagination déficiente d'un bas-bleu, dégageait un ennui auquel personne n'a résisté. (1 d. 30 cm 33 t. FALP 317 - *La Voix de son Maître.*)

Le Quatuor de Budapest nous montre un aspect bien différent de l'œuvre si vaste de Schubert. Composé en 1820, à vingt-trois ans, le « Quartettsatz » est une partition mystérieuse, traversée par des lueurs qu'il faut bien appeler surnaturelles; quant au « Quatuor en ré mineur », il gravite autour du lied « La jeune fille et la mort ». La tonalité est révélatrice et la persistance d'un même principe rythmique à travers tous les mouvements lui donne une cohésion remarquable. Avec une homogénéité de tous les instants, avec une ampleur quasi orchestrale (sans trahir l'esprit de l'ouvrage), les quatre interprètes apportent une compréhension efficace, à la mesure de sa profondeur. (1 d. 30 cm 33 t. A OI. 283 L *Philips.*)

Lieder

En marge de ces « grands » enregistrements, un disque de 45 tours apporte un moment d'exquise poésie. Trois lieder (« Ave Maria », « Romance de Rosamunde » et « Seligkeit ») auxquels Irmgard Seefried donne, tour à tour, la tendre nostalgie et l'ingénue joie dansante qu'ils requièrent. Eric Verba accompagne en vrai musicien. L'équilibre du piano et de la voix est particulièrement réussi. (1 d. 17 cm super-45 t. 30.128 *Deutsche Grammophon.*)

Et Fantaisie

Très équilibré, également, le jeu des pianistes Paul Badura-Skoda et Jörg Demus ; un peu trop, dirai-je, sur le plan de l'expression. La manière dont ils exécutent, à quatre mains, la « Fantaisie en fa mineur » op. 103 et les « Variations en si bémol » op. 82 N° 2 est d'une simplicité attachante mais manque de relief, d'ombre et de lumière. La beauté de la « Fantaisie » est insigne ; quelques mois avant sa mort, Schubert la joua avec Franz Lachner et ceux qui l'entendirent furent frappés, précisément, par l'opulence des couleurs. (1 d. 25 cm C 35 S 123 *Vega.*)

D. H.

JAZZ

A aborder sans préjugés

Le jazz moderne, issu du « bop », se diversifie aujourd'hui en formules souvent contradictoires, mais toujours passionnantes pour qui prend la peine de les aborder sans préjugés.

● Dans le dernier disque du Modern Jazz Quartet, qu'on a pu récemment applaudir à Paris, l'adjonction, comme invité, de Jimmy Giuffre au saxo ou à la flûte n'apporte pas grand-chose à une formule qui conduit parfois à d'admirables réussites, mais qui donne souvent l'impression fâcheuse de tourner en rond (*Versailles* MEDX 12007, 33 t. 30 cm.).

● Du fameux quintette Max Roach-Clifford Brown, qui fut jusqu'en 1956 l'une des formations les plus marquantes du jeune jazz, deux disques viennent ce mois-ci compléter la discographie, déjà abondante : le premier inclut dans le personnel du quintette le saxo-ténor Sonny Rollins, l'un des musiciens de jazz le plus en vue actuellement. Il a paru sous le titre « Sonny Rollins + 4 » (*Barclay* 84.051, 33 t. 30 cm.). Le second, intitulé « The best of Max Roach and Clifford Brown in concert », date de 1954 et réunit des interprétations déjà éditées en France en 25 cm. (*Gene Norman*, LDM 30061, 33 t., 30 cm.).

● Milt Jackson, le vibraphoniste du MJQ, et l'un des meilleurs improvisateurs actuels, retrouve une liberté que contredit trop souvent le carcan des arrangements de John Lewis, dans un disque intitulé « The Jazz Skyline » qui permet d'entendre également Lucky Thompson (ts), Hank Jones (p) et Kenny Clarke (dm) (*Savoy*, MG 12070, 33 t. 30 cm.).

● Le même Milt Jackson trouve un compère à sa mesure en la personne de Miles Davis, dans un « Milt and Miles » où ils ne ménagent pas leurs choruses, soutenus par de très jeunes musiciens, avec lesquels c'est une occasion de faire plus ample connaissance : Jackie Mc Lenn (as), Ray Bryant (p) et Arthur Taylor (dm) (*Barclay*, 84.050, 33 t. 30 cm.).

FRANÇOIS MALLET.

(Saturday Review of Literature).

— ...Pour la dernière fois, monsieur Bach : ou bien vous cessez de perdre votre temps à écrire ces compositions stupides et vous vous occupez sérieusement de la chorale de garçons, ou bien nous serons obligés de chercher un nouvel organiste...

VITE

Julies les Rousses

● Les grands chefs-d'œuvre classiques ne sont pas les seuls à bénéficier d'une multitude d'enregistrements. S'il existe 18 versions de la 5e symphonie de Beethoven (Furtwängler, Karajan, Munch, Bruno Walter, Toscanini, etc.) les grands succès de variétés bénéficient eux aussi de gravures multiples : « Julie la rousse », par exemple, compte à ce jour 34 versions différentes :

DES CHANTEURS : René-Louis Lafforgue (bien sûr), Claude Goaty, Philippe Clay, etc.

DES ORCHESTRES : Frank Pourcel, Onésime Grosbois, Eddie Barclay, etc.

DES ACCORDÉONISTES : Yvette Horner, André Verchuren, Emile Prudhomme, etc.

Au total 19 maisons d'édition ont à leur catalogue une ou plusieurs « Julie la rousse ». La raison en est simple toutes se vendent, et se vendent bien.

Lourdes (suite)

● Decca sort « son » Lourdes sous la forme du procès de Bernadette Soubirous avec les principaux extraits de ses interrogatoires. Pathé-Marconi s'est assuré l'exclusivité de l'enregistrement de l'inauguration de la nouvelle basilique souterraine le 25 mars prochain.

Tino Rossi va enregistrer une chanson inédite... « A la gloire de Bernadette Soubirous ».

Le Rendez-vous manqué (suite)

● A son tour, Pathé-Marconi va mettre en vente le disque du ballet de Françoise Sagan et Michel Magne « Le Rendez-vous manqué ».

La pochette du 45 tours est signée Bernard Buffet qui a accepté de faire un dessin original ; il représente une pendule (de gare) qui marque 13 h. 55... le rendez-vous devait être pour 13 h. 30.

A paraître

● Deux « méthodes »... chez Pathé-Marconi :

UNE MÉTHODE DE CHANT avec explications et vocalises par Tino Rossi !

UNE MÉTHODE DE JUDO avec explications et bruits de chute des corps sur tapis par R.-J. Godet, ceinture noire, 5e Dan, fond sonore de musique japonaise !

...Et un 45 tours de POÉSIE LETTRISTE de Maurice Lemaître, disciple d'Isidore Isou. Chœur d'onomatopées en accompagnement. Titre de l'un des poèmes : « *Rituel somptueux pour la sélection des espèces* » !

Avis aux amateurs...

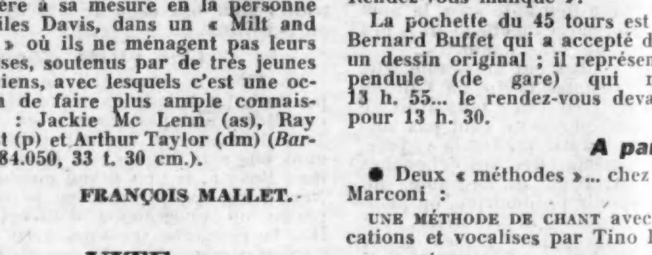
Chansons tristes

● Amalia Rodriguez est venu passer quelques jours à Paris pour enregistrer un nouveau 33 tours chez Ducretet-Thomson. Plusieurs fados, les airs du film portugais « Sangre Toureiro », et pour la première fois des chansons françaises, dont « Paris s'éveille la nuit » et « Ay, mourir pour toi », de Charles Aznavour. Elle a déclaré : « Je n'aime pas les chansons gaies. De toutes les façons, les vraies histoires d'amour se terminent toujours mal. » Elle sera de nouveau à Paris au mois de juin pour être la vedette de l'Olympia.

RENÉ-LOUIS LAFFORGUE
chante JULIE LA ROUSSE

Le poseur de rails
La fête est là
Ça c'est chouette
Marguy
Par le vieux chemin de pierre
T'es bath môme
Noël sur la mer
Mon cœur en tourment
Crac ! ...
1 disque microsillon 25 cm AT 1108
PATHÉ MARCONI
Exclusivité disques Pathé
PUBLICIS

THE DELTA RHYTHM BOYS



JOSHUA FIT THE BATTLE OF JERICHO · SHADRACK
OL' MAN RIVER · THE WHIFFENPOOF SONG
SUPER 45 TOURS 70145
Barclay DISQUES

ROMAN FRANÇAIS

LES FAUSSES MANŒUVRES

par MADELEINE CHAPSAL

QUE peuvent aujourd'hui une poignée d'honnêtes citoyens, dégoûtés du système des partis politiques et prêts à risquer leur vie pour un changement ? Que peut un homme contre un régime pourri ?

L'intérêt du roman de François Clément, « Le Complot », c'est qu'en posant de cette façon la question de l'action politique, il fait voir exactement comment surgit, chez les meilleurs, le premier accès de la fièvre fasciste : on va faire bande à part pour arrêter la casse.

Les hommes de ce complot, ses héros, sont tous de respectables Français: le colonel Lepivot, le commandant Lorrey, Rucelait, figures de la Résistance ; Belin, Schmeck, Mas, Allard, quadragénaires plus ou moins richement installés dans la société, et deux jeunes gens séduits par la verdeur de leurs aînés.

Leurs propos, au cours de rencontres dans des cafés, de dîners chez les uns ou les autres, sont ceux de tout le monde jusqu'à la banalité : « *Jolie génération. Pagaïe. La politique est une saleté. France, pays de troisième ordre, comment arrêter le gâchis ?...* »

Jusqu'au jour où l'un d'entre eux redit la même chose, mais de cet air impersonnel qu'on appelle le sérieux : « *Pour sauver la France, il faut tout foutre en l'air et prendre le pouvoir !* » Les autres rêvassent encore : « *Qui peut faire ça ? Comment ?* » ; mais le futur chef a déjà sa réponse : « *Quelques types qui se connaissent bien* », et son plan : « *Nous !* »

Sur quoi il convainc son monde. Aux yeux de ces anciens militaires, il n'y a pas, en effet, d'objection valable à une folie qui prend figure d'assaut. Encerclés ? On tente la sortie.

Ainsi démarre ce complot, au pas de charge. On ramasse quelques armes, on se fait indiquer les points clés du territoire, on morcelle les opérations. Et d'abord, pour se faire la main, un coup pour rire : paralysie de la circulation par dérèglement des feux rouges. Tout marche à souhait — un mort excepté — ces messieurs du complot se frottent les mains : la France dort, la France est à eux.

AINSI, c'est vrai, ils vont réussir? Il n'est pas un lecteur, parvenu là, qui ne soit prêt à l'envisager un instant : puisque le régime est en miettes, il s'offre normalement au premier qui époussette ; c'est la logique du scepticisme politique.

Mais l'inattendue conclusion d'un roman qu'on pouvait croire désabusé, c'est que le régime résiste fort bien ; impuissant peut-être du côté de la force ou de la loi, il fait mieux : il mine l'assaillant de l'intérieur ; immobile, il immobilise.

Affaires de cœur, affaires d'argent, ou bien déception, lassitude ; pour une raison ou une autre, chacun se désintéressera du complot — qui rate. Fin d'une sottise ? Sans doute, mais pour choir dans une autre : l'égoïsme.

A rapprocher « Le Complot » de « La Conspiration », ce beau roman qu'écrivit Nizan vingt ans plus tôt, en 1938, on peut constater en effet certains progrès : ceux d'une installation dans le confort.

Les jeunes gens de Paul Nizan ne tenaient pas dans leur peau d'adolescents, ni dans la société, qu'ils condamnaient sans besoin de la connaître, rien que son poids sur leurs épaules. Les héros de Clément n'ont pas de grief contre eux-mêmes ni contre la vie, ils s'entendent assez bien avec les femmes, sauf quand elles sont dévergondées ; autrement dit, toute faute est au désordre. Dans son optimisme, « Le Complot » serait-il alors un roman plus rassurant que celui de son prédécesseur ? Suffit de changer le commandement, la troupe est bonne.

Il faut plutôt trembler devant la disparition de cette flamme, de cette passion de la liberté dont Nizan rendait si douloureusement compte. Quand la jeunesse conspire, chez lui, c'est pour l'éclatement de toutes les servitudes ; ce qu'on complote, dans un roman d'aujourd'hui, c'est la prise du pouvoir.

Autre opposition : l'échec des conspirateurs de Nizan vient d'une mue ; ce qu'ils voulaient, c'était changer la vie, au refus donc de celle qui est là. L'un d'eux se suicide ; les autres ouvrent les yeux : c'est la société qu'il faut changer.

Or, si les personnages de Clément abandonnent leurs grandes espérances, c'est précisément pour ne pas changer la vie ; surtout la leur qui leur apparaît, tout compte fait, très acceptable. A la maussade lumière des intérêts personnels, le complot se révèle soudain pour ce qu'il est : une fausse manœuvre.

FAUT-IL accepter ce tableau comme une juste analyse du mauvais sang de l'époque ? Il est incomplet : seuls sont représentés des industriels, des fonctionnaires, quelques jeunes gens de la bourgeoisie. Mais on y reconnaît des conversations, des attitudes. S'il néglige son style, François Clément a de la vigueur, de la cruauté : certains portraits de femmes sont aigus. En particulier cette Françoise désemparée, affolée peut-être par sa propre liberté de mœurs, implorant vainement l'aide d'un compagnon d'angoisse... Mais chacun, placide, est à ses affaires, chères affaires.

« Le Complot », c'est seulement la grosse bulle qui vient crever à la surface d'un marais et, en somme, le soulage.

(1) « Le Complot », par François Clément. Ed. Robert Laffont, 266 pages. 900 francs.

POÉSIE

Solitude de la Lumière

par Pierre Oster (Ed. Gallimard). 184 pages, 450 francs.

● *Un des maîtres de la jeune poésie.*

« LE Champ de Mai », premier recueil de Pierre Oster nous avait déjà révélé un poète qui, pour n'avoir pas entièrement trouvé son propre langage, s'avançait hardiment dans une voie qui était la sienne. Ce second livre confirme des dons assez rares aujourd'hui : le sens du lyrisme, la conscience des exigences de la poésie.

Pierre Oster ne craint pas de parsemer son recueil de grands noms : Claudel, Novalis, Nietzsche... De ce dernier, il cite ce beau précepte : « *Plus la vérité que tu veux enseigner est abstraite, plus il te faut y amener les sens* ». Lui-même note, d'ailleurs, plus loin, que là où « *le sensible et l'intellectuel font deux distinctes parts, le sensible est sans douceur et l'intellectuel est sans lumière* ».

Ainsi averti des dangers qu'il courait, Pierre Oster n'a cependant pas évité le piège que lui tendaient ses exigences intellectuelles. Faute de les réduire à quelques objectifs, il en dépasse les possibilités d'expression. La part lyrique et la part philosophique ne se rejoignent jamais tout à fait. Des exemples contemporains — ceux de Pierre-Jean Jouve, de René Char ou d'un plus jeune poète comme Yves Bonnefoy — auraient dû inciter Pierre Oster à rechercher plus humblement cette « unité » qu'il semble souhaiter pour lui-même.

Son langage, en voulant fuir une simplicité qui servirait mieux son propos, s'embarrasse d'associations de mots, de néologismes souvent indéfendables. En voici quelques exemples : *délicieux enluminement — ruisseau rostral — principielle fleur — halencé — malsage — véraison*, etc. Visiblement influencé par la poésie allemande, il ne s'est également pas assez souvent méfié de termes abstraits ou d'images qui, en voulant signifier beaucoup, ratent leur but, comme en témoigne ce vers racinien (ou valéryen) :

Les eaux parent leur mort de mes gouffres confus.

Il nous convainc davantage lorsqu'il sait être pur :

Je marche dans le jour !
Je franchis le silence
Que la Nuit et l'Essence
Tissent de leur amour.

Un courage certain, une sincérité un peu trop échevelée, un vrai sens de la vie intérieure prouvent cependant que Pierre Oster, nouveau « spiritualiste », a compris la nature de la poésie. Il ne lui reste plus qu'à oublier ceux qu'il a lus avec passion.

(Saturday Evening Post.)

« ...*Et quoi de neuf en philosophie, professeur ?...* »

BREF

UN ROMAN

LE MATIN VIENT ET LA NUIT AUSSI

par Jean Davray. Plon. 342 pages. 900 francs.

VOICI le second volume de « Le Bruit de la vie », la grande série romanesque que Jean Davray consacre à l'évolution de la génération qui a atteint sa maturité le lendemain de la guerre.

Dans le premier volume, il a montré son éveil aux problèmes personnels et politiques. Cette fois-ci, il suit ses héros pendant le gouvernement du Front populaire jusqu'à la guerre civile espagnole. Intellectuels et grands-bourgeois évoluent au milieu de cette crise qui annonce la guerre.

Romancier classique, dans la grande tradition du XX[e] siècle, Jean Davray sait faire vivre ses héros et évoquer une époque.

DANILO DOLCI

enquête à Palerme

l'apôtre de la non-violence

1 Vol. 960 frs

JULLIARD

POURQUOI LES LIVRES SONT-ILS SI CHERS ?

Le prix des livres est en hausse constante. La littérature devient un luxe que le public n'a plus les moyens de s'offrir. A quels obstacles les Editeurs se heurtent-ils ? Les frais de fabrication toujours ascendants, la rémunération de l'auteur, la publicité, les frais énormes de distribution, le fisc et les charges diverses, les aléas de la vente (un livre sur 15 est actuellement rémunérateur), contraignent l'Editeur à cette alternative : ou vendre un livre très cher ou disparaître. Bref, la clientèle qui ne peut payer un livre 800 francs, lentement se désagrège et perd l'habitude de la lecture. Pour remédier à cette désaffection du public, la Bibliothèque Mondiale a entrepris depuis plusieurs années d'imprimer ses livres sur ses propres presses et de les vendre directement sur catalogue, sans aucun intermédiaire. Grâce à des tirages considérables la Bibliothèque Mondiale pratique des prix sans concurrence : c'est ainsi qu'un volume broché vaut, par abonnement, 150 fr. ; un volume relié, présenté sous une reliure réellement raffinée : 300 fr. Une multitude d'œuvres classiques et modernes françaises et étrangères, les plus célèbres ont ainsi été éditées.

Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, rue de Berri, PARIS-8e (serv. EX-71). Contre 5 timbres de 20 francs vous recevrez un ouvrage spécimen élégamment broché de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

Claude Lévi-Strauss : PARLER

CLAUDE LEVI-STRAUSS vient de publier sous le titre « l'Anthropologie structurale » un recueil d'articles qui constitue cependant une œuvre parfaitement cohérente.

Il part de cette constatation, simple sans doute, que la plupart des formes de la vie sociale se présentent comme des rapports. Bien plus : comme des rapports qui s'organisent en systèmes plus ou moins complexes, couvrant des secteurs plus ou moins vastes de cette même réalité sociale.

Autrement dit, une société ou une culture n'est pas faite de pièces et de morceaux, elle constitue un univers de règles systématisées qui, dans des domaines et à des niveaux différents, se répondent ou s'opposent, mais, dans un cas comme dans l'autre, sont toujours en corrélation.

Ces règles sont essentiellement des règles d'échange et toute société peut en fin de compte se définir par les modalités de la communication qu'elle institue entre ses membres. La communication entre individus ou groupes n'est pas, en effet, une conséquence de la vie en société, elle est cette vie même.

> « *Dans toute société*, écrit Levi-Strauss, *la communication s'opère au moins à trois niveaux : communication des femmes ; communication des biens et des services ; communication des messages.* »

Le mariage est une communication lente de réalités de même nature et de même ordre de grandeur que les sujets qui communiquent : les femmes sont pour les hommes qui les échangent des personnes et des valeurs. Le langage est une communication rapide de purs signes différents des sujets qui se parlent. L'économie se situe à un niveau intermédiaire : les biens sont des valeurs dont l'échange requiert l'usage de signes et de symboles.

La clé universelle

Ainsi l'idée s'impose que les problèmes économiques, linguistiques et de parenté sont formellement de même type, qu'ils peuvent donc être traités de la même façon, et plus précisément selon les méthodes de cette analyse structurale qui a fait de la linguistique l'unique science sociale où l'on ait su jusqu'à présent établir des lois.

Il ne s'agit pas pour autant de confondre ces divers ordres de problèmes, de trouver une clé universelle. Le but de Levi-Strauss n'est pas de réduire la société ou la culture à la langue, il est d'annoncer

> « *cette révolution copernicienne qui consistera à interpréter la société dans son ensemble, en fonction d'une théorie de la communication* »,

étant bien entendu que le langage n'est pas la seule forme de communication dont disposent les hommes, pas plus que ne le serait la parenté ou l'économie. L'art, les mythes, les rites, la religion sont aussi des moyens par lesquels, à des niveaux différents, les individus tentent de se comprendre les uns les autres et de comprendre la société dans laquelle ils vivent, et sont à ce titre justiciables, eux aussi, d'une analyse dont Levi-Strauss donne plusieurs exemples sigulièrement suggestifs.

Cela ne signifie pas qu'il y ait entre ces divers niveaux de structure une harmonie préétablie. Au sein d'une même société, ils peuvent aussi bien se confirmer que se contredire, mais dans ce dernier cas

Le camouflage

> « *les modalités selon lesquelles ils se contredisent appartiennent toutes à un même groupe* ». Et Levi-Strauss ajoute, en réponse à ceux qui comprennent si mal son intellectualisme scientifique : « *C'est bien, d'ailleurs, ce qu'enseigne le matérialisme historique quand il affirme qu'il est toujours possible de passer, par transformation, de la structure économique ou de celle des rapports sociaux à la structure du droit, de l'art ou de la religion. Mais jamais Marx n'a prétendu que ces transformations fussent d'un seul type, par exemple que l'idéologie ne puisse que refléter les rapports sociaux, à la façon d'un miroir. Il pense que ces transformations sont dialectiques et, dans certains cas, il se donne beaucoup de mal pour retrouver la transformation indispensable qui semblait, au premier abord, rebelle à l'analyse.* »

Cette difficulté n'est pas propre au marxiste, tout ethnologue la rencontre. Les structures apparentes, qu'on décèle trop aisément au premier abord, ou que les membres de la société considérée exhibent trop volontiers, rendent souvent difficile l'appréhension de la structure profonde,

> « *à cause des modèles conscients et déformés qui s'interposent comme des obstacles entre l'observateur et son objet* ».

Or, les premières victimes de ce camouflage du réel par ces structures apparentes qui s'expriment dans des normes de conduites dont la véritable fonction « *est de perpétuer les croyances et les usages plutôt que d'en exposer les ressorts* », ces normes présentent la parade.

L'image qu'on se fait de sa propre société se réduit souvent

> « *à une théorie, ou plutôt une transfiguration, de la réalité qui est d'une nature toute différente* ».

C'est pourquoi il est si difficile d'être l'ethnologue de sa propre société.

★

Interrogé par « L'Express » sur la façon dont il concevait le rôle de l'ethnologue, voici comment Claude Levi-Strauss a bien voulu répondre à nos questions :

des problèmes humains

MICHEL DÉON
JE NE VEUX JAMAIS L'OUBLIER

" Livre cavalier mais allègre, cosmopolite mais tendre, hautain mais sympathique, le parfait bagage du jeune occidental "
ANTOINE BLONDIN

du même auteur :
LA CORRIDA
LE DIEU PALE
TOUT L'AMOUR DU MONDE
LES TROMPEUSES ESPERANCES

GABRIEL GERMAIN
LA LAMPE DE SALA

Une petite lampe antique fait revivre à son propriétaire actuel les amours d'un centurion romain. Un roman insolite, riche en visions captivantes et en troublantes réflexions.

ROBERT POULET
LES TÉNÈBRES

Dans son agonie, un petit employé bruxellois traverse un univers mystérieux et rencontre de braves gens inconnus. Un grand voyage commence. Le livre dont Bernanos disait, lors de la première édition : " J'ai reconnu la voix d'airain du génie ".

du même auteur :
L'ENFER-CIEL
HANDJI
LA HUTTE DE COCHENILLE
LE LIVRE DE QUELQUES-UNS

du sentiment

CARMEN de ICAZA
AVANT QU'IL SOIT TROP TARD
traduit de l'espagnol par LAURE GUILLÉ

Dans le cadre de Madrid et de Majorque, l'histoire d'un grand amour menacé. L'auteur donne ici toute la mesure de son art à la fois sobre et chaleureux.

du même auteur :
AVENTURE A FLORENCE
LA SOURCE CACHÉE

FEUX CROISÉS
du dépaysement

SUDHIN GHOSE
LE BERCEAU DES NUAGES
traduit de l'anglais par A. GENTIEN

Un village. Un adolescent. Un monde mystérieux et familier. Il semble qu'avant Sudhin Ghose personne n'avait su nous ouvrir ainsi le cœur secret de l'Inde.

VIRGINIA WOOLF
LA CHAMBRE DE JACOB
traduit de l'anglais par JEAN TALVA

La brève biographie d'un étudiant anglais, de Londres à Athènes, de 1900 à la guerre de 1914. Un grand roman, magistralement traité, plein de délicatesse et d'ironie pathétique.

du même auteur :
LES VAGUES

KYLIE TENNANT
LES TRIMARDEURS
traduit de l'anglais par DENISE MEUNIER

Une charrette et des clochards sur les routes d'Australie. Une épopée truculente et dramatique. Une humanité vigoureuse où la joie triomphe de toutes les catastrophes.

PLON

RJ
Vient de paraître...
JULLIARD

Ramenez-les pétrifiés
par Lilian BROWN

Non, ce n'est pas une série noire ! c'est le récit pétillant d'humour de Lilian Brown, femme du célèbre paléontologue Barnum Brown qui accompagna son mari à la recherche de « vieux os » jusqu'au cœur du Guatémala. Parmi tous les récits que publie Paul-Emile Victor dans sa collection « La Croix du Sud » voici un des plus entraînants et des plus nourris.

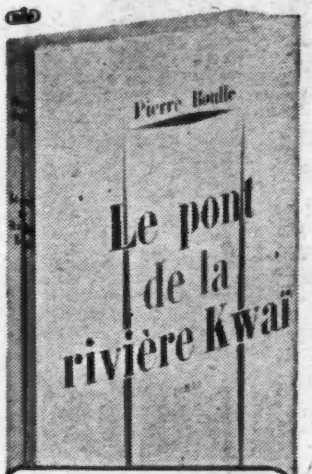
La fosse aux cafards
par Adrien FERK

Adrien Ferk est professeur de Philosophie dans une petite ville d'Algérie. Il publie un roman, LA FOSSE AUX CAFARDS (dont l'action ne se déroule pas en Afrique du Nord). Le sous-préfet interdit le roman. Le préfet alerté rapporte la mesure. Puis lit le livre. Puis décide d'appliquer l'interdiction dans le département. A n'en pas douter, LA FOSSE AUX CAFARDS est un livre « effrayant ». Mais c'est une étude psychologique toute intérieure et qui montre comment un être moyen s'écroule « par le dedans ».

La mort d'un homme
par Lael WERTENBAKER

Un homme est atteint d'un mal qui ne pardonne pas. Sa femme a juré de ne rien lui cacher et même de l'aider à hâter le « passage ». Ensemble ils vont regarder la mort en face et ils ne courberont pas la tête. Ce livre effrayant a été publié il y a trois mois, sous le titre LA MORT D'UN HOMME. Aucun journal n'a osé en parler.

JULLIARD



"le livre est de grande classe"
ANDRÉ MAUROIS
de l'académie française

JULLIARD

Pierre-Bloch
CARNET D'UN VOYAGEUR EN ISRAËL

De Gaulle et Vincent Auriol ont félicité l'auteur pour son livre si vivant et si instructif

EDITIONS SIPEP 3, rue de Choiseul
Prix : 600 francs

la tragédie des atomistes

ROBERT JUNGK
PLUS CLAIR QUE MILLE SOLEILS

Broché : 1.300 Relié : 2.100

ARTHAUD

POUR SE COMPRENDRE

L'Express. — Pouvez-vous nous parler des rapports de votre science avec la situation actuelle ?

C. Lévi-Strauss. — Je ne crois pas qu'il y en ait de directs.

L'Express. — Ne vous arrive-t-il jamais de raisonner en ethnologue sur les problèmes de la France contemporaine ?

C. Lévi-Strauss. — Cela m'arrive parfois, mais à mon corps défendant.

L'Express. — Pourquoi ?

C. Lévi-Strauss. — Ce n'est pas mon métier. Ce métier m'appelle à considérer des choses extrêmement lointaines, et non pas celles qui sont proches de l'observateur, ou qu'il croit telles.

L'Express. — Mais qu'est-ce qui empêche l'ethnologie de s'appliquer à la société où l'on vit ?

C. Lévi-Strauss. — Elle pourra peut-être s'y appliquer un jour. Si vous me permettez une comparaison, les sciences exactes et les sciences naturelles sont apparues dans l'histoire de l'humanité par le moyen de l'astronomie. Ainsi, c'est en contemplant les objets les plus éloignés de son univers immédiat que l'homme a réussi à les considérer avec le détachement nécessaire et à apercevoir certaines de leurs propriétés essentielles — au début de façon grossière, précisément parce qu'il s'agissait d'objets très éloignés.

Eh bien ! nous, au XX^e siècle, nous en sommes — dans les sciences de l'homme — pas tout à fait encore au niveau auquel pouvaient prétendre les Assyriens ou les Babyloniens dans les sciences de la nature. Quand nous étudions des populations extrêmement éloignées par le genre de vie autant que par la distance kilométrique, nous parvenons quelquefois à les regarder d'un œil objectif ; au contraire, quand nous considérons des sociétés très rapprochées, à plus forte raison la nôtre, nous devons toujours rester en défiance vis-à-vis de nos propres conclusions.

Si jamais nous pouvons réussir, ce sera dans quelques siècles ou dans quelques millénaires, mais pas pour le moment.

L'Express. — Il vous est tout de même arrivé, dans vos livres ou dans vos travaux, de porter des jugements sur la société contemporaine ? Par exemple, n'avez-vous pas dit qu'elle était « malade ou anxieuse » ?

C. Lévi-Strauss. — Oui, mais alors, je ne parlais pas en tant qu'homme de science ; je parlais en tant qu' « honnête homme », membre quelconque de sa société. Je trouve que la pression de l'opinion prend parfois une tournure assez inquiétante envers les intellectuels.

L'Express. — Comment ça ?

C. Lévi-Strauss. — Nous sommes habitués à critiquer les régimes totalitaires parce que la pensée y est « dirigée », parce que les intellectuels ne peuvent pas penser ce qu'ils veulent. En France, nous ne sommes certainement pas dans un régime de pensée dirigée, mais vous avez quelquefois tendance à nous placer sous un autre régime, guère plus drôle, que j'appellerais celui de la pensée « obligée ». Autrement dit, vous nous laissez libres de penser ce que nous voulons, à condition que nous pensions quelque chose sur tout.

L'Express. — Et vous ne voulez rien penser ?

C. Lévi-Strauss. — J'ai certainement le droit de dire : je ne pense rien sur telle ou telle question ; et même : je ne veux pas y penser ; ou du moins, si j'y pense, c'est en tant qu'individu, avec des réactions incomplètement rationnelles et en partie sentimentales, auxquelles j'attache personnellement une grande importance, mais qui valent exactement la même chose que celles de tout autre citoyen détenteur d'un bulletin de vote.

En tant qu'homme de science, je ne me fais pas d'illusions sur le manque de rigueur et d'objectivité des convictions qui me sont pourtant les plus chères. Je dois donc résister à la tentation de détourner, à leur profit, le modeste crédit que mes travaux professionnels ont pu me valoir auprès de quelques-uns. Or, c'est l'homme de science, et non le citoyen anonyme, que vous voulez interroger.

L'Express. — Vous avez parfaitement le droit de ne rien penser sur tel ou tel sujet d'actualité, simplement si vous pensez quelque chose, vous le pensez en ethnologue ; vous ne pouvez pas séparer l'homme de science et l'honnête citoyen ; c'est le même homme. Vous avez une vision plus intéressante qu'un autre des problèmes qui nous concernent le plus.

C. Lévi-Strauss. — Vous ne me séduirez pas si facilement ! Je peux aussi — et ne sera-ce pas là, en un sens, le résultat de mon expérience d'ethnologue ? — m'apercevoir que tout n'est pas également pensable, qu'il y a des situations, des périodes de l'histoire qui sont plus rebelles que d'autres à l'exercice de la réflexion.

(Charpentier.)

Claude Lévi-Strauss
« Vous ne me séduirez pas si facilement... »

L'Express. — Voilà qui est fort intéressant. Comment ça ?

C. Lévi-Strauss. — Prenez l'exemple du XVIII^e siècle et de la Révolution française : on nous a appris depuis l'école et nous nous sommes progressivement persuadés qu'il y a eu là une conjoncture éminemment « pensable ». Tout s'y passe comme si le découpage historique coïncidait parfaitement avec les jugements dont nous disposons. Tout nous y semble clair et transparent. Mais essayez d'appliquer les mêmes jugements, le même découpage, à une autre période de notre histoire, ainsi la Fronde. Où était le bien ? Où était le mal ? De quel côté aurait-il fallu se ranger ?

L'Express. — Qu'est-ce que vous appelez situation « pensable » ?

C. Lévi-Strauss. — Une situation où les catégories intellectuelles que nous avons à notre disposition semblent s'appliquer exactement sur les contours des événements eux-mêmes et des groupes sociaux qui provoquent ou subissent ces événements.

L'Express. — Et vous rangez la période actuelle dans la catégorie des situations « non pensables » ?

C. Lévi-Strauss. — Elle me semble, en tout cas, beaucoup moins facilement pensable que d'autres, ce qui ne veut pas dire qu'à titre individuel, l'intellectuel n'ait pas un parti à prendre. Mais il aurait tort d'oublier que c'est un parti d'homme et non un parti de savant.

L'Express. — Vous avez mis en accusation ce que vous nommez la presse d'opinion. Mais renversons les choses : quand vous vous adressez aux lecteurs de journaux, vous avez alors affaire à un public beaucoup plus large que celui des livres scientifiques. Que pensez-vous qu'il y ait alors d'intéressant à dire à ce public ? Sur quoi faut-il, à votre avis, attirer son attention ?

C. Lévi-Strauss. — Ici encore, je « sèche »...

L'Express. — Considérez-vous qu'il faille l'avertir des problèmes de l'ethnologie ?

C. Lévi-Strauss. — Bien certainement, c'est mon devoir d'homme de répondre aux questions d'autres hommes si je suis en mesure, grâce à mon activité professionnelle, de satisfaire leur curiosité — au cas où elle se manifesterait — mais ce n'est pas mon métier d'ethnologue de devancer cette curiosité et encore moins de la provoquer.

L'Express. — Pourquoi ?

C. Lévi-Strauss. — Parce que nos recherches offrent un caractère très technique, quand elles sont menées sérieusement ; je n'ai pas la présomption de supposer que le grand public doive nécessairement s'y intéresser.

L'Express. — N'avez-vous pas, vous-même, par certains articles, tenté, par exemple, d'attirer l'attention du public sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à donner des notions d'ethnologie à ceux qui doivent s'établir dans des sociétés différentes de la leur, juges, administrateurs coloniaux ?

C. Lévi-Strauss. — Oui. Dans la mesure où je voudrais que soient protégés, contre la sottise ou la maladresse de certains, ces peuples dits primitifs qui sont l'objet de nos études et de notre affection. Et aussi — pourquoi ne pas l'avouer ? — parce qu'il faut bien que la société où vivent les ethnologues accepte de leur donner les moyens matériels de développer leur science. Mais si nous vivions dans un monde tel qu'on puisse y faire de la science sans concessions, je me dispenserais, avec joie, d'invoquer de tels arguments.

L'Express. — Qu'appelez-vous « concession » ?

C. Lévi-Strauss. — Montrer que l'ethnologie peut avoir une utilité pratique m'apparaît comme une concession.

L'Express. — Parce que ça n'est pas vrai ?

C. Lévi-Strauss. — C'est sans doute en partie vrai et en partie faux. Mais la question n'est pas là : ça n'est pas notre affaire, pas plus que ce n'est l'affaire du savant dans son laboratoire de s'interroger sur les applications pratiques que comporteront éventuellement ses découvertes. Il essaye seulement de mieux connaître la nature des choses qu'il étudie. A d'autres d'en tirer des médicaments ou des sources d'énergie. En ce qui me concerne, une ambition prime toutes les autres : comprendre comment fonctionne l'esprit humain. Et c'est là ce que j'essaye d'étudier.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

Président du Comité de Direction : Pierre MENDES FRANCE

ABONNEMENTS
Un an .... 1.500 francs
Etranger .... 1.800 francs
Soutien .... 3.000 francs

3, rue des Pyramides
Tél. RIC. 40-60
C.C.P. Paris 13693-09

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE MARS-AVRIL

EDITORIAL
Une affaire d'honneur, par P.-H. SIMON

UNE ETUDE FONDAMENTALE :
Les conséquences économiques et financières de la guerre d'Algérie

Le développement de l'Inde, épreuve de la démocratie :
De la Chine à l'Inde, par Joan ROBINSON
Le Plan en péril, par K.-N. RAJ et P.-N. DHAR

Souvenirs d'un militant (1934-1939), par Jacques KAYSER
Sur les partis, par Pierre AVRIL
La Revision constitutionnelle, par Roger PINTO
De l'Europe et du Monde, par Maurice SORRE
Le Corbusier, par P.-H. GONTHIER
De Dien-Bien-Phu à Bamako, par P.-A. FALCOZ
Lumières sur l'Est, par Bernard CAZES

les Vitales

Indispensables après la trentaine ! Huile ou crème, même richesse en aliments lipidiques dont manquent les peaux sèches

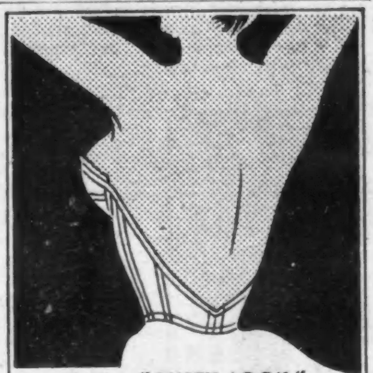
L'Huile Vitale aura la préférence des femmes qui n'aiment pas les crèmes de nuit et de celles qui recherchent une base de maquillage protectrice pour la vie au grand air

Helena Rubinstein

Le Duo Coiffure-Maquillage 3.750 Frs. Cette formule très pratique combine "l'Heure de Beauté" (nettoyage, massage, maquillage) et la Coiffure (rinçage ou Coupe). Salons Helena Rubinstein 52, Faubourg Saint-Honoré - ANJ. 88-46

UN MODÈLE DE LA COLLECTION *"JOIE ET LUMIÈRES"*

Léon 21, RUE DAUNOU



Bustier **"BUSTY LOOK"** dos **complètement nu**, très élégant, permettant n'importe quel decolleté. En dentelle, taffetas et elastique nylon.

Réf. 1099

English Rose

Liste des dépositaires : **English Rose**, 79 Fg Poissonnière, Paris 9e — Tél. PRO. 73-43

MÉDECINE

Le drame de la stérilité

L'HISTOIRE de l'impératrice Soraya d'Iran met assez cruellement sous les yeux du monde entier le drame très ancien et toujours actuel de la femme stérile.

Il n'a pas toujours les mêmes répercussions matérielles. Mais il a toujours, sur le plan psychique, des retentissements profonds.

La société n'a jamais été tendre avec la femme stérile. Dans l'histoire, c'est toujours sur elle que la faute retombait, terre desséchée où se perdait la semence de l'homme. Si l'homme n'était pas impuissant, il était fertile, cela allait de soi.

Et c'était faux. Les cas de stérilité masculine, non liés à l'impuissance, sont parfaitement connus. L'homme est responsable dans 25 à 30 % des cas de stérilité conjugale. Ou du moins connaît-on certaines causes à cette stérilité et peut-on l'objectiver par des examens de laboratoire. Encore faut-il être très prudent dans leur prescription — un résultat négatif pouvant avoir sur le psychisme masculin des retentissements plus graves encore que sur celui d'une femme — et dans l'interprétation, car l'absence de spermatozoïdes peut n'être que passagère. Il ne s'agit d'ailleurs le plus souvent pas d'absence mais de rareté. Un sperme ne contenant que 25 ou 30 millions de spermatozoïdes à chaque émission a bien des chances d'être inefficace (100 millions étant le chiffre courant mais variant avec l'état physique général).

Les obstacles

Quand on sait, en vérité, toutes les conditions qui sont requises pour que se produise la rencontre intra-utérine du spermatozoïde et de l'ovule et la fécondation, on ne peut qu'admirer qu'elles se réalisent si souvent. N'importe quel obstacle mécanique placé sur le chemin de l'un ou de l'autre (rétrécissement ou oblitération des trompes — ou des canaux séminifères chez l'homme), n'importe quelle modification hormonale agissant sur la glande génitale, une légère variation de l'acidité du milieu, une infection banale peuvent empêcher toute fécondation.

Ce sont là, du moins, des causes possibles et jamais certaines, ni automatiques. Aussi faut-il, dans les cas de stérilité, étudier systématiquement TOUTES les causes possibles, car on pourrait tenter en vain de reperméabiliser une trompe ou s'obstiner contre un banal et léger déséquilibre hormonal, parce qu'on les à constatés dèsl 'abord, et négliger une infection latente, la stérilité du conjoint ou même une banale rétroversion utérine.

La misère à elle seule peut provoquer une carence vitaminique (E surtout) stérilisante. Il est probable que la fatigue, la nervosité agissent et même, peut-être, les modifications apportées dans la statique du corps et l'état des organes du petit bassin de la femme par les conditions de la vie moderne (mode, voyages en auto, chaussures à talons hauts).

Le couple

En effet, le repos agit souvent (bien des enfants sont conçus en vacances) et la fréquence anormale de « kystes de "ovaire » semble bien relever de ces causes. Ce n'est, le plus souvent, qu'une malposition des organes et un trouble sympathique et circulatoire à leur niveau. Il ne faut pas oublier non plus que certaines femmes se croient stériles, alors qu'elles font en réalité des avortements très précoces à répétition.

Quand toutes les causes ont été éliminées (et la plupart d'entre elles sont sensibles aux thérapeutiques modernes, anti-infectieuses, chirurgicales ou hormonales), il arrive le plus souvent que la fertilité reparaisse. On peut considérer que les chances de guérison vont de 20 à 80 % selon que les causes sont utérines, ovariennes ou tubaires, celles-ci étant les plus graves, mais heureusement les moins fréquentes (1/4 des cas seulement). Mais il arrive aussi que tout paraisse normal d'un côté comme de l'autre, qu'il y ait non plus stérilité d'un des conjoints, mais stérilité du couple qui, séparé, fera la preuve de sa fertilité.

Et la raison de cette incompatibilité échappe aux investigations. Comme toujours, quand on n'a pas de raisons bien précises, bien concrètes, on fait alors appel à des notions vagues. On parle d'immunité acquise à l'égard des spermatozoïdes par la femme qui, après une première grossesse, détruirait tout pouvoir fécondant du mâle. On évoque la possibilité de techniques plus ou moins efficaces de l'acte sexuel. Et, enfin, bien sûr, on fait appel au psychisme.

Curieux adultère

Il n'y a aucune raison pour que ces causes-là ne jouent pas, mais l'expérience montre, hélas ! la fertilité extrême de couples sans amour, de femmes frigides, et en dehors de la cure miraculeuse de la star Eva Bartok par un mage malais, on connait peu d'exemples de stérilité corrigée par la psychanalyse.

Peut-être l'insémination artificielle remplit-elle, sur le plan technique et sentimental, les conditions nécessaires. En tout cas, il est certain qu'on y a de plus en plus souvent recours, surtout dans les pays anglo-saxons, puisque 7.500 naissances de ce type ont été enregistrées en Angleterre depuis 1947.

On fait appel au mari quand les rapports normaux sont impossibles, à un « donneur » — d'un incognito absolu — quand le mari est stérile. En France, certains obstacles moraux se dressent encore, qu'un lord a récemment exprimés en souhaitant que tous les enfants nés de cette façon soient considérés comme enfants naturels et adultérins. On aurait pu croire jusque-là que l'adultère était caractérisé par la recherche du plaisir et non par un acte médical peu voluptueux et plutôt humiliant.

DOCTEUR KNOCK.

(PHOTO GUY ARSAC).

Cet élégant vêtement est en Plastylon-GOLF sur textile, matière nouvelle aux qualités étonnantes : aspect du cuir, pratiquement intachable, insensible à la pluie, résistant à l'usure et aux éraflures, lavable à l'aide d'une simple éponge. - Grands Magasins et Maisons spécialisées. (Production Pennel et Flipo à Roubaix).

RECETTE

Les côtes de porc à la moutarde

Par personne : 1 *côte de porc.* — 2 *échalotes.* — 1 *cuiller à café de moutarde.* — 1 *cuiller à dessert de crème double.* — 3 *décilitres de vin blanc.* — 1 *noix de beurre. — ciboulette et persil haché.*

● Aplatir et fariner les côtes de porc, faire cuire au beurre à feu doux, dans une poêle ● Dorer des deux côtés soigneusement ● Retirer et placer la viande sur un plat bien chaud ● Mettre dans la poêle les échalotes finement hachées, les cuire sans colorer, déglacer au vin blanc et laisser réduire ● Ajouter la crème, faire bouillir tout en remuant ● Retirer du feu, ajouter la moutarde et les fines herbes finement hachées ● Bien mélanger, vérifier l'assaisonnement. Verser sur la côte et servir bien chaud (là réside toute la difficulté de ce plat délicieux).

CRÉATIONS NOUVELLES

MERCEY

TAILLEUR-COUTURIER

PEAU et CUIR

HABILLE L'HOMME ET LA FEMME

en PRÊT A PORTER ou SUR MESURES

30, AV. VICTOR-HUGO - KLÉ. 70 18

LA REINE BLANCHE

35, avenue des Gobelins - PARIS

9 h. à 19 h. 30 sauf dimanche et lundi

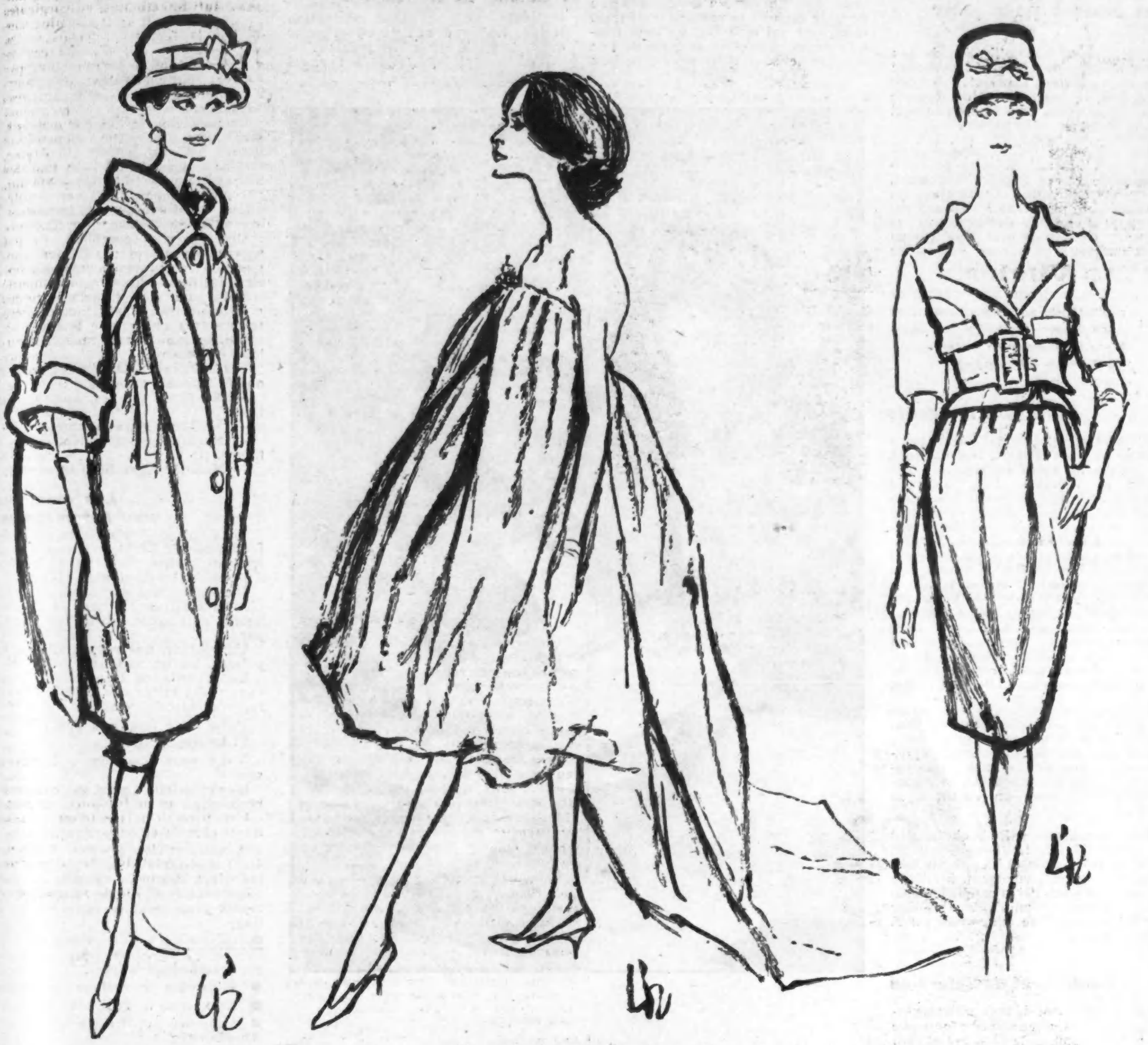
BIJOUX - MONTRES

CADEAUX

BAGUES DE FIANCAILLES

TRADITION DE QUALITÉ ET FORMES NOUVELLES

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :



TROIS MODÈLES DE GIVENCHY
Taille haute et épaules larges

● ***Assisté*** à la présentation de la collection d'Hubert de Givenchy. Comme Balenciaga, il a dessiné pour le printemps une femme à larges épaules et à taille haute qui perd toutes ses formes le soir pour se glisser dans des cages ou des ballons de dentelle et de mousseline. Encore beaucoup de robes chemises, souvent en shantung et toujours en biais. Mais elles datent déjà quand on les voit défiler parmi les modèles à taille haute qui annoncent sans doute la mode... 1959. Etonnant coloriste, Givenchy joue cette année toute la gamme des bleu-vert.

● ***Trouvé*** deux boutiques qui exécutent une jupe en un temps record : Prestige, 28, avenue des Champs-Elysées (ouvert le lundi) se charge de faire une jupe sur mesures en un après-midi (commandée à deux heures et demie, terminée à 6 heures). Prix : à partir de 5.000 fr. pour une jupe droite.

(Leda, 344, rue de Vaugirard. Jupe en 24 heures environ, à partir de 8.700 francs.)

● ***Découvert*** un fleuriste intelligent qui ne vend que des plantes et des fleurs en pot, et ne se charge pas des livraisons à domicile. La suppression de main-d'œuvre et de la perte inhérente au stockage de marchandises périssables lui permet d'établir des prix imbattables dont profitent ses clientes. Cette semaine, un azalée très convenable valait entre 700 et 800 francs. (La Fleur Enchantée, 30, avenue Mozart).

● ***Fabriqué*** elle-même une cloison translucide séparant en deux une chambre d'enfant en utilisant un matériau nouveau : le Textiglass. Stratifié polyester comportant un élément décoratif renforcé par un tissu de verre, le Textiglass est vendu sous la forme de panneaux ondulés long de 2 mètres. Il offre l'avantage de pouvoir être découpé avec des ciseaux, ployé, percé, vissé, cloué sans difficulté aucune. Peut être utilisé sous la forme de luminaire, paravent, sous-plafond, cabine de douche, cloison, etc.

Malheureusement, les dessins et coloris d'inspiration par trop américaine ne s'harmonisent pas toujours avec les décorations d'intérieurs à la française.

Prix : en 0 m. 85 de large : 4.365 francs le mètre. En 0 m. 95 de large : 4.735 francs le mètre. En 105 de large : 5.852 francs le mètre.

(Documentation et échantillons sur demande, T.V.T., 44, rue Paul-Valéry, Paris (16e.)

Noyama
nourrit le cuir!

ROYALDAIM
CANNES - PARIS - DEAUVILLE
Nouvelles créations en Agneau - Velours, Agneau glacé et Veau - Velours
•
74, rue de Rennes
LIT. 44-84

7 ème
QUINZAINE DE LA TABLE
DU 11 AU 29 MARS
TABLES DE PLEIN AIR
Christofle
31, Bd DES ITALIENS (PALAIS BERLITZ)

ENFANTS

Une banque pour jouer

UNE jeune femme, libraire de son état, a fondé à Noël dernier, avec une équipe d'amis, la première banque française du jouet. C'est une banque pour jouer, mais une entreprise tout à fait sérieuse.

En 1956, Mlle Oliven vendait déjà des jouets éducatifs dans sa petite librairie de la rue Pigalle. Seulement, les jouets éducatifs coûtent cher, les parents s'en plaignent et les enfants s'en lassent vite s'ils n'en changent pas souvent. C'est pourquoi Mlle Oliven posa un jour aux parents clients de son magasin cette question :

« Si on vous proposait pour vos enfants un « abonnement de jeu » comme on offre aux adultes des abonnements de lecture, seriez-vous intéressés ? »

Pour tous les goûts

L'intérêt suscité fut tel que l'équipe Oliven prit ses risques. Depuis Noël, la Banque du Jouet est devenue officielle et rentable. Elle demande 3.500 francs d'abonnement à ses jeunes adhérents qui viennent de tous les coins de Paris. On peut changer son jeu toutes les semaines, mais on peut aussi le garder jusqu'à un mois s'il vous passionne. Et il y en a pour tous les goûts. Frédéric, 2 ans et demi, qui est le plus ancien client de la banque parce qu'il est voisin, a emporté la semaine passée un tableau noir pour dessiner chez lui. Martine, 12 ans, a emprunté le jeu de construction de ses rêves ; on avait sans doute oublié de lui en offrir un quand elle était petite.

La banque n'a exclu que deux sortes de jeux : les intransportables ou dangereux et ceux qui risquent de faire des drames. Par exemple, il est impossible de prêter une poupée à une petite fille : elle s'y attache et, la lui retirer, c'est enlever un enfant à sa mère.

En revanche, les enfants choisissent en toute liberté. La banque est au sous-sol du magasin et les parents sont gentiment mais fermement invités à attendre en haut. Parfois, pourtant, un petit a besoin qu'on l'aide à choisir sur les rayons. Une éducatrice est là pour le faire.

Contrôle et désinfection

Les enfants sont de merveilleux participants dans une entreprise de ce genre. Ils prennent le plus grand soin des jouets qui leur sont confiés. Ils les améliorent même. L'un d'eux a découpé une rivière en plastique bleu pour un village-construction qui n'en avait pas. Un autre a demandé à son père de réparer la motrice d'un train électrique qui chauffait un peu. Chaque abonné possède une carte où l'on indique le soin qu'il prend de son jouet. Un timbre rouge pour les très soigneux : « dix timbres rouges donnent droit aux jeux les plus fragiles ou d'une grande valeur. Un timbre bleu signifie : « Tu peux faire mieux ». Un timbre vert veut dire « Attention Il faut faire un sérieux effort pour qu'on te prête de beaux jouets ».

L'un des principes de la banque est en effet de ne fournir que du matériel impeccable. Chaque jouet est contrôlé et désinfecté au « Paragerm » avant d'être prêté à nouveau. Et c'est l'une des raisons qui est en train de faire de la Banque du Jouet un succès. Plus de cent abonnés à l'heure actuelle ; la banque peut en accueillir cinq cents. Tous les enfants sont admis pourvu qu'ils viennent la première fois avec leurs parents ou munis d'une autorisation écrite. La banque, située au 11 *bis*, rue Pigalle, TRI. 60-88, fonctionne actuellement les jeudis et samedis après-midi. Sa directrice envisage l'ouverture du jeudi matin pour très bientôt. Mais déjà, sur notre demande, elle a décidé d'accueillir les enfants tous les après-midi pendant les vacances de Pâques. Ni les enfants ni les parents ne s'en plaindront.

(Pevsner.)

CAROLINE A LA BANQUE
Tout, sauf une poupée.

ARTS MÉNAGERS

Avant de choisir une machine à laver :

LE parc français des machines à laver était, au 31 décembre 1957, de 2 millions trois cent cinquante mille appareils.

Ce parc doit, selon les prévisions les moins optimistes, dépasser les quatre millions en 1961.

A ce moment-là, 30 % au moins des foyers français électrifiés seront équipés d'une machine à laver le linge, alors que ce pourcentage était de l'ordre de 12 % seulement en 1955.

Une des plus pénibles parmi les corvées ménagères : la lessive, est en passe d'être supprimée grâce à la mise au point de machines automatiques.

Mais, sans aller jusqu'à l'automaticité totale (qui a le défaut de coûter encore très cher), une bonne et robuste machine à laver reste le rêve de toute ménagère.

Les machines à laver se classent en quatre grandes catégories :

— Machines simples, non automatiques.
— Machines semi-automatiques.
— Machines entièrement automatiques.
— Machines à séchage incorporé.

Les machines non automatiques

Elles ont sur leurs sœurs plus perfectionnées le double avantage de coûter moins cher, et d'être en général d'un encombrement plus réduit.

Dans ce genre d'appareils, le récipient reste fixe. Le linge et l'eau de lessive sont agités suivant les modèles par :

Un vibreur, une roue à ailettes, un pulseur, ou un agitateur.

Le procédé de lavage est le suivant : une même eau de lessive peut recevoir successivement :

1° Le linge fragile et peu sale.

2° Le linge moyen.

3° Le gros linge ou le linge très sale.

L'eau du bain initial est conservée, réchauffée, et additionnée, si besoin est, de produit lixiviel (d'où économie d'eau chaude et de lessive).

A noter : les femmes françaises étant traditionalistes, la plupart des machines destinées au marché intérieur sont équipées de rampes chauffantes permettant de faire bouillir le linge.

● L'ESSORAGE se fait suivant des procédés plus ou moins perfectionnés, tels que :

● Essoreuse centrifuge incorporée
● Essoreuse à rouleaux électrique
● Essoreuse centrifuge incorporée dans la cuve.
● Essoreuse à pression hydraulique.

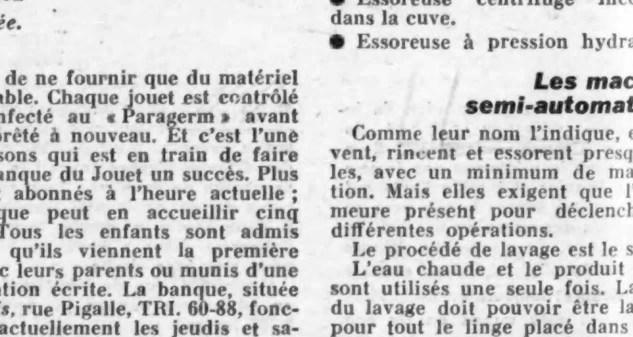
Les machines semi-automatiques

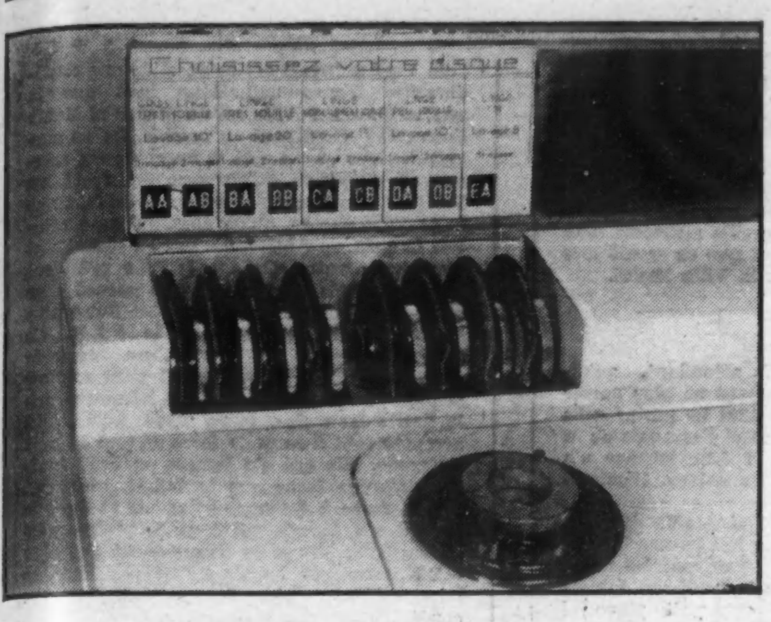
Comme leur nom l'indique, elles lavent, rincent et essorent presque seules, avec un minimum de manipulation. Mais elles exigent que l'on demeure présent pour déclencher les différentes opérations.

Le procédé de lavage est le suivant:

L'eau chaude et le produit lixiviel sont utilisés une seule fois. La durée du lavage doit pouvoir être la même pour tout le linge placé dans la machine. Le principe consiste donc à trier ce linge et à le faire laver par catégories (linge fragile, grand teint, blanc, etc.).

Dans ce genre d'appareils, le panier ou le tambour brasse le linge qu'il contient en tournant dans une cuve





MACHINES A LAVER
Dernier-né des perfectionnements, le programmateur à disques

où se trouve l'eau de lessive. Le procédé reste le même, que le panier soit monté sur axe horizontal, vertical, incliné, oscillant ou pivotant, ou que le modèle comporte un tambour.

L'essorage se fait toujours automatiquement.

Les machines à laver entièrement automatiques

Rêve de toutes les femmes, ces machines très perfectionnées font toute l'opération seules. Un bouton de mise en marche suffit. La ménagère peut ensuite vaquer à d'autres occupations. Quand elle revient, son linge est lavé, rincé, essoré et la machine s'est même arrêtée toute seule.

Triomphe de la technique moderne, les machines à laver automatiques n'ont qu'un défaut : celui de coûter encore très cher.

Les machines à séchage incorporé

Elles sont surtout nécessaires pour les familles nombreuses qui habitent un appartement où le séchage du linge pose un difficile problème.

Semi-automatiques, elles sont d'un prix assez élevé, évidemment. Le réglage du chauffage par bouton est simple, mais demande une certaine surveillance, pour éviter qu'une chaleur excessive ou trop accélérée ne casse les fibres du linge.

Quel type vous convient ?

Il n'y a pas plus de machine à laver parfaite que d'automobile parfaite. Le choix se fait en fonction d'un certain nombre de facteurs particuliers à chacun.

1° Budget.

2° Place disponible.

3° Nombre de personnes composant le foyer (âge et profession).

4° Sources d'eau chaude dont on dispose déjà.

5° Lieu où se situe le foyer (maison de campagne, appartement, etc.).

Chaque foyer posant un problème particulier — dans l'un il y a de la place et pas d'enfants, dans l'autre des enfants et peu d'argent, dans le troisième de l'argent et peu de place — il faut connaître tous les éléments de l'équation pour conseiller utilement. Madame Express est à la disposition de ses lectrices qui voudront la consulter, par écrit, avant de procéder à un achat.

Quelques modèles

Parmi les différents modèles présentés au dernier Salon des Arts Ménagers, nous avons sélectionné :

Machines simples

● BRANDT : *Modèle* 4.400. — Cuve en tôle émaillée à capacité réglable, lavage par giro-laveur, des pales de caoutchouc contrarient les mouvements de l'eau. Chauffage tous gaz. Essorage centrifuge incorporé. Dimensions : 50×50×80. Caractéristique : un couvercle égouttoir monté sur glissière se manœuvrant comme un tiroir très commode pour poser le linge sortant de la cuve. Prix : 81.961 fr. (*Stand Brandt*, Grande Nef, côté droit de la porte d'entrée).

● SAUTER : *type Réale*. — Machine équipée d'un brasseur alternatif en matière moulée. Chauffage tous gaz. Dimensions : 50×50×80.

Essorage par rouleaux de caoutchouc. Caractéristique : rinçage à eau courante dans la même cuve dès que le lavage est terminé. Prix: 111.000 fr. (*Stand Sauter*, Gde Nef, côté gauche).

● DIENER : *type Lavandine* 330. — Cuve triangulaire en acier émaillé anti-alcalin. Lavage par pulsateur en matière plastique à surface polie, assurant un lavage par autobrassage. Chauffage tous gaz. Dimensions : 51×51×80. Caractéristique : son système d'essorage hydraulique par poche de caoutchouc permettant d'essorer à la machine même les tissus délicats. Prix : 83.885 fr. (*Stand Diener*, Chausson, Côté gauche Grande Nef).

Machines semi-automatiques

● LINCOLN : *types Starlett ou Starline* (3,500 kg et 5 kg de linge). — Lavage en tambour horizontal inversant son sens de rotation toutes les quelques secondes. Essorage centrifuge. Chauffage tous gaz ou électrique. Thermomètre de vérification de température de l'eau.

Dimensions : Starlett : 55×55×80. Starline : 55×62×80.

Caractéristique : se remplit d'eau en quantité automatiquement proportionnée au poids du linge à laver. Prix : 176.734 et 187.880 fr. (*Stand Lincoln*, Grande Nef côté droit).

● LADEN : *type Fontenay* (4 kg. de linge). — Machine frontale à hublot de visibilité dans lequel on introduit le linge. Lavage en tambour horizontal muni d'une trappe pour le versement du produit lixiviel qui part ainsi au fond de la cuve et s'incorpore parfaitement à l'eau. Chauffage tous gaz ou électrique. Essorage centrifuge. Caractéristiques : commandes encastrées et thermomètre permettant vérification de la température de l'eau. Prix : 159.500 fr. (livrée franco domicile dans toute la France). (*Stand Laden*, grande nef, côté droit.)

Machines entièrement automatiques

● BENDIX : *type Giromatic* (4 kg linge sec). — Lavage par tambour horizontal à hublot. Stabilisateur évitant scellement au sol. Chauffage tous gaz ou électrique. Caractéristique : toutes les opérations se déroulent seules à l'intérieur du panier laveur. Prix : 223.000 fr. (*Stand Bendix*, Grande Nef, allée centrale, face porte).

● VEDETTE : *type Surmelec Quiétude* (6 kg de linge sec). — Lavage par tambour horizontal à inversion de marche. Chauffage automatique progressif de 10 à 100°. Machine mobile sur roulettes escamotables. Caractéristique : volume d'eau automatiquement proportionné au poids du linge. Prix : 263.000 fr. (*Stand Vedette* côté gauche Grande Nef).

● CONORD : *type Vestamatic* (4,500 kg linge sec). — Dernière-née des machines automatiques. Lavage dans panier vertical à l'aide d'un agitateur à 6 pales à battements alternatifs. Chauffage tous gaz ou électrique. Rinçage à eau courante. Caractéristique : commande très perfectionnée par programmateur à disques incorporé dans la machine, permettant le choix du cycle de lavage adapté à la nature et au degré de souillure du linge à laver. *(Voir la photo ci-dessus)*

Un seul bouton à tourner. Arrêt automatique une fois le linge lavé, rincé, essoré. Prix : 229.000 fr. (*Stand Conord*, Grande Nef : centre).

Les machines à séchage incorporé

● THOMSON : *type Amboise-Impériale:* (5 kg de linge sec). — Machine à automatisme contrôlé, lavage par tambour « supercalibré » à vitesse de rotation fonctionnelle s'adaptant à tous les types de linge. Caractéristique : le remplissage de la cuve est contrôlé par un niveau d'eau éclairé. L'appareil comporte un dispositif de séchage qui rend le linge prêt à être repassé. Prix : 258.000 fr. (*Stand Thomson*, Centre Grande Nef).

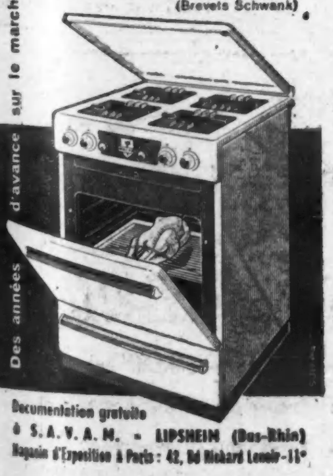
● LAVIX : *type* 709 : Machine à tambour horizontal à inversion automatique de sens de rotation. Caractéristique : dispositif de séchage fonctionnant à la demande au gaz de ville, butane, ou électricité. Prix : 252.000 fr. (*Stand Lavix* : Grande Nef, côté gauche).

COQ BABETH
LE FER-COQ DE TOUS LES MENAGES
3 modèles :
3.200 fr., 3.950 fr., 4.400 fr.
VAPO-BABETH
le « PRESSING CHEZ SOI »
Prix : 9.690 francs
AUTRES FABRICATIONS :
FER AUTOMATIQUE
FER A TUYAUTER - FER A FRISER
RADIATEUR INFRA-ROUGE
Grands Magasins, Electriciens et
BABETH, 9-16, rue du 4-Septembre
Tél. 13-85 BOURG (Ain)
SALON DES ARTS MENAGERS
STAND 11. SOUS-SOL

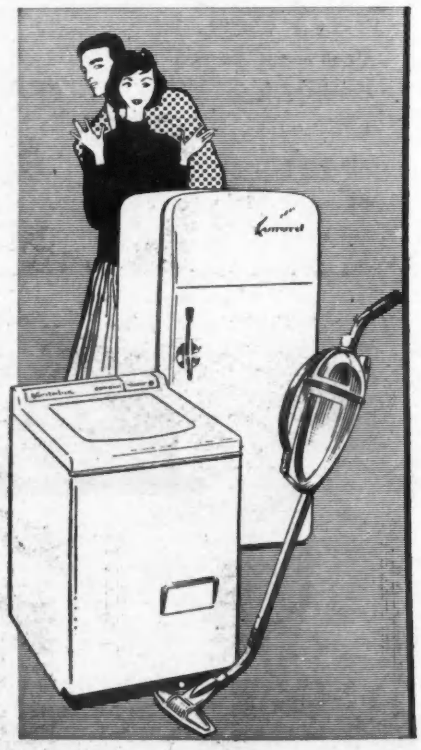
Toute une gamme
d'articles TEFALISES
à votre service

Casseroles, Plats, Tourtières, etc.
Les ustensiles culinaires TEFAL par le surglaçage de leur revêtement anti-adhésif au TÉFLON PUR permettent de cuire ou de griller tous les aliments sans aucune adhérence avec ou sans matière grasse
QUELLE ÉCONOMIE !
TEFAL
n'attache jamais
PUBLIREL

cuisinez fin
cuisinez sain
cuisinez
PAIN
Avec Symphonie
équipée du véritable INFRAGRIL
(Brevets Schwank)
Des années d'avance sur le marché de la cuisinière à gaz !
Documentation gratuite
à S.A.V.A.M. - LIPSHEIM (Bas-Rhin)
Magasin d'Exposition à Paris : 42, Bd Richard Lenoir-11°



Tout l'équipement de base
d'un foyer moderne
a été conçu pour vous
par Conord
MACHINES A LAVER • RÉFRIGÉRATEURS
ASPIRATEURS • MACHINE A REPASSER
Sur les 5.000 Spécialistes Conord, il s'en trouve au moins un tout près de chez vous. Il vous renseignera, vous montrera des appareils en fonctionnement, s'occupera de leur installation chez vous, et il reste en permanence à votre disposition avec tous ses services.
CONORD
PREMIER "ART-MÉNAGISTE" DE FRANCE



LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

8 MARS.

COMMENT faire pour ne pas être saisi ? Parler d'autre chose que de politique ? Mais à mon âge, en fait d'aventure, il n'arrive plus guère que ce qui arrive au pays, et je n'ai plus d'autre histoire que la sienne. Essayons pourtant, consultons nos carnets : Jeudi... Eh bien, je siégeais quai Conti et ce fut même une belle séance. Un de nos confrères pince-sans-rire se fit l'écho d'une plainte de membres d'une autre académie qui trouvent incommode que la rate, femelle du rat, ne prenne qu'un T, tout comme le viscère. Cela cause de grandes perturbations, paraît-il. Il dépend de l'Académie que nous nous foulions la rate le jeudi, et que nos savants confrères dissèquent des RATTES, lesquelles ne pourront plus être confondues avec l'organe qui était en train de se désopiler, tandis que nous écoutions ces propos.

Là-dessus, un des nôtres a fait remarquer qu'il fallait attendre d'être parvenus à la lettre R du dictionnaire pour pouvoir doubler le T de rate. Comme nous en sommes à C, cette conjoncture ne se produira pas avant une trentaine d'années, et aucun de nous ne sera très frais à cette époque-là, tout immortels que nous sommes. La femelle du rat gardera donc son unique T. Et nous reprenons notre travail au mot CAMERIER. Il y en a, des caméríers, je vous le jure, et de toutes les sortes — sans compter les caméríers « d'épée et de cape » qu'il faut se garder, nous avertissent ceux d'entre nous qui ont été nourris dans le sérail, d'appeler « de cape et d'épée ».

MON vénérable confrère le Cardinal Grente, qui m'a toujours montré de l'indulgence, me dit d'un air fin, comme j'allais le saluer : « Faites des pièces de théâtre, cher Monsieur, faites des romans... » Et de quel ton radieux ! Il faut, à ces moments-là, pousser des verrous intérieurs, assujettir des chaînes de sûreté, opposer sourire à sourire.

9 MARS.

UNE brochure de Sartre saisie chez Julliard ! Le plomb a été détruit. Je suggère à ces messieurs que le plomb fondu faisait merveille autrefois, que celui-là pourrait servir et que ce serait une jolie idée de l'envoyer à la Villa Sesini.

EN attendant, qu'allons-nous devenir ? Comment ne plus parler de politique ? Mais comment en parler sans passer à la casserole ? Et si j'essayais de la flatterie ? Pourquoi pas ? L'antiphrase n'a pas été inventée pour les chiens. Dissimulons.

Hier, à la Chambre, l'admirable discours du président du Conseil a fait passer le vent du large sur les travées, balayant les miasmes du défaitisme et de la trahison. Jamais l'éloquence parlementaire n'avait plané si haut. Certaines paroles de ce discours resteront à jamais inscrites dans l'airain de ce style austère qui méprise tout ornement. Quand l'orateur s'est écrié : « Le combat exige un grand nombre d'hommes », ce simple constat a retenti avec plus de puissance que les plus belles envolées de Jaurès.

Un simple constat — mais l'orateur donna ensuite ses raisons : « L'application de la loi-cadre et les élections qui suivront la fin de la période transitoire, SUPPOSENT que l'action rebelle soit mise en échec dans des régions de plus en plus étendues. » Cette supposition a entraîné le gouvernement « à abandonner le plan de réduction des effectifs en Algérie ». Mais attention ! Il ne faut pas s'attendre à des miracles. Ce qu'il y a d'inimitable dans cette éloquence, c'est le balancement : l'aigle de Confolens excelle dans le vol plané et, sans nous laisser le temps de respirer, nous transporte du doute à l'espoir, de l'espoir au doute : « Dans ce combat que nous devons tout faire pour abréger mais que nous poursuivrons tant qu'il le faudra, nous devons nous garder de l'optimisme excessif comme d'un pessimisme injustifié... » La balançoire m'a toujours donné mal au cœur. Ici, j'ai résisté un peu, je l'avoue : un optimisme qui craint l'excès ne justifie-t-il pas, peu ou prou, les pessimistes, les défaitistes ? N'importe ! Que de formules lapidaires se détachent de cet inoubliable exposé ! Celle-ci, par exemple : « Les indépendances impossibles sont devenues le meilleur ferment du communisme. » Certes ! Mais si c'était certaines dépendances qui étaient devenues impossibles ? Les plus belles maximes gagnent quelquefois à être retournées et il arrive que l'envers en vaille mieux que l'endroit.

RESTE la partie constructive du discours. Ici, je renonce à l'antiphrase : il n'y a plus de quoi rire. A première vue, il ne s'agit dans ce projet de communauté méditerranéenne que d'un trompe-l'œil : qui pourrait croire possible une confédération franco-maghrébine tant que la guerre durera ? Ni le roi du Maroc ni Habib Bourguiba n'inclinent au suicide. Ils ne survivraient pas à un mot, à un geste qui marquerait ne fût-ce qu'un peu de froid au F.L.N. Ils ne pouvaient nous rejoindre, et ne le peuvent encore, qu'en nous aidant à rétablir la paix en Algérie — par ce biais-là, et par aucun autre. Oui, mais... Le président du Conseil n'a pu parler qu'en accord avec Murphy qui garde le contact avec Bourguiba et donc, indirectement, avec le F.L.N. Ce pauvre discours présidentiel, un rayon le traverse, malgré tout. Hélas ! pour espérer si peu que ce fût, il faudrait admettre que la droite française, cette mule butée, pût accepter tout à coup de faire un pas, et puis un autre, elle qui n'a jamais au fond envisagé d'autre issue que le F.L.N. contraint par la force à demander l'aman, et dont le regard n'a jamais porté au-delà d'un problème d'effectifs et de financement. Or, si le F.L.N. renonçait jamais à l'indépendance, ce ne serait pas en notre faveur, mais pour une confédération maghrébine...

11 MARS.

PAS un mot ce matin à la Radio ni dans la presse au sujet d'une interview accordée à Montreux par Fehrat Abbas à quelques journalistes, et qu'a transmise hier soir une agence américaine : le F.L.N. lancerait un appel au Vatican pour le rétablissement de la paix en Algérie. Il est sûrement résolu en tout cas à ne pas laisser perdre la chance inespérée d'internationalisation que lui a donnée Sakiet. Naguère il eût préféré le tête-à-tête avec nous ; et c'était un des rares points où un Mendès France et un Soustelle fussent eux aussi d'accord. Droite française ! ô mule aveugle ! Sakiet aura parachevé le beau travail inauguré par l'arrestation de Ben Bella. Mais tout n'est pas joué : la mule aveugle aura beau être tirée par la bride, et le Saint-Père lui-même s'en mêlerait-il, huit cent mille Français d'Algérie resteront suspendus à sa queue.

F. M.

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

ADMINISTRATION
Abonnements, publicité, vente
29, rue de Marignan - Paris (8e)
(angle Champs-Elysées)
Tél. : BAL. 19-68

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.

Règlement par chèque bancaire
au C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur : J.-F. COBLENCE.

reflets de paris
TISSUS
J. L. Marmor
MADE IN FRANCE
sélection couture

Pourquoi
compte-t-on
maintenant le GAZ
en thermies
et
non plus
en mètres-cubes ?

Parce que la chaleur se mesure en thermies,
(comme l'électricité se mesure en kilowatts-heure).

Or, la chaleur fournie par Gaz de France provenant de sources différentes, le nombre de thermies contenues dans 1 m3 de gaz n'est pas toujours le même.

Aussi, pour que tout le monde parle le même langage, on facture désormais en thermies...

...le Gaz, forme moderne de l'énergie.

GAZ DE FRANCE

R. L. Dupuy - C. G. 7 bis

DIMANCHE PROCHAIN
16 MARS
SOYEZ GÉNÉREUX
à la
QUÊTE
NATIONALE
de la

Ligue Nationale Française
CONTRE LE CANCER